



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

We regret that some of the pages in the microfiche copy of this report may not be up to the proper legibility standards even though the best possible copy was used for preparing the master fiche.

07150-F

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

19k.
Distr.
RESTREINTE
UNIDO/ICIS.19
19 août 1976
FRANCAIS

LA PLANIFICATION ECONOMIQUE EN ALGERIE ^{1/}

par
Cabinet Roland Olivier*

^{1/} Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues du Secrétariat de l'ONUDI.
Le présent document a été reproduit tel quel.

*Levallois, France.

AVANT PROPOS

Le 1er novembre 1974, l'Algérie fêta l'anniversaire de sa révolution, puisque l'insurrection qui devait la mener à l'indépendance débuta en 1954.

Depuis douze années le peuple algérien dirige les destinées de son pays. Au cours des différents chapitres que nous traiterons, certaines critiques seront émises par rapport à tel ou tel choix, telle ou telle réalisation. Nous ne perdrons jamais de vue que les algériens ont subi une guerre très meurtrière. De plus au seuil de l'indépendance - 750,000 européens d'Algérie ont quitté ce pays - or la plupart des rouages de l'économie étaient détenus par eux. Toutes les équipes dirigeantes sont parties brusquement laissant une maîtrise très inexpérimentée du moins quand elle existait.

Il était normal dans ces conditions que des crises éclatent au sein du nouveau gouvernement dont tous ceux qui ont suivi l'évolution de l'Algérie depuis 20 ans connaissent les détails. En dehors des crises internes, deux périodes sont caractéristiques de l'indépendance jusqu'à nos jours - la période Ben Bella de 1962 à 1965 - la période Boumediène depuis juin 1965. Bien qu'il eût une certaine continuité, les grandes orientations furent assez nettement modifiées. A partir de 1966 l'Algérie se lançait dans une industrialisation de ses ressources.

Pour mener à bien "l'histoire de l'industrialisation de l'Algérie depuis l'indépendance" il nous a paru nécessaire de situer l'héritage d'avant 1962 avec notamment le plan de Constantine. Il sera intéressant d'y déceler la stratégie de développement.

De 1962 à 1967 il n'y eut pas de plan défini, nous pouvons situer cette période comme étant de transition. Il y eut toutefois des schémas directeurs et la préparation du premier plan.

Le plan triennal dont nous examinerons en détail les prévisions n'a pas été à notre sens autre chose qu'un pré-plan, s'inscrivant dans une perspective septennale. C'est la tentative d'industrialisation de l'Algérie (1967-1969).

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Avant propos	i
I. Héritage d'avant l'indépendance	1
A. Situation	1
B. Plan de Constantine	3
C. Stratégie de développement	27
II. Période de transition 1962-1967	31
III. Tentative d'industrialisation	40
A. Plan triennal 1967-1969 et objectifs septennaux	40
B. Bilan	85
IV. Industrialisation	104
A. Premier plan quadriennal 1970-1973	104
B. Deuxième plan quadriennal 1974-1977	142
V. Réexamen des moyens mis en oeuvre pour l'industrialisation	196
VI. Conclusion: Y avait-il d'autre choix d'industrialisation	210

Le premier plan quadriennal constitue la véritable détermination des responsables algériens d'industrialiser leur pays. C'est la charnière de l'histoire de l'industrialisation de l'Algérie. Le bilan chiffré n'est pas encore connu, nous ne pourrions donc directement le comparer à la période précédente.

Nous examinerons les grandes orientations du deuxième plan quadriennal (1974-1977).

Nous ne pourrions terminer sans réexaminer les moyens mis en oeuvre depuis l'indépendance pour industrialiser l'Algérie et aussi s'interroger sur éventuellement d'autres façons que pouvait avoir ce pays de s'industrialiser.

I. HERITAGE D'AVANT L'INDEPENDANCE

A. Situation

Comme dans un certain nombre de pays sous-développés l'Algérie se présentait suivant deux types d'économie:

- économie de subsistance
- économie de marché
 - mode de vie parfois comparable aux pays industrialisés;
 - mode de vie méditerranéen (particulier).

L'économie moderne a été bloquée par la crise mondiale de 1930:

	<u>1930</u>	<u>Point bas de la crise</u>
Production de minerai de fer	2.232.000 tonnes	467.000 tonnes en 1932
Production de phosphate	847.000 tonnes	531.000 tonnes en 1936
Prix du blé à l'exportation	157 Frs	74 Frs en 1935
Prix du vin	152 Frs	80 Frs en 1935
Prix du mouton	190 Frs	120 Frs en 1935

Dans l'équipement cinq grands barrages avaient été lancés entre 1926 et 1931. Il fallait attendre vingt ans pour voir mettre en chantier des ouvrages semblables.

La guerre mondiale 1939 à 1945 allait briser de nouveau cet essai.

	<u>Unité de mesure</u>	<u>1939</u>	<u>Point bas de la guerre</u>	<u>1950</u>
Minerai de fer	Tonnes	2.940.000	184.000	2.570.000
Phosphate	Tonnes	530.000	77.000	685.000
Blé	Quintaux	12.100.000	2.450.000	10.600.000
Orge	Quintaux	10.600.000	1.140.000	8.040.000
Vin	Hectolitres	17.900.000	6.600.000	14.200.000
Troupeau ovin	Têtes	6.400.000	2.800.000	4.500.000

Une des difficultés majeures dans ce pays où la scolarisation était très faible est le taux d'augmentation de la population, 40 pour cent de plus de 1930 à 1950.

Cependant c'est après la seconde guerre mondiale que l'Algérie a bénéficié d'un début d'industrialisation.

En francs constants 1958 - investissements 55 milliards en 1950 et 114 milliards en 1958.

Indice de la production industrielle

<u>Base 100 en 1950</u>	<u>1950</u>	<u>1954</u>	<u>1958</u>
Industrie - énergie - mines	100	133	185
Bâtiments - travaux publics	100	115	144
Indice global	100	120	166

Production intérieure brute

	<u>1950</u>	<u>1954</u>	<u>1958</u>
Milliards en francs constants (1959)	704	800	1.045
Indice base 100 (1950)	100	114	147

Composition des secteurs

(Pourcentage)

	<u>1950</u>	<u>1954</u>	<u>1958</u>
Agriculture	37,0	33,5	26,0
Industries	27,0	27,5	27,0
Services	36,0	39,0	47,0

Le taux de croissance annuel (3,5 à 4 pour cent) est dû beaucoup plus à l'extraction minière et aux travaux d'infrastructure qu'à l'industrie embryonnaire.

A partir de 1954 des importations considérables ont eu lieu, dues aux dépenses militaires, aux investissements pétroliers et à l'infrastructure. Les sociétés pétrolières ont investi de 1953 à 1957 668 milliards d'anciens francs pour les dépenses d'équipement durant la phase initiale, se répartissant comme suit: 295 sur place, 153 en produits importés, 220 pour financer les dépenses extérieures. Ceci a donné naissance à des investissements induits stimulant certains secteurs (demande de produits, revenus distribués),

Toutefois entre 1958 et 1963 pour des exportations globales de 635 milliards d'anciens francs, 488 vont en France sous forme de revenus bruts exportés et de consommation de produits intermédiaires.

Le poids "Européens" était extrêmement important, à peine 30 pour cent d'algériens de la population active faisaient partie des secteurs non-agricoles.

<u>1955^{a/}</u>	<u>Algériens</u>	<u>Européens</u>
Cadres supérieurs	7.000	27.000
Cadres moyens	7.000	44.000
Employés d'administration	30.000	32.000
Professions libérales	10.000	13.000

a/ Samir Amin

La pression de la guerre a obligé la France d'accélérer un certain processus d'industrialisation. Cela a donné naissance à un Plan quinquennal de développement économique et social dit "Plan de Constantine" (1959-1964) que nous examinerons en détail.

B. Plan de Constantine

Si l'on se place en dehors du contexte politique au moment de sa publication, on doit reconnaître au Plan de Constantine un certain

nombre d'analyses et de propositions importantes dont il serait parfois ridicule de ne pas s'inspirer. Il est intéressant de remarquer que ce plan est tourné avant tout vers la France et vers la fourniture de matières premières ou de première transformation afin d'alimenter les industries manufacturées de France.

Les économistes l'ayant rédigé ont remarqué rapidement les atouts de l'infrastructure:

- 14.000 km de routes revêtues;
- 4.300 km de voies ferrées;
- dix ports accessibles aux cargos et cinq par paquebots;
- vingt aérodromes;
- réseau électrique, une puissance installée de 600.000 KVA et 16.000 km de lignes à haute tension.

De plus:

- Le secteur des métaux occupait 30.000 ouvriers et comptait des entreprises de 500 à 1.000 ouvriers.
- L'appart du pétrole et du gaz saharien était de première importance.

Du point de vue évolution des hommes:

Sans exode rural
(Millions d'habitants)

	<u>1960</u>	<u>1985</u>
Bled	7	12
Villes	3	5
	<hr style="width: 100%;"/>	<hr style="width: 100%;"/>
	10	17

Si 12 millions devaient vivre au niveau du paysan français, il faudrait que le produit de la terre et des activités rurales soit multiplié par plus de 5.

Avec exode rural
(Millions d'habitants)

	<u>1960</u>	<u>1985</u>
Bled	7	9
Villes	3	8
	<hr style="width: 100%;"/>	<hr style="width: 100%;"/>
	10	17

Un certain nombre de considérations a déterminé les orientations majeures du plan:

- pas de choix entre l'agriculture et l'industrie;
- pas de choix entre la rénovation des campagnes et la croissance des villes;
- pas de choix entre le développement du bled sous-développé et le progrès des plaines côtières.

Ce qui obligeait:

- la renaissance du bled par la rénovation rurale:
 - formation de l'homme du bled;
 - reconquête du sol et la bataille de l'eau;
- l'extension et modernisation de l'Algérie moderne:
 - former des hommes;
 - industrialiser;
 - fonder des villes nouvelles.

Les emplois existants et les emplois à créer en Algérie dans le secteur non-agricole étaient fixés comme suit:

	<u>Existants en 1959</u> en unités	<u>A créer en 5 ans</u> en unités
Industrie	214.000	115.000
Bâtiments - travaux publics	130.000	145.000
Services	360.000	80.000
Administration	123.000	50.000
Total	<u>827.000</u>	<u>390.000</u>

1. Industrialisation

- Création de petits ateliers;
- Usines de dimension moyenne correspondant à l'industrie légère;
- Grands complexes qu'exigeraient les industries de base.

1.1. Industrie légère

Elle fabrique des biens de consommation en de petits équipements. Elle permet généralement l'emploi d'une main d'oeuvre abondante pour un investissement limité. Elle se prête en outre par ses caractéristiques techniques comme par la valeur spécifique élevée de ses produits à une

implantation décentralisés. Elle répond enfin aux besoins d'un marché intérieur en expansion. Elle s'est placée comme le premier objectif du développement industriel.

1.2. Industrie lourde

Elle travaille surtout pour l'exportation. Elle requiert des investissements plus importants au regard des emplois directs créés, mais est nécessaires en Algérie. Elle valorise les produits du sous-sol, et surtout elle constitue un facteur favorable à la fois technique, commercial et psychologique, à l'implantation de plus petites unités. Grâce aux activités qu'elle suscite et qu'elle amène en amont ou en aval, elle constitue un moteur irremplaçable pour le développement de l'industrie moyenne.

1.3. Les grands projets

Dans le domaine de l'énergie:

- la mise en service en décembre 1959 de l'oléoduc de Bejaïa;
- la mise en chantier en avril 1960 et la mise en service au milieu de 1961 du gazoduc d'Hass R. Mel à Oran et Alger;
- la mise en chantier du gazoduc d'Annaba;
- la mise en service de la centrale hydroélectrique du Djendjen (Kabylie) et de la nouvelle centrale thermique d'Alger.

Dans le domaine des grands complexes industriels:

- la sidérurgie d'Annaba;
- le complexe chimique de la région d'Arzew;
- la raffinerie de pétrole d'Alger.

1.4. L'industrie de transformation

L'objectif était de multiplier la production:

- par 1,5 des industries agricoles et alimentaires;
- par 2 dans les matériaux de constructions, la chimie et les industries diverses;
- par 2,5 dans la transformation des métaux;
- par 4,5 dans les industries du cuir et de la chaussure;

- par 6,5 dans les secteurs des industries textiles;
- Compte tenu de la progression urbaine évaluée en:
 - 1959 à 2.900.000
 - 1964 à 3.600.000
 - 1970 à 4.600.000
 - 1985 à 8.000.000.

Le plan avait prévu des villes nouvelles, des décentralisations et des zones industrielles.

Zone de deserrement: aménagement coordonné - Rouiba, Blida pour la région d'Alger - Tlelat à proximité d'Oran - la banlieue d'Annaba;

Les environs de Constantine;

Zones sub-urbaines d'industrialisation: bonnes possibilités d'implantation et possédant des activités industrielles - Mostaganem, Sidi Belabbes, Tlemeem, etc.

Zones de décentralisation: Tizi-Ouzou, Bejaïa et une quinzaine de centres de pré-industrialisation.

2. Point d'arrivée du Plan de Constantine - prévisions de l'économie de l'Algérie en 1964

Entre 1959 et 1964 les revenus globaux des ménages devaient passer de 1.000 à 1.500 milliards d'anciens francs (progression 50 pour cent); consommation prévue 800 à 1.200 milliards d'anciens francs.

Augmentation annuelle de la population estimée à 2,5 pour cent par an (on notera la grossière erreur de cette prévision).

Amélioration moyenne du revenu moyen individuel de 6 pour cent par an, soit 34 pour cent en 5 ans.

Revenu individuel et revenu global

	<u>Taux annuels d'augmentation</u>	<u>Indices</u>	
		<u>1959</u>	<u>1964</u>
Revenu individuel	5,5 à 6.0%	100	131 à 134
Population	2,5%	100	113
Revenu global	8,0 à 8,5%	100	147 à 150

	<u>Revenu global</u>	<u>Revenu individuel</u>
France 1950-1959	4,5%	4,0%
Algérie 1950-1959	7,0%	4,5%
Algérie 1959-1964	8,0%	5,5%

3. Voies et moyens du développement

Le Plan de Constantine précisait "la promotion humaine et la raison d'être du Plan de Constantine". "L'Algérie n'est pas un pays à découvrir et à défricher, mais une terre à restaurer en même temps qu'on se prépare à franchir une nouvelle étape de sa mise en valeur".

En 1958, 53 pour cent de la population avait moins de 20 ans. Il fallait donc assurer une formation de masse.

La formation professionnelle: sur un total de 53.000 emplois, les ventilations opérées par niveaux de qualification faisaient ressortir dans l'ensemble à 40 pour cent les emplois exigeant une formation technique ou professionnelle préalable, soit environ 220.000 emplois.

- 3 pour cent de personnel de direction, ingénieurs et cadres supérieurs;
- 13 pour cent de techniciens et personnel de maîtrise;
- 8 pour cent de personnel de bureau spécialisé (comptables, mécanographes, dactylographes);
- 76 pour cent d'ouvriers spécialisés ou qualifiés.

3.1. Coût de fonctionnement de la formation professionnelle
(Millions de nouveaux francs)

	<u>1959</u>	<u>1964</u>	<u>Période 1959-1963</u>
Enseignement technique	27	52	185
FPA	21	45	150
Pré-FPA	4	4	20
Service de la formation des jeunes	10	55	140
Cycle spécial (public)	-	12	20
Subvention aux organismes privés - évaluation	4	30	60
Total (environ)	<u>66</u>	<u>198</u>	<u>575</u>

A titre indicatif, il est intéressant de noter quelle progression avait suivi le pourcentage de formation des algériens de 1939 à 1959 dans le second degré, et à posteriori quel retard a dû combler l'Algérie au moment de l'indépendance.

	<u>Total</u> <u>(garçons)</u>	<u>Algériens</u> <u>(garçons)</u>	<u>Pourcentage</u>	<u>Total</u> <u>(filles)</u>	<u>Algériennes</u> <u>(filles)</u>	<u>Pourcentage</u>
1939-1940	11.614	1.358	11,7	5.157	138	2,7
1950-1951	16.696	3.260	19,4	9.804	502	5,1
1954-1955	21.371	5.308	25,0	13.041	952	7,3
1958-1959	24.203	6.552	27,0	17.787	2.118	11,9

L'enseignement technique supérieur possédait comme écoles:

- Ecole Nationale d'Agriculture d'Alger;
- L'Institut Industriel d'Algérie à Maison Carrée;
- L'Ecole Supérieure de Commerce d'Alger;

L'enseignement supérieur:

- L'Institut d'Etudes Nucléaires;
- L'Institut de Géographie, de Géologie et de Recherches sahariennes;
- Propédeutiques Sciences (2.000 élèves);
- Faculté de médecine (en construction);
- Formation administrative d'Oran et Conetantine.

Le coût moyen par élève de l'enseignement supérieur avait été évalué à NF2.540.

3.2. Coût de la formation des hommes (education nationale)
(Million de nouveaux francs)

	Equipement	Fonctionnement		
	<u>Cinq ans</u>	<u>1959</u>	<u>1964</u>	<u>Cinq ans</u>
Premier degré et centres sociaux	630	216	379	1.420
Technique et professionnel	440	66	214	625
Second degré	95	110	155	670
Supérieur	95	16	23	95
Divers	50	10	20	70
Total	1,310	418	791	2.880

Il fallait pour ce plan 1.200 instituteurs ou moniteurs supplémentaires, 3.000 professeurs ou moniteurs dans les divers ordres de la formation professionnelle, 1.500 professeurs dans l'enseignement du second degré et l'enseignement supérieur.

4. Aménagement général du territoire et la politique de décentralisation

Il n'était pas surprenant que le Plan de Constantine constate le déséquilibre régional et la congestion de grandes villes. Une politique d'aménagement du territoire devait en tracer les grandes lignes:

- décentralisation industrielle;
- création des zones industrielles satellites des grandes villes:
 - pour Alger: zone de Rouïba;
 - pour Oran: zone en cours d'aménagement;
 - pour Constantine: sons du Kroubs;
- création de deux pôles de développement de la grande industrie:
 - Annaba qui prendra son essai avec l'installation de la sidérurgie;
 - zone de la baie d'Arzew, lieu d'élection de l'industrie chimique;
- aménagement de zones industrielles suburbaines dans les ports ou villes de l'intérieur;
- développement de villes secondaires.

5. Programme général de développement de l'infrastructure

Les choix principaux:

- désenclavement de régions agricoles mal desservies;
- amélioration de certaines relations à grands distances et du réseau de voies départementales;
- voies de dégagement aux abords et à l'intérieur des villes;
- équipement et souvent extension des ports et des aérodromes;
- extension et modernisation du réseau télécommunications;
- grandes opérations d'hydraulique nécessaires à l'extension de l'agriculture intensive et à l'approvisionnement des villes;
- développement de la production électrique, exploitation du gaz saharien, renforcement et extension des réseaux de distribution de gaz et d'électricité.

5.1. Infrastructure des transports

Réseau routier national 9.320 km de routes qui après reclassement auraient donné 9.945 km à l'état d'entretien, 491 km de pistes, 1.434 km de lacunes, soit 11.870 km.

Les dépenses envisagées dans le plan étaient de:

- 63,5 millions de nouveaux francs pour Oran
plus 25,0 millions de nouveaux francs d'éventuelles;
 - 92,9 millions de nouveaux francs pour Alger
plus 33,0 millions de nouveaux francs
d'éventuelles;
 - 108,0 millions de nouveaux francs pour
Constantine plus 52,0 millions de nouveaux
francs d'éventuelles;
- } tranches
supplémentaires

soit au total 374 millions de nouveaux francs dont 110 millions de nouveaux francs d'éventuelles et conditionnelles tranches supplémentaires.

Voirie secondaire

- 13.500 km de routes départementales dont 1.300 en lacune;
- 30.000 km de chemins communaux dont 12.000 en lacune.

Les dépenses prévues entre 1959 et 1963 étaient de 850 millions de nouveaux francs pour 12.000 km.

5.2. Infrastructure des chemins de fer

4,300 km de voies normales desservant 8 ports principaux et toutes les grandes villes.

Deux grandes voies en direction du sud: la voie des minerais d'Annaba à Tebessa et la voie du pétrole de Skikda à Touggourt par Constantine.

Les extensions ou modifications qui étaient à l'étude:

- prolongation de la ligne Skikda-Touggourt jusqu'à Quargla et Hassi-Messaoud;
- prolongation de la ligne Annaba-Tebessa jusqu'au gisement de phosphate du Djebel Ouk;
- prolongation de la voie étroite Blida-Djelfa jusqu'à Laghouat (ce projet sera d'ailleurs écarté assez rapidement);
- construction d'une voie normale pour la desserte de Bechar à partir de Hecheria.

Les dépenses prévues étaient de 281,6 millions de nouveaux francs pour les tranches obligatoires (dont 103,4 à la charge de l'Algérie et 178,2 à la charge du fonds de renouvellement). Des tranches éventuelles prévoyaient 95 millions de nouveaux francs à la charge de l'Algérie.

5.3. Infrastructure portuaire

L'infrastructure portuaire en Algérie était considérée comme assez satisfaisante, Alger devait recevoir les crédits de dépenses les plus importants avec 82,5 millions de nouveaux francs (dont 78,0 millions de nouveaux francs obligatoires). Le total prévu (Alger compris) était pour les dépenses obligatoires de 136 millions de nouveaux francs et de 50,5 millions de nouveaux francs pour les autres tranches éventuelles. De plus on prévoyait 50 millions de nouveaux francs pour l'outillage portuaire.

5.4. Infrastructure aéronautique

Celle-ci était considérée comme très valable. Les dépenses prévues devaient allonger des pistes pour l'atterrissage d'avions gros porteurs et l'amélioration des télécommunications. Les dépenses obligatoires s'élevaient à 137,4 millions de nouveaux francs et les dépenses éventuelles à 52,2 millions de nouveaux francs.

5.5. Infrastructure de l'hydraulique

Au-delà du plan, les experts avaient prévu une infrastructure capable de donner un véritable élan à l'agriculture. De plus des alimentations en eau de villes importantes étaient inscrites comme projets:

- huit barrages;
- quatre alimentations.

Le total de ces opérations engageaient comme dépenses: 235 millions de nouveaux francs pendant la durée du plan (1959-1963), 448 millions de nouveaux francs au-delà.

5.6. Infrastructure de production et distribution d'énergie

Transport du pétrole:

- adduction du pétrole d'Hasse-Messaoud jusqu'à Bejaïa;

- construction d'un second oléoduc pour évacuer 14 millions de tonnes;
(Prévisions pour 1960 exportation de 6 millions de tonnes).

- Adduction de gaz naturel - deux projets:

- desserte de la région d'Oran et de la zone d'Alger à partir de Hassi-R'Mel;
- desserte de l'est algérien à partir de Hassi-R'Mel ou éventuellement d'autres sources; réalisation liée à la sidérurgie de Annaba.

L'investissement total était évalué à 320 millions de nouveaux francs dont 220 pour le tronc commun et 100 pour les bretelles.

5.7. Infrastructure de production et distribution d'électricité

Les productions et consommations passées et prévues d'électricité étaient les suivantes en millions de kWh:

	<u>1940</u>	<u>1950</u>	<u>1954</u>	<u>1958</u>	<u>1964</u>	<u>1968</u>
Production	249	586	827	970	2.100	3.400
Consommation	214	500	716	1.109	1.900	3.000

Toutefois ces prévisions excluaient les besoins des industries grosses consommatrices situées à Annaba ou à Arzew dont on prévoyait:

	<u>Besoins annuels (millions de kWh)</u>	<u>Puissance nécessaire (kWh)</u>
Chimie d'Arzew y compris méthane liquide	300	40.000
Éventuellement compression pour méthane liquide	350	50.000
Aluminium 100.000 tonnes par an	1.800	220.000
Sidérurgie 500.000 tonnes (acier)	1.200	150.000
Total	3.650	460.000

Le programme d'investissements prévoyait pendant la durée du plan 900 millions de nouveaux francs et 40 millions de nouveaux francs pour l'équipement des services.

5.8. Infrastructure de la distribution de gaz

Les investissements prévus avaient été les suivants:

	<u>Million de nouveaux francs</u>					
	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>Total</u>
Production	6,0	6,0	6,0	5,0	5,0	28,0
Extension des réseaux	4,0	4,3	4,7	5,6	6,4	25,0
Début de la reconversion au gaz naturel	-	-	0,7	1,5	2,3	4,5
Total	10,0	10,3	11,4	12,1	13,7	57,5

5.9. Infrastructure des télécommunications et du service postal

Les équipements prévus étaient orientés vers des liaisons avec la France. Au total 325 millions de nouveaux francs étaient prévus et 95 millions de nouveaux francs pour les immeubles, bureaux, etc.

Il est intéressant de noter que le plan évaluait le nombre d'employés à 13.700 en 1959 pour le porter à 16.300 en 1964.

6. Le développement industriel

Il devait jouer un rôle capital dans l'évolution économique de l'Algérie:

- expansion de l'emploi;
- besoins croissants de la population algérienne;
- ressources nouvelles avec les hydrocarbures liquides ou gazeux du Sahara.

Le but à atteindre du Plan était de multiplier les sources d'emplois et de revenus et d'accélérer le rythme de l'évolution économique et sociale de façon continue et générale.

Le développement industriel de l'Algérie devait se réaliser de telle sorte que:

- les ressources naturelles de l'Algérie et du Sahara soient aussi rapidement et aussi largement que possible transformées sur place (on prévoyait toutefois seulement des industries de première transformation);
- les chaînes d'industrie jouent vraiment les unes par rapport aux autres un rôle multiplicateur;
- les implantations industrielles répondent à une certaine vue de l'aménagement général du territoire, s'analysant en une volonté de déconcentration de grands ports, puis de décentralisation assurant au développement un certain équilibre géographique et humain.

Energie - nouvel atout de l'Algérie

Nouveaux pôles de développement et grande industrie de base:

- gaz naturel disponible en quantité pratiquement inépuisable à un prix exceptionnel, deux zones nouvelles de grande industrialisation: Arzew et Annaba;
- Arzew à mi-chemin d'Oran et de Mostaganem devait laisser à ces villes les industries destinées à satisfaire le marché intérieur et trouver sa vocation exclusive dans la grande industrie chimique tournée vers l'exportation internationale.
- Annaba, port exportateur de minéral de fer et de phosphate avait une vocation évidente. La sidérurgie devait dans une première étape produire 500.000 tonnes d'acier, fabriquer des tôles, entraîner les industries d'aval.
- Alger: implanter d'une part des industries exigeant des contacts permanents avec des laboratoires et des instituts de recherche, d'autre part des industries qu'on ne pouvait créer en Algérie qu'en exemplaire unique.

Plusieurs installations étaient en projet:

- liquéfaction du méthane pour l'exportation, un milliard de m³ en première étape dans la période du plan de 5 ans;
- usine d'azote d'une capacité de 120 tonnes par an d'ammoniaque pouvant produire 15.000 tonnes d'engrais par an;
- usines d'éthans éthylène d'une capacité de 30.000 à 40.000 tonnes par an;
- divers projets partant du chlore ou de l'éthylène;
- fabrication d'aluminium à partir d'alumine importé, usine de 80.000 à 100.000 tonnes d'aluminium.

Pour les experts de l'époque cela devait entraîner dans le sillage de grandes industries ou indépendamment d'elles d'autres entreprises de dimensions et d'activités diverses.

L'élévation du niveau de vie devait atteindre 6 pour cent par an. L'approche analytique a été effectuée par environ 400 spécialistes qui ont suivi un schéma standard.

A partir de chiffres de 1959, la valeur ajoutée en 1964 durée du plan devait être en augmentation de près de 100 pour cent.

Millions de nouveaux francs

	<u>1959</u>	<u>1964</u>
Industries alimentaires	541	817
Transformation des métaux	386	705
Textiles et cuirs	152	429
Bois, papier, industries diverses	193	349
Matériaux de construction	156	331
Chimie et caoutchouc	92	239
Industries extractives	118	166
Production des métaux	3	39
Total	<u>1.641</u>	<u>3.075</u>

Outre les grands projets (donc les investissements prévus dans le pétrole et l'énergie) une synthèse du développement industriel de 1959 à 1964 se présentait comme suit.

Synthèse du développement industriel 1959-1964

<u>Branches</u>	<u>Marché</u>		<u>Production algérienne</u>		<u>Montant des investissements de production</u>		<u>Emplois</u>
	<u>1957</u>	<u>1959</u>	<u>1957</u>	<u>1959</u>	<u>1964</u>	<u>supplémentaires</u>	
Mines	248	273	198	165	154	67	0,3
Production des métaux	97	184	16	20	700	150	5,0
Transformation des métaux	1.644	2.482	496	806	613	1.049	38,6
Matériaux de construction	191	340	164	284	266	297	14,2
Chimie - caoutchouc	440	634	170	240	413	346	5,3
Industries alimentaires	2.128	2.735	1.410	1.820	240	981	15,0
Textiles	679	880	164	212	290	385	20,6
Cuir	161	228	74	93	55	167	6,0
Bois et assemblage	271	409	119	202	78	155	5,2
Papier et imprimeries	227	318	119	180	143	137	3,9
Industries diverses	184	278	58	80	81	90	4,1
Total	6.270	8.761	2.988	4.102	3.033	3.824	118,2

Le marché, la production, les investissements sont exprimés en millions de nouveaux francs.

L'emploi supplémentaire est chiffré en milliers d'emplois à temps plein.

Le pétrole et l'énergie ne sont pas compris dans ce tableau.

Les chiffres ci-dessus groupent toutes les activités de la branche qu'il s'agisse de production à proprement parler aide réparation.

7. Ventilation des investissements selon la nature des opérations pour la durée du plan prévu

(Millions de nouveaux francs)

	<u>Bâtiment</u>	<u>Travaux</u>	<u>Outils</u>	<u>Total</u>
Agriculture - hydraulique	580	2.510	590	3.680
Energie	100	410	790	1.300
Industrie	760	270	2.170	3.200
Entreprises - bâtiments	460	40	1.020	1.520
TP infrastructure	150	1.390	470	2.010
Logement et aménagement urbain	3.900	1.080	-	4.980
Equipement administratif	570	50	50	670
Enseignement - santé	1.210	90	270	1.570
Total	7.730	5.840	5.360	18.930
Renouvellement	470	430	1.800	2.700
Pétrole	200	4.050	1.270	5.520
Total général	8.400	10.320	8.430	27.150

On remarquait que le pétrole, l'énergie et l'industrie représentaient à eux seuls 40 pour cent des investissements.

Les investissements de grands projets industriels étaient prévus au-delà de 1963, ils se répartissaient sensiblement comme suit:

Millions de nouveaux francs

Sidérurgie	820
Electrométallurgie	380
Méthane liquide - pétrochimie	210
Azote	85
Centrales électriques correspondantes	470
Conduite de gaz d'Annaba	250
Total	2.215

Il était prévu que la construction du gasoduc soit terminée en 1961, l'usine d'aluminium en 1964, l'usine de fonte sans doute après 1963. C'est pourquoi les investissements effectifs devaient se situer pour les grands projets industriels aux deux tiers à la fin de 1963.

8. Financement des investissements

Un tableau résumait le financement des investissements en comprenant les terrains mais en excluant le secteur pétrolier qui par ses ressources immédiates ne posait pas de problèmes importants.

Millions de nouveaux francs

	Caisse d'équipement	Admini- stration française	Admini- stration algérienne	Marché financier	Etablissements financiers	Secteur bancaire	Autofinancement privé	Total
Agriculture - forêts	1.270	60	-	50	-	50	220	1.650
Hydraulique	970	-	10	-	-	-	-	980
Dépenses d'équipement	1.250	-	-	-	-	-	-	1.250
Energie	520	-	-	520	-	-	120	1.160
Industrie	960	-	190	480	280	1.010	540	3.460
Entreprises de bâtiment	-	-	-	-	-	300	1.220	1.520
Travaux publics et services	-	-	-	-	-	-	-	-
Transport (infrastructure et chemin de fer)	1.040	140	140	200	50	40	-	1.610
PTT	390	-	-	40	-	-	-	430
Education	1.160	20	-	-	-	-	80	1.260
Santé	280	20	50	-	-	-	-	350
Logement et aménagement	1.810	920	360	160	90	820	1.020	5.180
Equipement administratif	630	40	-	-	10	-	-	680
Total	10.280	1.200	750	1.450	430	2.220	3.200	19.530

Les conditions de réalisation du Plan étaient subordonnées à la réalisation des investissements prévus, à l'absence des risques de fuite dans le circuit (inflation, demande, épargne).

9. Remarques sur l'habitat et l'aménagement des zones urbaines

Un calendrier assez précis était fixé. Il était prévu pendant la durée du plan la construction de 210.000 logements dont 90.000 dans l'Algérois, 58.000 dans l'Oranie, 62.000 dans le Constantinois.

10. Remarques sur la confrontation des besoins et ressources

Le bilan des besoins et ressources fixé dans le plan était le suivant:

	Milliards de nouveaux francs		Différences	
	<u>1959</u>	<u>1964</u>	<u>absolue</u>	<u>relative</u>
Besoins	16,83	24,86	+8,03%	+48,0%
Ressources	10,88	17,17	+6,29%	+58,0%
Importation	5,95	7,69	+1,74%	+29,0%

Cela fixait le déficit commercial sans l'apport pétrolier.

	Milliards de nouveaux francs	
	<u>1959</u>	<u>1964</u>
Importation	5,95	7,69
Exportation	1,87	2,29
Déficit	4,08	5,40
Pourcentage de couverture	31,40	29,80

	Avec l'apport pétrolier Milliards de nouveaux francs	
	<u>1959</u>	<u>1964</u>
Importation	5,95	7,69
Exportation	1,95	4,48
Déficit	4,00	3,21
Pourcentage de couverture	33,00	58,00

On remarquait la très grande importance du pétrole qui améliorerait nettement la balance commerciale, mais le déficit restait très important.

Structure des importations
(Milliards de nouveaux francs)

	<u>1959</u>	<u>1964</u>
Alimentation - produits bruts ou transformés	1,50	2,16
Minéral et énergie	0,45	0,28
Métaux demi produits ou produits finis	2,16	2,86
Chimie et caoutchouc	0,45	0,65
Textiles et vêtements, cuirs	0,78	0,80
Autres produits	0,61	0,94
Total	<u>5,95</u>	<u>7,69</u>

Cadre financier
Charges prévisibles des administrations algériennes
(Millions de nouveaux francs)

	<u>1959</u>	<u>1964</u>	<u>Différence</u>
Salaires, traitements, prestations familiales	1.230	1.930	+56%
Charges sociales, pensions, retraites	80	115	+44%
Achats de biens et services	580	950	+64%
Dépenses d'assistance et indemnités diverses	190	167	-12%
Interventions économiques et subventions	260	400	+51%
Subventions aux hôpitaux	150	250	+67%
Autres subventions à but social	90	92	+2%
Charges financières	57	108	+90%
Dépenses extérieures	26	26	-
Total	<u>2.663</u>	<u>4.038</u>	<u>+52%</u>

Recettes publiques

(Millions de nouveaux francs)

	<u>1959</u>	<u>1964</u>
Ventes de biens et services	55	60
Impôts directs:		
Sur les entreprises	610	893
Sur le revenu des particuliers	428	659
Impôts et droits indirects	1.880	3.254
Produits divers et fonds de concours	82	84
Total	<u>3.055</u>	<u>4.950</u>

Equilibre

(Millions de nouveaux francs)

	<u>1959</u>	<u>1964</u>
Prévision des recettes	3.151 ^{a/}	4.950
Prévision des dépenses	2.663	4.038
Excédent	<u>488</u>	<u>912</u>

a/ Différence minime avec le tableau précédent inexplicée.

11. Perspectives du second plan quinquennal 1964-1968

Le Plan de Constantine traçait de grandes lignes directrices pour la période suivante appelée second plan.

Données humaines:

- besoins d'emplois 100.000 par an.

Données techniques et économiques:

- agriculture - évolution lente;

- bâtiments et travaux publics - stabilisation dans la deuxième période;

- secteur industriel: la création obligatoire d'emplois nouveaux entraînait le doublement de l'activité industrielle. De 3,45 milliards de nouveaux francs de valeur ajoutée en 1959 il fallait atteindre 6 ou 7 milliards de nouveaux francs en 1969.

Production et revenu
(Milliards de nouveaux francs)

	<u>1959</u>	<u>1964</u>	<u>Augmentation sur 1959</u>		<u>Augmentation sur 1964</u>
Agriculture	2,69	3,17	18%	4,3 à 4,6	36 à 45%
Bâtiments T.P.	1,00	2,90	190%	3,3 à 3,6	14 à 24%
Industrie	1,84	3,45	88%	6,0 à 7,0	74 à 103%
Services	5,35	7,65	43%	9,5 à 11,0	24 à 44%
Total	<u>10,88</u>	<u>17,17</u>	<u>58%</u>	<u>23,1 à 26,2</u>	<u>34 à 52%</u>

Voilà l'essentiel du Plan de Constantine. Nous avons essayé de dégager les éléments ayant une influence directe sur l'industrialisation.

Nous nous sommes appliqués volontairement à faire apparaître de nombreux tableaux. Plutôt qu'un texte le plus élaboré possible, les chiffres ont tendance à parler d'eux-mêmes.

Nous verrons ci-après pourquoi il était important de consacrer une place non-négligeable au Plan de Constantine, bien que celui-ci se situe avant l'indépendance de l'Algérie. Toutefois il apparaît dès maintenant que parler de l'industrialisation d'un pays depuis 1962 sans tenir compte du passé serait une grossière erreur à la limite de l'honnêteté.

Il nous appartient maintenant d'examiner si le Plan de Constantine constituait pour l'Algérie la chance réelle de la sortir du sous-développement.

C. Stratégie de développement

Une des stratégies élaborées dans ce plan était de mettre en place des moyens permettant de parvenir rapidement à des résultats significatifs. Le Plan de Constantine restait un objectif de développement d'un département français.

Si l'on survole rapidement ce plan on peut être frappé par l'importance des investissements notamment dans le domaine de l'habitat et de l'infrastructure. Toutefois les premiers bénéficiaires étaient les européens (l'habitant et l'entrepreneur).

L'augmentation des emplois non-agricole en dehors de l'administration publique devait être de 340.000 emplois au cours de la période quinquennale. Dans l'industrie seulement 115.000 emplois étaient créés; dans le bâtiment et les travaux publics 145.000 emplois. La ventilation des investissements selon la nature des opérations nous apprend que le bâtiment et les travaux s'élevaient à 18.720 million de nouveaux francs contre 8.430 millions de nouveaux francs pour les machines et l'équipement. Ces proportions (plus du double pour les premiers) étaient trop inégales pour atteindre les objectifs ambitieux du Plan.

Concernant un secteur qui n'est pas directement étudié dans ce rapport, le secteur agricole, il était envisagé une réforme agraire sur des terres peu rentables où les résultats escomptés ne pouvaient qu'être médiocres (au total 250.000 ha).

Le programme industriel très intéressant à certains égards se présentait un peu trop comme une suite d'flots indépendants, ce qui pourtant était critiqué par le plan et à éviter à tout prix.

L'exportation de matières premières était un des axes du Plan, mais assez grave lacune on ne prévoyait pas à court terme l'exportation de produits manufacturés sauf pour l'industrie alimentaire qui en importait le double. Or, comment développer un pays si la base de

l'exportation reste celle des matières premières ou de produits peu élaborés. Il était toutefois prévu une fabrication sur place de certains articles afin de les substituer aux importations. Les moyens reposaient trop sur l'investissement privé pour avoir une réelle chance de succès.

Le programme industriel envisageait une industrie légère permettant de créer des emplois facilement. On peut noter que souvent des pays sous-développés créent des industries de textile et de cuir qui fabriquent des articles soit de qualité moyenne, soit d'un prix trop élevé pour la consommation intérieure. L'avantage immédiat est d'atteindre un prix de revient d'emploi faible. Mais si une stratégie de développement englobe ces industries, elles ne rentrent que pour très peu dans le décollage industriel d'une nation. Le Plan de Constantine choisissait dans ces cas des solutions faciles. De plus s'adressant à des sociétés privées celles-ci avaient tout intérêt à se lancer dans une industrie légère dont le niveau technique n'est pas particulièrement élevé (sauf quelques machines), apprentissage étant rapidement effectué.

Pour financer ce plan, les responsables comptaient d'une part sur des subventions importantes de l'Etat, le gouvernement français ayant pris des engagements précis dans ce sens; d'autre part, et ceci était très aléatoire, sur l'épargne des européens, or on savait que la plupart de ceux-ci plaçaient leurs économies en France, et qui en plus à l'occasion de voyages, de congés, dépensaient une partie non-négligeable de leurs revenus en dehors de l'Algérie. Un autre moyen de financer ce plan reposait sur l'afflux de capitaux privés, pour cela des primes et des avantages étaient consentis. Cela a fait dire à certains que le Plan de Constantine était un plan indicatif reposant sur deux critères peu sûrs.

Pour favoriser certaines zones, les avantages accordés aux investisseurs étaient parfois très sensibles. Or des investisseurs français (ou étrangers, mais rarement algériens) n'avaient qu'un

intérêt limité (malgré qu'il soit important financièrement) à aller monter des usines, des sociétés loin des villes très peuplées, surtout d'Alger.

Sur les 475 entreprises agréées au 31 décembre 1961:

A Alger:

- 61 pour cent y étaient installées;
- 50 pour cent des investissements effectués;
- 57 pour cent des emplois créés.

Contre respectivement 13, 35 et 23 pour cent pour Constantine et 26, 15 et 20 pour cent pour Oran.

Déjà en 1961, la moitié des investissements que les sociétés privées s'étaient engagées à investir, ne l'ont pas été. C'est uniquement dans l'exploitation minière que les résultats ont été les plus proches des objectifs fixés. Dans les industries mécaniques et électriques, ainsi que les matériaux de construction 36 pour cent seulement des investissements ont eu lieu.

On pourrait attribuer cela au contexte politique qui effectivement a paralysé la réalisation du plan, mais quand un plan dans un pays sous-développé s'appuie sur des capitaux privés et sur le dynamisme capitaliste, il lui faut dans le pays un climat réel de confiance. Quand le Plan de Constantine fut établi, l'Algérie était en guerre, il était donc grandement prévisible que les industriels choisissent ailleurs leurs implantations. On ne pouvait compter que sur ceux déjà sur place, ce qui n'était pas suffisant.

Concernant l'urbanisation, des hypothèses furent avancées, ne reposant pas sur une vue concrète des problèmes. Notamment à partir de l'hypothèse de création d'emplois la plus importante celle de la construction, le Plan indiquait que l'effort de ce secteur ne devait pas se reproduire par la suite, aucune prévision de reclassement régional n'était prévue. Compte tenu des grandes projets industriels,

le principe des quatre axes de pénétration: Alger, Oran, Bejaïa et Annaba était toutefois bien équilibré.

La question importante de savoir si le Plan de Constantine sortirait l'Algérie de son sous-développement est souvent posée. On peut se demander pourquoi les responsables politiques français ont attendu tant d'années pour tenter d'industrialiser l'Algérie.

Des économistes algériens reconnaissent des qualités indéniables au Plan de Constantine. Des vues à relative longue échéance n'ont pas été escamotées. Les grands projets industriels voulant utiliser les ressources du sous-sol algérien étaient sans nul doute capables de donner une sidérurgie et une chimie à la hauteur des mutations techniques du monde d'aujourd'hui (à condition d'y ajouter de vraies industries de produits manufacturés). Mais les firmes multinationales auraient eu une main mise sur l'ensemble de ces richesses, les produits semi-bruts auraient continué d'être orientés vers la métropole. Si le Plan avait fixé des coefficients multiplicateurs pour les industries de transformation, on voyait assez mal la liaison entre ces grands pôles industriels et la moyenne industrie. On restait à ce stade au niveau des bonnes intentions.

La formation des hommes était un des objectifs prioritaires du Plan. C'était sans nul doute la tâche la plus importante. Quant on sait que dans le second degré moins de 30 pour cent d'algériens étaient inscrits en 1959 pour une population de 90 pour cent, on réalise le chemin qu'il fallait parcourir. Or une stratégie de développement doit profiter à l'ensemble du pays, et une algérianisation des postes à responsabilité était une obligation. Dans le cas contraire on risquait "d'importer" des cadres européens qui se seraient implantés d'une façon définitive risquant d'augmenter le décollage technique entre la masse de la population algérienne et la minorité de la population européenne.

Aucune protection n'était prise à cet égard. Cette tentative de régionalisation, puisque l'Algérie était à cette époque un département français, ne pouvait appliquer les schémas habituels de la métropole. Une inégalité entre deux populations habitant le même "département" impliquait une stratégie de développement différente.

Sans entrer dans le domaine politique, ne fallait-il pas pour que le Plan de Constantine ait eu quelque chance de sortir de l'Algérie de son sous-développement imposer des quotas de postes algériens, non seulement à des postes subalternes et dans la fonction publique, mais aussi aux postes de responsabilité et aux industries privées?

Pour l'industrialisation, il fallait transformer sur place les matières premières en produits manufacturés, muter la création d'entreprises fabriquant des marchandises pour le marché intérieur. Cela, par exemple, impliquait un développement considérable de l'agriculture, apportant les matières premières aux industries alimentaires. Et à l'exemple de certains pays sous-développés limiter volontairement peut-être la consommation des produits n'étant pas de première nécessité et coûtant cher en devises. C'était bien sûr une autre stratégie, est-ce celle choisie par l'Algérie indépendante?

II. PERIODE DE TRANSITION 1962-1967

De 1962 à 1965

Le 5 juillet 1962, l'Algérie devenait indépendante. Les responsables algériens héritaient d'une situation particulièrement douloureuse et difficile. Plusieurs centaines de milliers de morts, près de deux millions de paysans déracinés. Le départ massif de la majorité des européens, ceux-ci représentaient nous l'avons vu la presque totalité des cadres techniques.

1962-1965 apparaît réellement comme une période de transition où les instances politiques se stabilisent. Il est bien évident que cela ne permettait pas d'appliquer une stratégie de développement.

Pourtant le potentiel économique de l'Algérie n'était pas négligeable. Nous avons cité l'infrastructure, 10.000 km de routes, 4.300 km de voies ferrées, 10 ports, 20 aérodromes, 600.000 km de réseau électrique, 12 barrages produisant un milliard de kilowatts-heures, il faut y ajouter une production de 3 millions de tonnes de fer, 600.000 tonnes de phosphate, un million de tonnes de charbon, des minerais de zinc, cuivre et plomb; deux richesses particulièrement importantes dans la conjuncture économique mondiale: le gaz et le pétrole.

Mais pour utiliser de telles possibilités il faut des moyens. L'Algérie disposait d'une main d'oeuvre non-qualifiée surabondante ne pouvant être encadrée par du personnel qualifié. Il y eut l'occupation des biens laissés vacants, déplaçant une population importante vers les centres urbains. Puis des entreprises ont "redémarré" grâce à des groupes d'ouvriers constitués d'une façon quasi spontanée. Une priorité fut donnée au secteur socialiste; malheureusement l'Etat qui était le principal client payait avec retard et acculait certaines entreprises à des catastrophes financières. Sans minimiser cette expérience, il faut la situer dans son cadre réel.

Sur les 413 entreprises du secteur socialiste en 1964 (la majorité se trouvait dans le département d'Alger) cinq avaient un effectif supérieur à 100 travailleurs, 74 avaient un effectif compris entre 20 et 100 travailleurs. Toutes les autres ne faisaient pas travailler 20 personnes.

Le matériel aurait dû être remplacé, mais la plupart ne possédaient pas de trésorerie, le bénéfice n'était pas réinvesti. Le peu de formation de gestionnaires a eu pour conséquence en juillet 1965 de compter seulement 80 entreprises sur 500 ayant une comptabilité exacte (sources Tiano et révolution africaine).

Parmi les principaux points marquants de cette période on peut citer:

- Mise à disposition d'un million d'hectares de terres de colonisation;
- Organes d'autogestion;
- Création le 31 décembre 1962 de la banque centrale d'Alger (définissant la nouvelle monnaie le 10 avril 1964) et du trésor;
- Création de la caisse algérienne de développement;
- Extension le 19 octobre 1963 du contrôle des changes aux pays de la zone franco;
- Promulgation d'un tarif douanier plus protectionniste;
- Nationalisation des tabacs et allumettes, des huileries Tansale et de plusieurs compagnies de transport.

La balance commerciale accusait un excédent de 760 millions de nouveaux francs en 1963 (contre un déficit de 3.830 de nouveaux francs en 1959). On expliquait ce résultat comme étant la combinaison des importations et une augmentation des exportations. L'aide française était en 1963 de 1.460 millions de nouveaux francs (16 pour cent du PIB) ce qui compensait en partie la fuite des capitaux étrangers avec l'apport des devises des travailleurs immigrés.

Mais parallèlement la production en valeur réelle a diminué de 35 pour cent de 1959 à 1963, ainsi que la valeur ajoutée pour l'agriculture, le commerce, l'industrie et les services.

La production industrielle reculait: les quatre entreprises principales de constructions métalliques ont perdu 1.900 salariés sur les 3.160 entre 1961 et 1965 (source Tiano).

En 1964 démarrent la raffinerie d'Alger avec une capacité de 2 5 millions de tonnes, l'entreprise de liquéfaction de gaz d'Arzew, La Camel. Ces investissements ont débuté dans le cadre du Plan de Constantine et ne constituent pas à proprement parler des réalisations de la période de transition.

S'il fallait résumer les efforts d'industrialisation pendant cette période, on pourrait dire qu'ils restent orientés vers les industries traditionnelles dont les effets induits sont assez négligeables.

En 1963 était lancé un programme d'investissement public. Il concernait surtout le secteur des industries textiles et cuirs et pour une faible part les investissements alimentaires. Ce programme d'un volume important (près de 500 millions de dinars algériens) était en voie d'achèvement en 1967 (voir tableau détaillé).

Branche	Localisation	Production	Investissements		Emplois directs	Coût de l'emploi direct
			Initial	Final		
Textile	Draa Ben Khedda	Filage, tissage fin	101,0	152,0	1.750	87.000
	Oued Flelat	Filage, tissage	27,8	39,3	625	62.000
	Batna	Filage, tissage	30,4	42,3	610	69.500
	Valmy	Filage, tissage fin	36,7	50,5	560	90.000
	Constantine	Filage, tissage Confection	32,2 16,0	47,3 23,3	355 2.800	134.000 8.350
	El-Harrach	Boutonnerie	0,65	1,0		
Total			244,75	355,7	6.700	53.000
Cuir	Rouiba	Tannerie	13,4	19,3	265	76.000
	Djidelli	Tannerie	21,0	25,3	255	99.000
	Setif	Chaussures	3,7	6,0	105	57.000
	Mascara	Chaussures	2,8	3,8	115	36.000
	Tebessa	Chaussures	2,7	3,3	80	41.000
	Sidi Bel Abbès	Chaussures	1,5	6,5	170	38.000
Total			45,1	64,2	990	65.000
Alimentaires	El-Khemis	Sucrierie	60,0	61,0	150	408.000
	El-Asnam	Jus de fruits	9,8	13,8	50	276.000
	Saïda	Eaux minérales	3,4	3,8	25	152.000
Total			73,2	78,6	225	350.000
Total général			3.631,0	498,5	7.915	63.000

A partir de ce tableau, et des analyses complémentaires qui y ont été faites, des jugements ont été portés:

- coût d'emploi très important (le Plan de Constantine prévoyait 30.000 dinars algériens);
- coût exagéré du génie civil;
- absence d'études d'ensemble;
- contrats hâtivement conclus;
- mauvaises localisations;
- insuffisance du programme de formation.

La même année un code des investissements fut adopté qui accordait des avantages fiscaux et une protection douanière aux investissements, tant nationaux qu'étrangers en échange de la création d'emplois et de la formation professionnelle des travailleurs. Mais il y eut peu d'investissements étrangers malgré les facilités qui leur étaient offertes. Les capitalistes algériens préférèrent investir dans les entreprises commerciales plutôt qu'industrielles.

La balance des paiements restait positive, les exportations excédent les importations de 18 millions de dinars algériens en 1965 contre, il faut toutefois le souligner, 282 millions l'année précédente. L'Algérie exportait des produits agricoles et miniers à l'état brut et importait des biens de consommation.

"La mise en place des organes d'autogestion dans les petites entreprises, les nationalisations et la création d'entreprises d'Etat dans les secteurs de la production des biens de consommation n'avaient permis jusqu'en 1965 ni de jeter les bases d'une véritable indépendance économique ni d'amorcer un processus d'industries industrialisantes". (Source J.C. Hartens)

De 1965 à 1967

"La mise en place des bases nécessaires à cette industrialisation, la remise en ordre des finances publiques par l'étatisation des banques et compagnies d'assurances dans une optique de développement, la réorganisation de l'appareil d'Etat basée sur une décentralisation et un renforcement des pouvoirs des communes et wilayates (départements), la nationalisation enfin des secteurs de base de l'industrie constituent les axes essentiels de la politique qui allait être entamée par le président Boumediène" (J.C. Hartens).

C'est effectivement à ce travail que s'est consacré le nouveau gouvernement de juin 1965.

La période que nous avons limitée à 1967, étant donné le plan triennal qui allait mettre fin à la transition née de l'indépendance de 1962, se caractérisa dans les faits marquants suivants:

- nationalisations des sociétés minières et des compagnies d'assurances étrangères;
- réforme communale pour favoriser la décentralisation;
- modification des circuits de commercialisation (la campagne agricole 1966-1967 fut meilleure que celle des deux années précédentes).

Du point de vue industriel, la création de sociétés nationales commença sous l'ancien régime se poursuivit. En septembre 1965 un nouveau code des investissements fut promulgué qui redonna (relativement) confiance aux investisseurs; le code garantissait aux capitaux étrangers ou nationaux un minimum de dix années avant toute mesure de nationalisation. La Banque nationale d'Algérie fut créée en 1966, puis le Crédit populaire d'Algérie, et la Banque extérieure d'Algérie (en 1967). Un nouveau code douanier fut promulgué qui cherchait à favoriser l'industrialisation de l'Algérie en taxant très fortement les produits finis. En juin 1967, la Société nationale SONATRACH prit le contrôle total de la British Petroleum, et treize compagnies américaines ou britanniques passaient sous le contrôle de l'Etat pour le raffinage et la distribution. L'atelier Durafour (sidérurgie) fut nationalisé ainsi que trois autres sociétés.

Une reprise industrielle eut lieu à partir de 1966 avec la mise en route d'un certain nombre de projets prévus par le Plan de Constantine:

- l'aciérie d'Annaba;
- pétrochimie et engrais d'Alger et d'Arzew;
- le combinat textile de Tisi-Ouzou.

La réalisation du programme d'investissements du précédent gouvernement qui ne fut terminé que fin 1967 apporta de nouveaux emplois, mais en nombre très insuffisant.

La production de pétrole augmenta de 15 pour cent en 1967, la production de gaz de 31 pour cent.

Il faut signaler la découverte d'un nouveau gisement de mercure dans le Constantinois (Ismail El Hrasma).

L'état algérien accumula des avoirs extérieurs par l'exportation de gaz, de pétrole, le volume de l'aide extérieure et une stabilisation des importations courantes.

Il est intéressant d'examiner le pourcentage et l'évolution des secteurs. On remarque la forte exportation des hydrocarbures, l'importation des produits alimentaires beaucoup trop importante dans un pays agricole, le peu d'importation des biens d'équipements agricoles en regard de la masse considérable des biens de consommation.

De plus entre 1963 et 1966 le peu d'évolution notable de cette structure montre bien que l'Algérie n'avait pas encore réellement appliqué une politique délibérée d'industrialisation. Le pourcentage de produits semi-finis était sensiblement le même, ainsi que les biens d'équipements industriels.

	Exportations (pourcentage)				Importations (pourcentage)			
	1963	1964	1965	1966	1963	1964	1965	1966
Alimentation								
Boissons diverses	30,7	38,8	36,1	30,3	22,3	26,4	23,5	22,6
Energie, lubrifiants	57,9	53,8	53,7	59,0	7,2	-	0,8	1,1
Produits lourds	8,3	4,1	6,0	4,9	6,2	6,5	7,6	6,7
Semi-produits	1,4	1,6	1,7	2,3	12,6	16,2	17,7	16,6
Biens d'équipements agricoles	-	-	-	-	1,1	1,1	1,9	1,9
Biens d'équipements industriels	1,1	1,4	1,8	2,9	16,5	14,6	14,7	17,6
Biens de consommation	0,5	0,3	0,1	0,5	32,3	34,2	34,1	33,5

Si nous avons vu que la production agricole depuis l'indépendance diminua, elle s'accrut notamment pour les céréales en 1966 - 7.761 millions de quintaux contre 23.053 en 1963 qui, il est vrai, fut une année assez exceptionnelle.

En revanche la production de pétrole passa de 26 millions de tonnes en 1964 à 34 millions en 1966.

La production de gaz de 800 milliards de mètres cubes en 1964 passa à 3.000 milliards de mètres cubes en 1966.

La production d'acier:

- acier brut de 10 millions de tonnes en 1963 à 21 millions en 1966;
- acier laminé de 7,5 millions de tonnes en 1963 à 18,5 millions en 1966.

En conclusion de cette période de transition on peut remarquer que les investissements dans le secteur industriel et énergétique ne furent guère modifiés (97,5 millions de dinars algériens en 1963, 108,8 millions de dinars algériens en 1965), que la volonté d'industrialisation des responsables algériens ne fut concrétisée par aucun plan.

Pourtant e'amorçait en 1967 la reprise en main des richesses par l'Etat algérien ainsi que la mise en place de structures financières capables de mener à bien une certaine stratégie de développement.

Il fut préparé à partir de 1966 un projet septennal fixant les grandes orientations pour la période allant de 1967 à 1973 et proposant un plan pour celle de 1967 à 1969.

C'est à partir de ce projet que nous pourrions déterminer comment s'amorce l'industrialisation de l'Algérie.

Même si le plan triennal a l'aspect d'un pré-plan, il a l'avantage d'avoir été le premier de l'Algérie indépendante.

III. TENTATIVE D'INDUSTRIALISATION

A. Plan triennal 1967-1969 et objectifs septennaux

Pour atteindre certains objectifs en 1974, le gouvernement algérien avait établi un plan triennal ayant les directions suivantes:

- priorité aux investissements productifs et dans ceux-ci à ceux directement productifs;
- peu d'investissement dans l'infrastructure économique tout en conservant un accroissement important de la production.

1. Affectations données aux investissements (septennal)

Elles étaient de quatre catégories:

- investissements destinés à créer des bénéfices en devises (ou d'accumulation);
- investissements destinés à accentuer la liaison des secteurs productifs et des différentes branches de l'industrie (intégration) et à produire des biens de consommation;
- investissements de promotion locale;
- investissements induits des trois types précédents.

1.1. Investissements d'accumulation

Critère: bénéfice réalisé en devises.

La part prise par ces investissements était de l'ordre de 60 pour cent au total, 8.500 millions de dinars algériens sur 14.000 millions de dinars algériens prévus (septennal).

Ils comportaient:

- les investissements destinés à accroître l'exportation du pétrole brut et raffiné:
 - recherche et développement de l'extraction;
 - transport à la mer par oléoduc;
 - raffinage d'une faible part du brut;
- les investissements destinés à valoriser les richesses de sous-sol avant exportation:
 - transformation de gaz naturel (engrais, pétrochimie, minerais);
- les investissements destinés à accroître l'exportation du gaz naturel (canalisations, liquéfactions, méthaniers); on envisageait que le gaz puisse être fourni aux industries locales;
- les investissements dans certaines branches de l'industrie alimentaire valorisant l'exportation de produits locaux;
- les investissements de transformation (pour promouvoir une initiation permanente à l'organisation et à la productivité en plus des devises).

1.2. Investissements d'intégration et de substitutions

- sidérurgie:
 - interne (tôles et dérivés, tubes);
 - externe (surcroît de production);
- industries mécaniques:
 - outils de l'agriculture;
 - moyens de transport par route et fer;
 - outils de l'industrie elle-même;
 - biens durables essentiels de ménages;
- industries alimentaires:
 - sucre, huile, farine, pâtes;
- industries chimiques:
 - pharmacie, agriculture industrielle;
- industries textiles et cuirs;
- industries diverses:
 - verre, liège, carton, céramique, bois.

La part de ces investissements était d'environ 30 pour cent du total retenu dans le septennal, soit la moitié des investissements précédents. Mais il faut signaler que la majorité des projets rentrant dans ce cadre étaient encore à découvrir ou s'ils l'étaient à étudier.

De plus le plan prévoyait la possibilité de révision du pourcentage de ces investissements.

1.3. Investissements de promotion locale

La part de ces investissements était très faible et orientés vers la création d'emplois (artisanat industriel, industries locales).

Ils s'élevaient pour la période septennale à 160 millions de dinars algériens, soit un peu plus de 1 pour cent.

1.4. Investissements induits par les précédents

Par exemple investissements énergétiques (besoins d'énergie électrique de la sidérurgie d'Annaba et de la zone d'Arzew).

Ils s'élevaient à environ 8 pour cent du total.

2. Résultats attendus en 1973 (période septennale)

La valeur ajoutée de l'industrie devait croître en moyenne de 14 pour cent par an, soit être multipliée par $2\frac{1}{2}$ entre 1966 et 1973.

La création d'un peu plus de 100,000 emplois permanents (effets induits non-inclus).

Situation de l'industrie à l'année de base

<u>Branche</u>	<u>Millions de dinars algériens</u>		
	<u>Estimation de valeur des immobilisations</u>	<u>Chiffres d'affaires</u>	<u>Valeur ajoutée</u>
Industries mécaniques et électriques	360	421	170
Industries alimentaires	870	1.250	550
Industries chimiques	210	350	140
Industries textiles, cuirs et peaux	400	190	90
Industries diverses	150	270	120
Matériaux de construction	220	150	75
Energie	2.300	300	230
Mines	190	150	90
Sidérurgie et annexes	10	9	3
Hydrocarbures	4.200	3.200	1.900
Artisanat	-	-	-
Total	8.910	6.290	3.368
			77.300

Situation prévisible de l'industrie à l'année septennale (1973)

<u>Branche</u>	<u>Millions de dinars algériens</u>		<u>Emploi</u>
	<u>Estimation de valeur des immobilisations</u>	<u>Chiffres d'affaires</u>	
Industries mécaniques et électriques	940	1.500	34.100
Industries alimentaires	1.400	2.500	29.900
Industries chimiques	410	460	8.100
Industries textiles, cuirs et peaux	780	1.600	25.100
Industries diverses	400	800	19.500
Matériaux de construction	420	400	10.800
Energie	3.000	400	6.300
Mines	550	270	9.000
Sidérurgie et amers	2.000	700	4.300
Hydrocarbures	11.200	9.000	20.500
Chimie lourde et pétrochimie	1.300	1.000	2.000
Artisanat	100	...	10.000 (nouveaux)
Total	22.500	18.630	179.600
			8.220
			3.600
			400
			380
			160
			320
			240
			400
			800
			240
			400
			240
			680

Investissements septennal et triennal dans l'industrie
(Millions de dinars algériens)

	<u>Septennal 1967-1973</u>			<u>Triennal 1967-1969</u>			
	<u>Total septennal</u>	<u>Dont Etat</u>	<u>Dont privé estimation</u>	<u>Total triennal</u>	<u>Etat</u>	<u>Public</u> <u>Autofinancement des entreprises</u>	<u>Privé</u>
Industries Mécaniques et électriques	580	550	30	215	200		15
Industries alimentaires	540	510	30	254	209	35	10
Industries chimiques	210	190	20	91	81		10
Industries textiles	340	300	40	185	170		15
Industries diverses	255	235	20	118	108		10
Matériaux de construction	220	210	10	100	95		5
Cuir et peaux	55	45	10	35	30		5
Total des industries de transformation	2.200	2.040	160	998	893	35	70
Energie (EGA)	700	700	-	260	260		-
Mines	400	400	-	200	200		-
Sidérurgie et amers	2.000	2.000	-	1.200	1.200		-
Artisanat	70	60	10	35	30		5
Divers	40	40	-	20	20		-
Total	3.210	3.200	10	1.715	1.710		5
Hydrocarbures	7.000	7.000	-	2.205	1.000	1.295	-
Chimie lourde et pétrochimie	1.500	1.500	-	470	470		-
Total	8.500	8.500	-	2.765	1.470	1.295	-
Total (industrie)	13.910	13.740	170	5.478	4.073	1.330 ^{a/}	75

^{a/} ou peut-être une part de privé - estimation.

Situation prévisible de l'industrie à l'année septennale (grands agrégats)
(Millions de dinars algériens)

	Rappel		Accroissement septennal	Rapport année septennale année de base	Taux annuels moyens de croissance
	année de base 1965	Année septennale 1973			
Investissements dans le septennal y compris stock outil	-	13.910	-	-	-
Valeur approximative des immobilisations	8.910	22.500	13.590	2,5	+14%
Chiffres d'affaires	6.290	18.580	12.290	2,9	+16%
Valeur ajoutée	3.370	8.220	4.850	2,5	+14%
Emploi	77.300	179.600	102.300	2,3	+13%

3. Le plan triennal

Les actions d'ensemble ont été définies comme étant une augmentation simultanée de la production et de la productivité.

3.1. Action organisation

Un rappel détaillé de l'action organisation fixait la volonté des responsables algériens de se situer dans la voie du développement industriel.

Il préconisaient notamment:

- le monde industriel est un monde qui a le sens du temps qui ne peut se passer de responsables;
- les actions peuvent le regrouper de la façon suivante:
 - action d'organisation de production industrielle;
 - action d'organisation de l'investissement;
 - action d'organisation dans l'administration économique.

3.1.1. Assainissement et plan de redressement du secteur industriel

- programmation des commandes et achats;
- politique de protection des entreprises vis-à-vis de la concurrence étrangère (démystification de soit-disant productions algériennes qui ne représentent en fait que des opérations de montage);
- emploi et salaire.

3.1.2. Organisation de l'investissement et des dépenses

- code des investissements;
- politique de localisation et plus généralement de développement industriel et régional;
- fiscalité (droits de douane, en particulier suppression de la taxe d'entrée sur biens d'équipements);
- centralisation des études industrielles.

3.1.3. Organisation de l'administration économique

- au Ministère de l'industrie une organisation rationnelle et efficace d'études de projets industriels;
- organe central de planification étroitement associée aux décisions prises.

3.2. Action d'investissement

3.2.1. Action économique

De l'ensemble des 117 millions de dinars algériens consacrés au plan triennal, des actions précises se dégagent comme le rachat d'industries privées, la reconstitution à un niveau normal des facteurs essentiels de production (assurer un stock outil suffisant, sécurité financière accrue).

Dépenses

(Millions de dinars algériens)

	<u>1967</u>	<u>1968/1969</u>	<u>Total triennal</u>	<u>Affectation</u>
Reconstitution du stock outil des entreprises existantes du secteur état	16,0	-	16	Mécaniques, matériaux de construction
Reconstitution des effectifs qualifiés (bureaux d'études)	6,0	8,0	14	Mécaniques, alimentaires, diverses
Dotation aux sociétés nationales	6,0	6,0	12	Industries de transformation
Aide aux industries extractives	15,0	5,0	20	Achat d'équipement, reconversion
Rachats	16,5	38,5	55	Durafour
Mécanique	(1,5)	(6,5)	(8)	Weyrpic, Sourel
Hydrocarbures	(15,0)	(32,0)	(47)	Ressources, distribution du pétrole
Total	<u>59,5</u>	<u>57,5</u>	<u>117</u>	

3.2.2. Action d'investissement proprement dite

Deux affectations majeures:

- investissements dans les hydrocarbures;
- investissements dans la sidérurgie;

Soit un total pour l'industrie de 5.400 millions de dinars algériens dont 60 pour cent pour les hydrocarbures et la sidérurgie.

Tableau des actions entreprises
(pourcentage, précision aux arrondis près)

	Action économique			Action d'investissement proprement dit			Ensemble			
	1	2	3	4	5	6		7	8	9
Industries	0,2	0,2	-	0,1	0,6	0,6	0,4	47,5	48,5	49,0
Dont sidérurgie	-	-	-	-	-	-	(0,2)	(22,0)	(22,0)	(22,0)
Extractives			0,3	0,9	1,2			45,0	45,0	46,0
Dont hydrocarbures				(0,9)	(0,9)			(41,5)	(41,5)	(42,4)
Electricité							5,0	5,0	5,0	5,0
Total	0,2	0,2	0,3	1,0	1,7	0,6	0,4	97,5	98,5	100,0

1. Reconstitution du stock outil.
2. Reconstitution des effectifs qualifiés, bureaux d'études des entreprises nationales.
3. Aide aux industries.
4. Taux de participation de l'état.
5. Total de 1+2+3+4.
6. Etudes de pré-investissements.
7. Frais de premier établissement.
8. Investissements proprement dits.

Programme triennal des investissements du secteur d'Etat dans l'industrie

	Réalisation en prévision dans le triennal		Bénéficiaire		A titre indicatif et hors programme	
	Action		Total		Assainissement	
	Investissements économiques	Total	1967 seul triennal	Total triennal	Besoins en fonds de roulement	situation financière
Industries mécaniques et électriques	170)	...	51,7	200	70	18
Industries alimentaires	235)	...	53,0	244	120	...
Industries chimiques	80)	...	9,5	81	30	...
Industries textiles	170)	49	46,0	170	120	...
Industries diverses	100)	...	23,8	108	50	...
Matériaux de construction	94)	...	5,0	95	10	...
Cuir et peaux	30)	...	24,0	30	25	...
Total (industries de transformation)	879	928	213,0	928	425	18
Energie	260)	...	60,0	260	...	...
Mines	180)	...	65,0	200	...	12 (Acilor)
Sidérurgie et amonies	1.200)	...	345,0	1.200	...	...
Artisanat	30)	...	12,0	30	...	...
Divers	20)	...	6,0	20	...	...
Total	1.690	1.710	488,0	1.710	...	12
Hydrocarbures	2.248	...	385,0	2.295	...	...
	470	...	120,0	470	...	...
Total	2.718	2.765	505,0	2.765	...	...
Total industrie	5.287	5.403	1.206,0	5.403	...	30

3.3. Mesures concrètes proposées

- Code des investissements publics;
- politique de régionalisation en matière de développement;
- industrialisation des biens de consommation;
- élaboration d'un nouveau plan comptable pour les entreprises (inspiré du plan comptable tunisien);
- Assainissement et redressement du secteur socialiste:
 - 10 pour cent des entreprises d'Etat étaient en bonne situation;
 - 20 pour cent en difficulté financière;
 - 40 pour cent étaient en difficulté financière et avaient une situation technique défectueuse;
 - 20 pour cent étaient à fermer;
 - 10 pour cent techniquement valables mais avaient besoin du marché, exemple: bâtiment.

L'approche grossière de la production d'effectifs qualifiés entre 1967 et 1973 avait été évaluée à:

<u>Ingenieurs:</u>	polytechnique	600
	formation à l'étranger	400 (sur 500)
	divers	100
	total	<u>1.100</u>

Cadres supérieures autres que ingénieurs:

Licenciés en sciences et sciences économiques	400
Divers (commerce)	400
Total	<u>800</u>

Techniciens, dessinateurs, agents de maîtrise comptables:

Estimation	2.000
------------	-------

3.4. Le développement des secteurs

3.4.1. Les industries extractives

Priorités de l'action dans le triennal:

- effort soutenu de recherches systématiques;
- réorientation du programme de recherche;
- priorité à la création des mines non-ferreuses;
- effort de structuration du Barem;
- clarification de choix économiques et sociaux;
- formation professionnelle.

Branche mines - situation 1965

	Valeurs des immobilisations	Production (000 tonnes)	Valeur ajoutée (millions de dinars algériens)	Chiffres d'affaires à l'export (pourcentage)	Valeur ajoutée (millions de dinars algériens)	Nombre total	Nombre de mines importantes
Fer	60	3.150	115,0	100	65,0	7	1
Non-ferreux	60				30,0	5	1
Zinc		63	27,0	100			
Plomb		15	12,0	100			
Cuivre		3,6	3,5	100			
Phosphates		86	3,7	60	2,0	2	1
Pyrite	80	57	2,0	60	1,5	1	-
Houille	11	45	3,6	-	3,0	1	-
Substances métalliques diverses	-	-	-	100	-	1	-
Substances utiles	3	-	6,8	30	5,0	-	-
Total	214	-	173,6	92	106,5	17	3

- 2 -

Branche mines - situation 1973

	Valeurs des immobilisations	Production (000 tonnes)	Valeur ajoutée (millions de dinars algériens)	Chiffres d'affaires à l'export (pourcentage)	Valeur ajoutée (millions de dinars algériens)		Nombre de mines importantes	
					Emploi total	Nombre total	Emploi	Nombre
Fer	100	4.500	160,0		90,0	5.000	6	1
Non-ferreux	220		100,0		70,0	5.000	16	2
Zinc		150						
Plomb		50						
Cuivre		70						
Phosphate	180	1.200	65,0		40,0	700	1	1
Pyrite	20	100	3,0		2,0	800	1	-
Minerais métalliques divers	20		15,0		10,0	400	4	
Substances utiles	5		10,0		8,0	900		
Total	545		353,0		220,0	12.800	28	4

BAREM et DMG - investissements
(Milliers de dinars algériens)

	<u>Montant</u>	<u>Programme à réaliser</u>		<u>Echéancier des réalisations</u>		
		<u>Djâ réalisé</u>	<u>à réaliser</u>	<u>1967</u>	<u>Triennal</u>	<u>Ulérieur</u>
BAREM	227.500	38.500	189.000	60.000	189.000	
DMG	12.000	1.000	11.000	3.500	10.000	1.000
Total	239.500	39.500	200.000	63.500	199.000	1.000

Il existait un grand nombre d'indices (740 sur la bande côtière de 150 km d'épaisseur);

- 40 ont été exploités et étaient fermés au moment du plan;
- 20 mines productrices;
- 3 mines de grosse taille:
 - Ouensa (fer);
 - El-Abad (zinc, plomb);
 - Djebel-Ouk (phosphate);
- 1 seul gîte avait une taille internationale celui de Gara Djebilet (fer) non encore exploité.

Les mines algériennes sont toutefois marginales et donc vulnérables par rapport au marché mondial;

- le fer réalise deux tiers du chiffre d'affaires;
 - Ouensa Benkhadra plus de 50 pour cent;
 - toute la production est exportée - 3 millions de tonnes;
- les non-ferreux:
 - la mine d'El Abed est importante;
 - les phosphates; il était prévu de récupérer le gisement épuisé d'El Kouit, retrouvé grâce à la mine de Djebel-Ouk en 1967.

La nationalisation de la branche est intervenue en 1966.

Elle est plus importante socialement qu'économiquement.

Inscription du développement dans les perspectives à moyen terme;

- harmonisation avec les industries lourdes de valorisation;
- assurer l'approvisionnement de l'industrie sidérurgique en tonnage et en qualité;
- atteindre la production suffisante pour une métallurgie non-ferreuse et une industrie phosphatière;
- renforcer son activité exportatrice en diminuant sa vulnérabilité;
- atteindre globalement une rentabilité suffisante pour financer davantage elle-même son développement.

3.4.2. L'énergie

3.4.2.1. L'électricité

Situation au début du plan

<u>Types d'ouvrages</u>	<u>Productivité annuelle moyenne (millions de kWh)</u>
Usines thermiques	2.000
Usines hydroélectriques	
Fil de l'eau	92
Fil des irrigations	59
Régularisées	369
Total	2.520

Energie émise
(Millions de kWh)

<u>Années</u>	<u>Energie émise sur les réseaux</u>	<u>Energie émise sur le réseau inter-connecté</u>
1961	1.386,5	1.348,3
1962	1.155,7	1.113,6
1963	1.088,3	1.046,7
1964	1.123,2	1.080,3
1965	1.120,8	1.071,9
1966	1.099,0	1.037,0

Consommation
(Millions de kWh)

<u>Années</u>	<u>Haute tension</u>	<u>Basse tension</u>
1963	566,0	413,0
1964	600,0	390,0
1965	616,0	365,0
1966	615,4	367,0

La consommation à prévoir va très fortement augmenter par suite du développement industriel.

L'usine d'Arzew consommera à plein régime 80 millions de kWh, ce qui devrait entraîner pour la région de Constantine:

<u>Années</u>	<u>Energie</u> (millions de kWh)
1965	240
1970	320
1975	650

3.4.2.2. Le gaz

Consommation de gaz à des fins industrielles (Millions de thermies)

<u>Années</u>	<u>Clients</u> <u>industriels</u>	<u>Centrales</u> <u>thermiques</u>
1961	13.178	1.414.190
1962	46.730	19.911
1963	235.217	1.969.064
1964	1.299.567	1.987.013
1965	1.629.154	1.745.506
1966	1.465.265	1.841.231

Distributions publiques (Millions de thermies)

<u>Années</u>	<u>G.N.</u>
1961	37.682
1962	183.375
1963	249.718
1964	298.718
1965	338.378
1966	350.479

C'est un outil efficace au service du développement.

Programme d'investissement d'ECA

Durant le triennal il était prévu l'alimentation de l'usine sidérurgique, soit un investissement de 150 millions de dinars algériens, la réalisation de la conduite de "Roufba-Draa Ben-Khedda" soit 12 millions de dinars algériens, l'extension de la moyenne et basse tension, soit un investissement de 50 millions de dinars algériens.

3.4.3. Les industries manufacturières

La sidérurgie

Le complexe sidérurgique et de première transformation des métaux constituera l'ensemble des projets industriels le plus important de l'industrie algérienne pendant de nombreuses années (d'après les responsables algériens eux-mêmes).

Marché antérieur des produits sidérurgiques en Algérie

(Tonnes)

Produits profilés	164.000
Produits plats	48.000
Produits de première transformation	130.000
Produits finis divers	38.000
Total	<u>380.000</u>

Si l'on convertit l'ensemble des produits sidérurgiques en équivalent acier brut, la consommation apparente en acier brut (production, importation, exportation) pour l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la République Arabe Unie était la suivante:

Kilogrammes par habitant

<u>Pays</u>	<u>Moyenne</u>						
	<u>1956-1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>
Algérie	30	41	52	36	21	18	23
Maroc	14	13	14	13	14	14	16
Tunisie	15	19	13	19	22	20	21
République Arabe Unie	9,7	8,6	30	14	13	16	24

A titre indicatif la moyenne 1956-1961 était pour les pays suivants:

Algérie	38
France	310
Espagne	75

Evolution probable de la consommation d'acier en Algérie

<u>Hypothèse</u>	<u>Consommation</u>	<u>Consommation</u>	<u>Consommation</u>
	<u>1966</u>	<u>1973</u>	<u>1973</u>
	(kilogrammes	par habitant)	(tonnes)
Forte 13 pour cent	26	62	800.000
Faible 8 pour cent	26	46	600.000

Marchés extérieurs possibles (étude des Nations Unies)

<u>Régions</u>	<u>Production</u>	<u>Consommation</u>	<u>Excédent (+)</u>
			<u>Déficit (-)</u>
	(000 tonnes)	(000 tonnes)	(000 tonnes)
Europe Occidentale	161.200	151.500	+9.700
Europe Orientale	38.200	37.800	+400
URSS	117.000	113.000	+4.000
Afrique	7.500	9.000	-1.500
Moyen Orient	2.300	5.200	-2.900

Production choisie pour la sidérurgie algérienne

- Développement de l'industrie algérienne dans le secteur des hydrocarbures et hydraulique orienté vers les produits plats;
- Eviter le double emploi avec ACILOR équipé pour produire des ronds et des fils;

- La Société Nationale de Sidérurgie orientée vers les "produits plats";
- = Aller dans le sens des pourparlers du Grand Maghreb.

L'équilibre financier sera difficile à obtenir avec une production de 400.000 tonnes d'acier.

Investissement par tonne d'acier = 700 US\$

Le ratio international = 300 US\$

Il faudra donc un programme d'extension pour arriver à 350 US\$ (vers 1.000.000 tonnes par an).

Le programme d'investissement

Coût de l'investissement

Une seule partie de la phase d'investissement devait être réalisée dans le triennal:

La phase II serait réalisée après 1973.

Pour le triennal le montant prévu était de 1,200 millions de dinars algériens dont 345 millions de dinars algériens en 1967. (Pour la période septennale le montant prévu était de 2.000 millions de dinars algériens, 80 pour cent des investissements projetés.)

Millions de dinars algériens

I en aval de la SMS

Phase de réalisation	Pelli- tisation	Fonderie		Laminage		Services		Admini- stration	Petits Profilés		Divers	Total
		Fonte	Acierie	à chaud	à froid	Général	Formation		Tuberie	tubes			à froid	à chaud
I	-	226	329	450	-	388	15	18	-	-	12	1.500
				à								à
			387	496								1.620
II	72	extension		-	255	-	-	-	34	10	-	760
I+II	72	900		450	255	388	15	18	34	10	12	2.260
		à		à								à
		960		496								2.380

Les conditions auxquelles la SNS a contacté avec les pays, qui lui accordaient un crédit important, l'amenaient souvent à accepter des prix de départ beaucoup plus élevés que ceux qu'elle pourrait espérer en faisant appel à la concurrence et le paiement au comptant (20 à 30 pour cent). Cette différence de prix était largement compensée par les conditions de crédit.

Financement de l'investissement
(Millions de dinars algériens)

<u>Phases</u>	<u>Budget</u> <u>équipement</u>	<u>Financement</u> <u>extérieur</u>				<u>Total</u>
		<u>Total</u>	<u>Prêt</u>	<u>Aide liée</u>	<u>Financement à trouver</u>	
I	764	736	510	226	-	1.500
II	100	155	-	-	505	760
Total	864	891	510	226	505	2.260

+ stock outil

Triennal: (1.200 millions de dinars algériens) dont 700 millions de dinars algériens sur le budget équipement

1967: (345 millions de dinars algériens) dont 230 millions de dinars algériens sur le budget équipement

Les responsables algériens considéraient que la présentation du projet "sidérurgie" était trop partielle pour ne pas faire apparaître l'enjeu et les risques.

Enjeu:

Levier de base du développement industriel

Animation d'une région entière:

- formation professionnelle de métiers "nobles";
- activités induites;
- activités de fournitures;
- diffusion de l'emploi de l'acier;
- diffusion d'une mentalité industrielle.

Risques:

- incertitude des marchés extérieurs;
- surcapacité permanente à l'échelle mondiale;
- pays en voie d'industrialisation faisant une sidérurgie locale;
- importance très élevée de l'investissement.

Rapporté à la formation brute de capital fixe de l'ensemble de la nation pendant la période de la première phase (soit 5 ans 1967-1971) l'investissement était de 10 à 11 pour cent. C'est un chiffre très élevée, de loin supérieur aux réalisations de la quasi totalité des autres pays.

3.4.4. Les industries mécaniques

Situation à l'année de base de la branche
(Millions de dinars algériens)

	<u>Immobilisation</u>				Chiffres d'affaires (000 de dinars algériens)	Valeur ajoutée (000 de dinars algériens)	Nombre d'entreprises Dont		
	Dont		Installations équipements algériens)	Employ				Total	importantes
	Terrain	Bâtiments								algériens)	algériens)
Transformation des métaux ferreux	12.000	2.100	11.400	24.000	8.500	7	3		
Transformation des métaux non-ferreux	32.000	2.100	3.500	21.100	12.600	1.000	5		
Chaudronnerie, charpente, tuyauterie	60.000	67.000	30.000	31.000	26.500	2.000	30		
Construction de matériel agricole et hydraulique	10.000	20.000	9.000	24.000	10.000	600	15		
Construction de matériel autres qu'agricoles et électriques	32.000	60.000	26.000	25.000	10.100	980	15		
Construction de machines et matériel électrique	24.800	54.300	26.700	92.000	42.000	2.140	36		
Construction de matériel de transport et tracteur	65.800	100.500	23.500	152.000	30.000	1.800	11		
Articles métalliques divers et autres	21.500	47.000	22.000	52.000	31.000	1.800	30		
Total	200.200	380.600	152.400	421.100	170.700	10.890	149		

La situation de ce secteur n'était pas bonne et très peu développé.

Il représentait dans l'industrie (pétrole exclu) 14 pour cent en 1959, 8 pour cent en 1963, en pays industriel 35 pour cent.

L'emploi: 15.000 salariés sur 205.000 en 1959
10.000 salariés en 1965.

Le chiffre d'affaires en 1963 était de 337 millions de dinars algériens contre 297 millions de dinars algériens par l'artisanat de service lié à l'automobile (le chiffre d'affaires était de 421 millions de dinars algériens en 1965).

Les raisons de ce sous-développement:

- Poids relatif de sa production insuffisante dans la production industrielle totale (quatre fois plus faible que dans les bâtiments et travaux publics;
- technicité faible;
- marché intérieur surtout caractérisé par:
 - opérations d'infrastructure;
 - opérations d'entretien;
- marché extérieur pratiquement inexistant;
- structure des effectifs inadéquate.

Perspectives à moyen terme:

- L'industrie mécanique algérienne à partir de 1973 devrait pouvoir fabriquer une part importante de l'équipement du pays.
- L'industrie mécanique algérienne devrait pouvoir offrir assez rapidement au consommateur local le maximum de produits.
- Cela nécessitait:
 - la création de grosses unités intégrées;
 - la création d'unités spécialisées en amont des unités de semi-produit, en aval des unités de finition.
- Objectifs à atteindre:
 - investissements de 580 millions de dinars algériens;
 - la formation de 700 ingénieurs et cadres;
 - la formation de 2.300 techniciens;
 - la formation de 6.300 ouvriers qualifiés;
 - en sept ans multiplié par 4 la valeur ajoutée et multiplié par 3,1 les emplois = taux annuel de 17 à 20 pour cent;
 - investissements de l'Etat 550 millions de dinars algériens (le triennal 231,85 millions de dinars algériens) et du privé 30 millions de dinars algériens.

Programme triennal de développement

- Rôle important confié à six entreprises clés;
- Sous-branches clés:
 - Chaudronnerie, tuyauterie et charpente lourde pour l'équipement des grands projets industriels;
 - Machinisme agricole et tracteurs;
 - Matériel de transport;
 - Autres secteurs de l'industrie mécanique:
 - biens d'équipement;
 - biens intermédiaires;
 - biens de consommation durables;
 - machines-outils.
- Entreprises clés:
 - SOMEA (tracteur);
 - Ex. SNAF (matériel ferroviaire, entretien SNS);
 - Ex. SOMEL (construction métallique et chaudronnerie);
 - Entreprises à créer: matériel électrique, moteurs;
 - Entreprises privées: DURAFOUR
NEYRPIC Afrique
DUCROS.

La période triennale avait trois objectifs:

- préparer l'économie à la planification;
- organiser les circuits économiques;
- investir.

Il était prévu: secteur d'Etat 200 millions de dinars algériens
secteur privé 15 millions de dinars algériens.

Programme triennal d'investissement dans la branche industrie mécanique et électrique

(Milliers de dinars algériens)

	Investissements en cours		Echéancier prévisionnel de réalisation	
	Déjà réalisés	Reste à réaliser	1967	Total triennal Ulérieur
Investissement de l'Etat	3.950	4.050	51.450	200.000
Financement du budget et auto- financement des entreprises	-	-	5.000	15.000
Investissement privé	-	-	-	-
Total	3.950	4.050	56.450	215.000
Besoins de financement pour fonds de roulement des entreprises d'Etat			20.000	70.000
Assainissement des situations financières des entreprises d'Etat			17.000	18.000

Programme d'investissement en cours de la branche mécanique et électrique
(Milliers de dinars algériens)

Investissements	<u>Montant</u>	<u>Déjà réalisé</u>	<u>Reste à réaliser</u>	<u>Paiements effectués</u>	<u>Reste à payer</u>
Extension de ENCM ex Carmeli	1.000	500	500	500	500
Reconstitution de bureaux d'études					
SNAF	1.700	800	900	800	900
SOMEA	2.000	1.000	1.000	1.000	1.000
SOMEL	3.200	1.200	2.000	1.200	2.000
ENCM	200	150	50	150	50
TUBSIS	500	150	350	150	350
Ex Bonnier	350	150	200	150	200

Ces chiffres sont ceux existants au début de la réalisation du plan triennal.

3.4.5. Pétrochimie et chimie lourde

Deux grands projets:

- engrais azotés en cours de réalisation au début du plan;
- engrais phosphatés à Annaba.

Consommation d'engrais

(Milliers de tonnes)

	Moyenne annuelle	
	<u>1953-1960</u>	<u>1966</u>
Azote	12	20,0
Anhydride phosphorique	25	27,0
Oxyde de potassium	12	17,5

Durant le plan il était prévu le doublement de la consommation totale.

Projet engrais azotés:

- 1.000 tonnes/jour d'ammoniaque;
- 500 tonnes/jour nitrate d'ammonium;
- 400 tonnes/jour d'urée.

Les investissements qui étaient prévus devaient s'élever à:

- fabrication d'ammoniaque 150 millions de dinars algériens;
- fabrication de nitrate d'ammonium 60 millions de dinars algériens;
- fabrication d'urée 50 millions de dinars algériens.

Les débouchés:

- ammoniaque 520 tonnes/jour;
- urée 400 tonnes/jour.

Projet engrais phosphatés:

Première phase: 900.000 tonnes/an; port d'enlargement Annaba; par le gisement de Djebel Ouk augmentation prévue jusqu'à 1.300.000 tonnes/an.

(Le projet de mars 1966 était de 150.000 tonnes/an, la consommation intérieure prévisible de 120.000 tonnes/an.)

Les investissements devaient s'élever à 300 millions de dinars algériens dont 70 millions de dinars algériens pendant le triennal.

Ces projets étaient très importants pour l'avenir agricole du pays.

3.4.6. Les industries alimentaires

Capacité de production des usines en 1963 et production prévisible en 1973

Branches	Capacité de production 1963	Marché intérieur total 1973	Solde	
			Excédent de capacité	Déficit
Huilerie	130	140	-	10
Savonnerie	37	40	-	3
Stéarinerie	1	2	-	1
Meunerie, semoulerie	1.320	700	620	-
Pâtes alimentaires	63	25	33	-
Riserie	10	5	5	-
Biscuiterie	12	15	-	3
Sucrierie	30	350	-	320
Levurerie	6	5	1	-
Brasserie	160	50	110	-
Distillerie vinicole	41	15	26	-
Boissons alcoolisées	11	3	8	-
Boissons non-alcoolisées	280	100	180	-
Laiterie	275	55	20	-
Conservation de fruits et légumes	15	12	7	-
Conservation sardines	8	3	5	-
Confiserie	10	11	-	1
Chocolaterie	2	3	-	1
Olives	34	4	30	-
Vinaigre, câpre, piment	9	6	3	-
Torréfaction du café	28	27	1	-
Alimentation animale	40	50	-	10
Tabac	8	5	3	-

Pour obtenir un bon équilibre entre la production et la consommation il fallait:

- moderniser les usines;
- approvisionner en matières premières;
- améliorer la qualité de la production;
- améliorer la gestion;
- protéger le marché intérieur.

Programme triennal d'investissements dans la branche industries alimentaires

	Investissements en cours		Investissements à réaliser	Investissements projetés	Programme à réaliser	Echéancier prévisionnel de réalisation	
	Déjà réalisé	Reste à réaliser				1967	Total triennal	Ulérieur
Investissements de l'Etat							
Financement budget	72.184	6.349	253.651	260.000	44.000	209.000	51.000
Autofinancement des entreprises	-	-	35.000	35.000	9.000	3.500	-
Investissements privés	-	-	10.000	10.000	2.000	10.000	-
Total	72.184	6.349	298.651	305.000	55.000	254.000	51.000
Besoins de financement pour fonds de roulement des entreprises d'Etat (hors programmes)					120.000	30.000	120.000

3.4.7. Les industries textiles

Conjoncture 1963

Production (valeur ajoutée): 35 millions de dinars algériens;
Emploi: 4.500 personnes;
Taux d'activités: 35 pour cent de la capacité de production;
Taux d'emploi: 60 pour cent des effectifs de plein emploi;
Nombre d'établissements: 100 dont 40 à Tlemcen et 30 à Alger.

Importation:

Matières premières et semi-produits

Pour activité industrielle seule	35 millions de dinars algériens
Pour activité artisanale	180 millions de dinars algériens
Produits finis	270 millions de dinars algériens
Total d'importation	485 millions de dinars algériens

Place du secteur industriel

Production secteur industriel	35	8 pour cent
Production secteur artisanal	125	30 pour cent
Importation produits finis	270	62 pour cent
	430	100 pour cent

Projets de l'Algérie indépendante

Filature, tissage, finissage de coton	5 usines
Confection	22 ateliers

Les investissements devaient s'élever à 355 millions de dinars algériens; les emplois à 6.500 personnes, ce qui revenait à multiplier par 2 les effectifs à plein emploi et par 4,5 l'équipement entre fin 1967 et 1969.

Les perspectives à moyen terme étaient d'augmenter encore la capacité qui d'après les responsables avaient les avantages suivants:

- absorption d'une importante main d'œuvre;
- coût de l'emploi généralement inférieur à celui de biens d'autres branches.

Coût moyen de l'emploi 82.000 dinars algériens filatures et 8.200 dinars algériens confection.

Le plan triennal

A la fin du plan le nombre d'emplois devait être de 10.000.

Programme triennal des investissements de l'Etat dans la branche industries textiles

	Investissements en cours		Echéancier de réalisation	
	Déjà réalisé	Reste à réaliser	Programme à réaliser	Total triennal
			1967	Ulérieur
Financement sur budget				
Etudes pré-				
investissement	-	-	1,5	3
Investissements et stock outil	300	47	44,5	167
Total	300	47	46,0	170
Pas d'autofinancement des entreprises				30

3.4.8. Industries de cuir

Situation en 1963

Chiffre d'affaires: 12,7 millions de dinars algériens
Valeur ajoutée: 5,8 millions de dinars algériens
Emplois: 860 personnes
Nombre d'établissements: 14

Production:

Chaussures cuir: 1,0 million de paires
Chaussures plastique
et caoutchouc 2,0 millions de paires

Consommation de la branche:

Locales 0,4 million de dinars algériens
Importées 6,3 millions de dinars algériens

Importation de chaussures
et articles de cuir 73,0 millions de dinars algériens

Exportation des peaux

brutes 24,5 millions de dinars algériens

Capacité de production:

Chaussures cuir: 3 millions de paires
Chaussures plastique 10 millions de paires
Tannage (box et
vachette) 1,3 millions de pieds

Perspectives à moyen terme:

Assortement (prévision de
consommation 1973)

	<u>Millions de paires</u>
Chaussures (tout en plastique)	7
Chaussures (dessus toile, dessous plastique ou caoutchouc)	4
Pantoufles	2

Equilibre entre production et consommation

<u>Produits</u>	<u>Unités</u>	<u>Production capacité</u>	<u>Consommation</u>	<u>Différence</u>
<u>Produits finis</u>				
Chaussures cuir	Millions de paires	6,3	6,6	-0,3
Chaussures tout en plastique	Millions de paires	10,0	7,0	+3,0
Chaussure dessus toile dessous caoutchouc ou plastique	Millions de paires	0,5	4,0	-3,5
Pantoufles	Millions de paires	1,2	2,0	-0,8
Maroquinerie	Millions de dinars algériens	0,5	11,0	-10,5
<u>Matières premières</u>				
Box et vachette	Millions de mètres carrés	0,92	0,92	-
Cuir lisse	Tonnes	735	450	+285
Succédané fibre de cuir agglomérés	Tonnes		1.100 à 1.200	-1.100 à 1.200
Chlorure de vinyle (chaussures plastique)	Tonnes		3.500	-3.500
Matériaux synthétiques et caoutchouc pour semelles et talons (chaussures cuir)			7.000	-7.000

(L'artisanat produit 200 milliers de paires mais de qualité inférieure.)

Programme triennal d'investissement dans la branche industries des cuirs et peaux
(Milliers de dinars algériens)

	Investissements en cours		Investissements à réaliser	Investissements projetés	Programme à réaliser	Echéancier de réalisation	
	Déjà réalisé	Reste à réaliser				1967	Total triennal
Investissements de l'Etat							
Financement budgétaire	49.460	14.585	15.415	30.000	24.000	30.000	
Investissements privés			5.000	5.000	1.000	5.000	
Investissement total	49.460	14.585	20.415	35.000	25.000	35.000	
Besoins de financement pour fonds de roulement des entreprises d'Etat (hors programme)					25.000	7.000	25.000

3.4.9. Les industries des matériaux de construction

Situation à l'année de base de la branche
(Milliers de dinars algériens)

Année 1965	Valeurs des immobilisations			Chiffres d'affaires	Valeur ajoutée	Emploi Total	Nombre d'entreprises importantes
	Total	Dont terrains etc.	Dont équipements				
Briques et tuiles	26.000	11.500	11.000	38.000	26.000	3.500	50
Ciments	121.600	47.400	56.000	60.000	30.000	900	4
Autres	58.400	20.300	30.700	56.000	23.000	2.920	7
Dont chaux						60	7
Dont plâtre						320	35
Carreaux, ciment et granit						490	34
Amiante, ciment						720	2
Terre cuite émaillée						130	1
Divers						1.200	80
Total	206.000	79.200	98.000	150.000	79.000	7.320	214
							16

Situation à l'année 1973 de la branche (prévisions)
(Milliers de dinars algériens)

	Chiffres d'affaires		Valeur ajoutée		Emploi		Accroissement	
	Immobilis		ajoutée				Valeur ajoutée	Emploi
Briques et tuiles	60.000	80.000	55.000	5.300	23.000	1.800		
Ciment	250.000	130.000	65.000	1.400	35.000	500		
Autres	120.000	110.000	50.000	5.120	27.000	2.200		
Total	430.000	320.000	170.000	11.820	91.000	4.500		

Le plan ne détaillait pas la manière d'arriver à cet objectif, mais cette branche étant celle où les besoins étaient très importants les responsables espéraient que la demande suffirait pour la développer dans les limites prévues.

3.4.10. Industries diverses

La situation en 1966 était la suivante
(Milliers de dinars algériens)

	<u>Immobilisations</u>	<u>Chiffres d'affaires</u>	<u>Valeur ajoutée</u>	<u>Nombre d'entreprises</u>	<u>Personnel employé</u>
Bois et liège	46.600	113.700	43.650	67	3.690
Meubles	20.000	38.000	17.400	42	1.595
Papier, carton	58.000	56.000	17.500	13	1.140
Imprimerie	23.000	38.500	19.950	50	1.430
Verre	11.400	20.000	15.000	4	490
Industries manufacturières non-classées ailleurs	4.900	5.500	2.150	14	255
Total	<u>163.900</u>	<u>271.700</u>	<u>121.650</u>	<u>190</u>	<u>8.600</u>

Les perspectives à moyen terme (1967-1973)

- prévoyaient des investissements de 255 millions de dinars algériens dont 20 millions de dinars algériens dans le secteur privé. Le chiffre d'affaires devait être multiplié par 2,5 passant en 1973 à 680 millions de dinars algériens et la valeur ajoutée à 300 millions de dinars algériens.

Le programme triennal prévoyait des investissements de 100 millions de dinars algériens.

3.4.11. Chimie légère

A titre indicatif, car nous n'avons pas eu tous les détails de cette branche, les investissements à moyen terme devaient être de 190.000 milliers de dinars algériens (Etat) plus 20.000 milliers de dinars algériens (privé). Pour le seul plan triennal l'état devait investir 81.300 milliers de dinars algériens et le privé 10.000 milliers de dinars algériens.

Ces investissements devaient permettre de diminuer les importations de:

- produits chimiques de base;
- produits agricoles;
- caoutchouc;
- peintures et vernis;
- pharmacie;
- produits d'entretien.

3.4.12. Artisanat

Il est intéressant de noter que pour la période septennale les investissements devaient être de 70.000 milliers de dinars algériens (dont 10.000 privés) et durant le plan triennal de 35.000 milliers de dinars algériens (dont 5.000 privés).

Remarque

Les investissements les plus importants ont été effectués dans les hydrocarbures. 1967 marquant le début de reprise en main des richesses constituées par le pétrole et le gas naturel.

La production de pétrole est passés de 26,2 millions de tonnes en 1964 à 42,3 millions de tonnes en 1968. Celle de gaz passait de 809 millions de mètres cubes en 1964 à 2.342 millions de mètres cubes en 1968.

La SONATRACH a été créée en 1964, et l'Etat algérien a entrepris un certain nombre de travaux très importants:

- oléoduc;
- gazoduc,
- aménagement de ports.

Il y eut la mise en oeuvre d'unité de raffinage d'une partie de pétrole brut, le réseau de distribution BP a été racheté en janvier 1967. Toutes les autres sociétés de distribution ont été nationalisées en août 1967. En octobre 1968 l'association SONATRACH-Getty (Etats-Unis) sur la base de 51-49 pour cent a eu un grand retentissement parce qu'elle était le précurseur de l'évolution des sociétés pétrolières opérant dans le monde arabe.

Le pôle de développement de Skikda était définitivement arrêté. Il devait notamment comprendre une usine de gas naturel et liquéfié. Le coût de trois premières unités était évalué à 700 millions de dinars algériens environ et devaient permettre d'exporter 3,5 milliard de mètres cubes de gas par an.

La recherche n'a pas été négligée, et une partie non-négligeable des investissements y a été consacrée.

Nous n'avons pu obtenir toutes les informations concernant les prévisions triennales de cette branche. Toutefois, nous pouvons remarquer que l'un des trois grands projets est totalement dépendant de celle-ci et qu'un autre projet (pétrochimie) sinon les deux autres sont nés du développement de la branche hydrocarbures. L'ensemble

de ces projets sont repris dans le premier plan quadriennal 1970-1973. Il nous sera indispensable de revenir ultérieurement sur cette partie du développement industriel de l'Algérie qui pour la plupart des responsables en constitue la base.

Le plan triennal inscrit dans le début de la perspective septennale constitue la première rationalisation des décisions d'industrialisation de l'Algérie. Il est intéressant de vérifier au niveau investissement si ce plan (plus précisément un pré-plan) a été respecté, et ce d'autant plus qu'il fut assez timide quant aux sommes engagées.

B. Bilan

Il est toujours difficile de faire un bilan d'un plan sans analyser les causes réelles de tel ou tel échec.

Nous nous contenterons de chiffrer les résultats par rapport aux prévisions, en rappelant que le bilan plus définitif de l'industrialisation de l'Algérie pourrait être effectué après le plan quadriennal 1969-1973, car il regrouperait en quelque sorte la période 1967-1973 plus longue et donc moins capable de jugements isolés.

1. Comparatif global

Millions de dinars algériens

	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1969</u>	<u>Total</u>
Prévision du plan triennal	2.737	3.286	4.946	10.970
Réalisation du plan triennal	1.666,2	3.169,5	4.605	9.440
Taux de réalisation	63%	96%	93%	86%

De 1963 à 1966 l'investissement a été de 3,8 millions de dinars algériens ce qui revient à le multiplier par 2,3 pour la période 1967-1969. 77 pour cent ont été financés par le budget.

2. Comparatif industrie (global)

Plus de la moitié des investissements.

Millions de dinars algériens

	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1969</u>	<u>Total</u>
Plan	1.200	1.750	2.450	5.400
Réalisation	798	1.754,5	2.616	5.168,5
Taux	66,5%	100%	105%	95%

3. Objectifs et réalisation des investissements dans l'industrie (détaillé)

Branches	Objectif des investissements		Réalisation		Prévisions 1969	Total	Pourcentage de réalisation
	1967	1968	1967	1968			
Hydrocarbures	2.265	977,2	380	1.400	2.757,2	120	
Mines et carrières	200	44,3	28	80	152,3	75	
Electricité	267	25,0	3	130	158,0	60	
Sidérurgie	1.200	335,0	140	800	1.275,0	100	
Construction mécanique et électrique	200	22,0	42	40	104,0	52	
Chimie	581	216,0	60	13	289,0	50	
Industrie alimentaire	241	54,0	25	80	159,0	66	
Industrie textile	170	41,0	70	15	126,0	76	
Industries cuirs et peaux	30	14,0	20	10	44,0	140	
Matériaux de construction	95	2,0	2	20	24,0	25	
Bois, papier, divers	108	14,0	-	20	34,0	35	
Artisanat	50	10,0	28	8	46,0	92	
Total	5.400	1.754,0	798	2.616	5.168,0	95	

4. Financement des réalisations industrielles

4.1. Financement prévisionnel initial

<u>Années</u>	<u>Financement budget</u>		<u>Financement hors budget</u>		<u>Total</u>
	<u>Concours définitif</u>	<u>Concours provisoire</u>	<u>Crédit interne</u>	<u>Crédit externe</u>	
1967	400	600	50	60	1.200
1968	500	900	150	100	1.750
1969	900	1.000	200	200	2.450
<u>Total</u>	<u>1.800</u>	<u>2.500</u>	<u>400</u>	<u>360</u>	<u>5.450</u>

4.2. Financement réalisé

<u>Années</u>	<u>Financement budget</u>		<u>Financement hors budget</u>		<u>Total</u>
	<u>Concours définitif</u>	<u>Concours provisoire</u>	<u>Crédit interne</u>	<u>Crédit externe</u>	
1967	263,5	244,5	40	150	798,0
1968	405,5	892,0	22	350	1.754,5
1969	272,0	1.136,0	558	347	2.576,0
<u>Total</u>	<u>941,0</u>	<u>2.272,5</u>	<u>620</u>	<u>847</u>	<u>5.168,5</u>

5. Part des investissements privés

	1967		1968		1969		Total triennal	
	<u>Prévision</u>	<u>Réalisation</u>	<u>Prévision</u>	<u>Réalisation</u>	<u>Prévision</u>	<u>Réalisation</u>	<u>Prévision</u>	<u>Réalisation</u>
Investissements								
Publics	1.200	798	1.750	1.754,5	2.450	2.616	5.400	5.166,5
Privés	10	52	25	144,0	40	253	75	449,0
	<u>1.210</u>	<u>850</u>	<u>1.775</u>	<u>1.898,5</u>	<u>2.490</u>	<u>2.869</u>	<u>5.475</u>	<u>5.615,5</u>

A la lumière de ces premiers résultats on peut remarquer que les investissements prévus pour les hydrocarbures ont été dépassés. Ils constituent environ 55 pour cent des investissements réalisés. La sidérurgie qui représentait le deuxième investissement (près de 25 pour cent) a obtenu un pourcentage de réalisation supérieur à 100.

A part l'industrie des cuirs et peaux, toutes les autres branches du secteur industrie n'ont pas obtenu les investissements prévus. C'est assez étonnant pour les constructions mécaniques et électriques (un peu plus de 50 pour cent), c'est inquiétant pour les matériaux de construction où les investissements prévus étaient inférieurs à 2 pour cent et n'ont obtenu que 25 pour cent de ceux prévus.

Il sera intéressant de connaître le propre avis des responsables algériens sur ce bilan.

6. Bilan sommaire branche par branche

6.1. Chimie

Deux sociétés nationales:

- SNIC dont le chiffre d'affaires en 1968 a été de 120 millions de dinars algériens;
- SN hydrocarbures département pétrochimie et engrais; en 1968 comptait 177 unités de production, dont 110 unités privées, 67 unités publiques.

Mais le complexe de produits pharmaceutiques n'a pas été mis en oeuvre.

6.2. Energie

On peut résumer le bilan triennal à:

- un manque de personnel qualifié;
- un bon assainissement financier;
- nette reprise à partir de 1967.

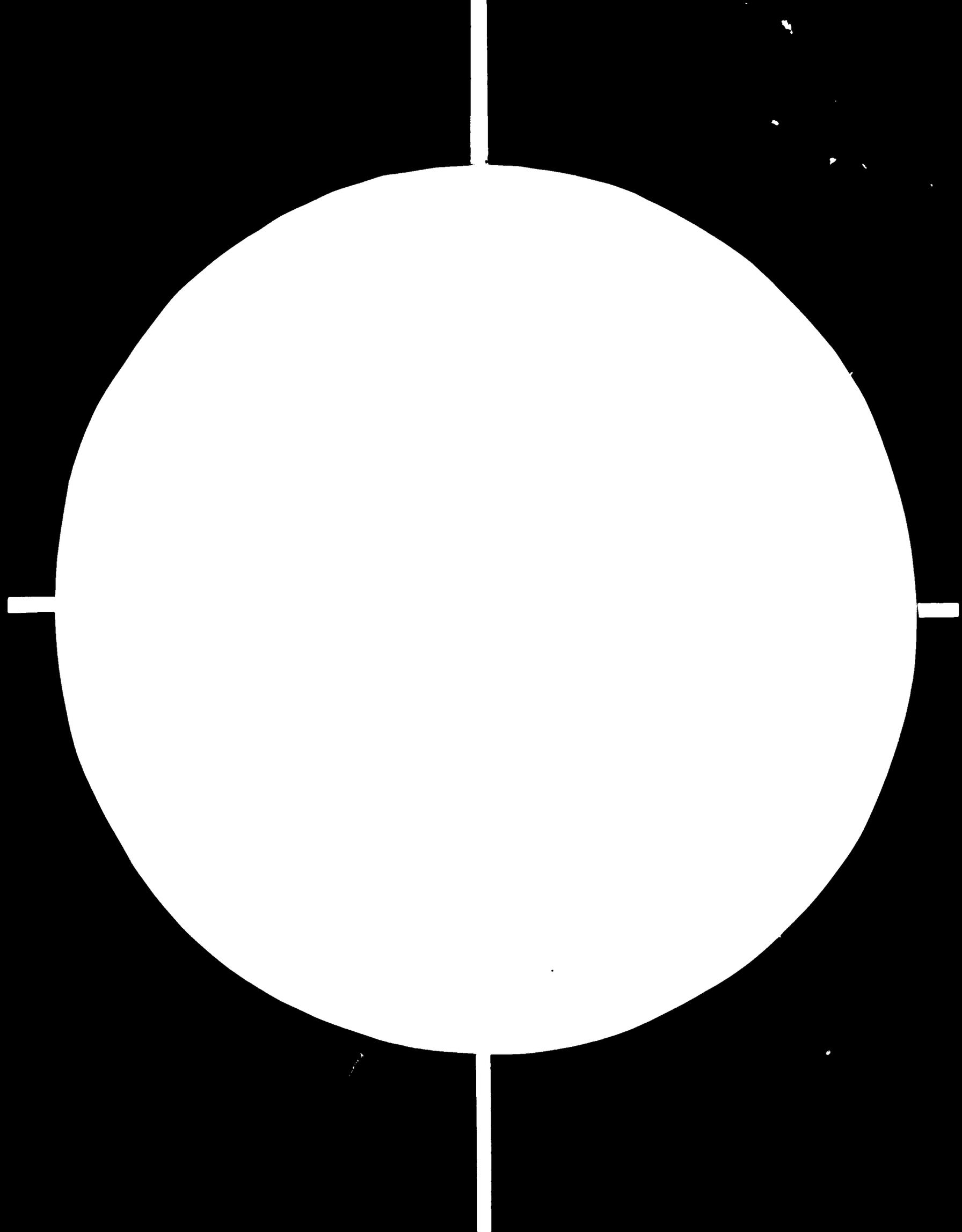
6.3. Mines et carrières

Tous les projets ont été mis en oeuvre mais ont dû être réévalués et parfois doublés. Un seul a été terminé: le skip de la mine d'Ouenza qui aura un impact important sur le plan quadriennal.

G-370



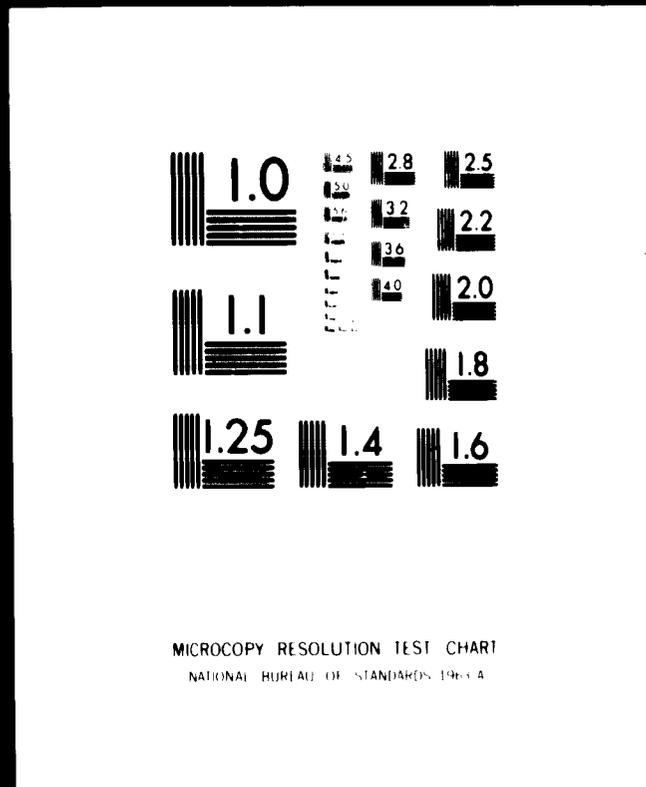
77. 11 . 01



2 OF 3

07150

F



24 x

A

6.4. Industries textiles

Les investissements privés ont été de 173 millions de dinars algériens contre 15 millions de dinars algériens de prévus. Cela a permis aux responsables algériens de ralentir les investissements d'état.

Il existait à la fin du triennal un danger de surproduction ainsi que des problèmes commerciaux en suspens.

6.5. Cuir et peaux

Deux sociétés importantes ont été créées, la TAL et la SIAC. Les investissements ont été supérieurs à ceux prévus, mais un retard important existait dans cette branche notamment d'articles de qualité moyenne qui pouvaient être mis en fabrication assez rapidement.

6.6. Matériaux de construction

C'est un des échecs du plan, mais étant donné que cette branche dépend de la santé des autres, elle est trop tributaire de la mise en oeuvre de projets pour qu'on puisse l'isoler. Et étant donné qu'il y a eu de très nombreux retards dans la construction d'usines, de logements, d'infrastructure, cette branche n'a pu se développer correctement.

6.7. Industries alimentaires

On peut retenir de positif:

- la suppression des unités non-rentables;
- l'amélioration de la productivité;
- la mise en oeuvre de certaines cultures industrielles.

Mais ce qui est très négatif, c'est l'impossibilité d'approvisionner certaines conserveries en matières premières.

6.8. Bois, papier, liège, industries diverses

Cette branche demande une plus grande souplesse de gestion. Il fut donc tenté de faire appel au privé. Toutefois, le plan triennal a surtout cherché à réorganiser les sociétés petites et moyennes ayant des productions peu adaptées.

Ce n'est qu'au cours du plan quadriennal qu'il sera pris vraiment conscience du rôle non-négligeable de cette branche dans le développement du pays.

Au moment du plan triennal et même après, cette branche était en pleine mutation.

6.9. Artisanat (pré-industriel)

L'objectif était de réorganiser cette branche, cela n'a été que très partiellement atteint.

6.10. Les hydrocarbures

Nous savons que cette branche a été particulièrement développée par des investissements très importants qui ont atteints 55 pour cent du total.

La production a suivi l'évolution suivante:

- pétrole brut:
 - 39 millions de tonnes en 1967
 - 43 millions de tonnes en 1968
 - 47 millions de tonnes en 1969
- gas naturel:
 - 2.8 milliards de mètres cubes en 1967
 - 3.4 milliards de mètres cubes en 1968
 - 4.0 milliards de mètres cubes en 1969.

On commercialise en Algérie 5 pour cent de pétrole et 10 pour cent de gas. Le raffinage doit atteindre 2.000.000 tonnes.

Le bilan est très positif, et l'on verra que le plan quadriennal ne fait qu'améliorer la position de l'Algérie dans cette branche.

6.11. Sidérurgie et première transformation des métaux

L'aciérie a subi quelques retards et les projets ont coûté plus chers qu'initialement prévus. Le montant des investissements a été effectivement engagé, mais les travaux et constructions n'ont pas été terminés aux dates prévues. Il n'a jamais été question toutefois pour l'Etat algérien de ralentir la mise en oeuvre d'unités sidérurgiques.

Avec les hydrocarbures, la sidérurgie constitue le deuxième axe du développement industriel, comme cela sera confirmé dans le plan quadriennal.

6.12. Constructions mécaniques et électriques

Il semblerait que ce n'est que tardivement que les responsables algériens se sont préoccupés de cette branche. En effet, c'est une des branches du secteur industrie qui a obtenu le moins d'investissements, inférieure à l'industrie textile.

Des investissements privés importants ont eu lieu durant cette période, ils ont atteint 55 millions de dinars algériens, ce qui est très nettement supérieur à ce qui avait été prévu. C'est sans doute à cause de cela que les investissements d'Etat n'ont pas eu lieu, mais il est à craindre qu'un rattrapage du retard soit assez difficile dans les années à venir, d'autant plus que l'Etat algérien sera préoccupé par la situation de l'agriculture.

En 1969 a eu lieu la mise en chantier du complexe moteurs-tracteurs.

Projet de vannes:

- pompes
- cycles
- motocycles
- appareillage électrique.

Les investissements prévus durant le plan triennal étaient de 200 millions de dinars algériens. Seuls 104 millions de dinars algériens ont été investis:

- 10 millions de dinars algériens pour les études;
- 70 millions de dinars algériens investissements proprement dits;
- 3 millions de dinars algériens frais de premier établissement;
- 7 millions de dinars algériens subventions de bureaux d'études;
- 14 millions de dinars algériens stock.

7. Réalisations des mesures organisationnelles prévues au plan triennal

7.1. Assainissement et redressement du secteur industriel de l'Etat

Il a été très insuffisant sur le plan qualitatif la juridiction n'étant pratiquement jamais appliquée et très souvent inconnue de responsables.

7.2. Programmation des commandes publiques

Il semblerait qu'il n'y eut rien de valable de réaliser dans ce domaine.

7.3. Politique de protection vis-à-vis de la concurrence étrangère

Les efforts furent insuffisants malgré le nouveau code douanier.

8. Comparatif des chiffres d'affaires, valeur ajoutée et emplois entre 1966 et 1969

8.1. Branches à investissement fort

Hydrocarbures	54 pour cent
Sidérurgie	25 pour cent
Chimie	<u>5 pour cent</u>
	84 pour cent des investissements

En 1966 le chiffre d'affaires représentait 59,9 pour cent de l'ensemble. En 1969 le chiffre d'affaires n'était plus que 54,4 pour cent. Mais durant la période triennale, les augmentations ont été les suivantes:

Chiffre d'affaires	+39,9 pour cent
Valeur ajoutée	+58,5 pour cent
Création d'emplois	+11,5 pour cent.

8.2. Branches à investissement modéré

Construction mécanique et électrique	2,0 pour cent
Industrie alimentaire	3,0 pour cent
Industrie textile	2,0 pour cent
Cuirs et peaux	1,0 pour cent
Construction	0,5 pour cent
Bois	0,5 pour cent
Artisanat	1,0 pour cent
Energie	3,0 pour cent
Mines	<u>3,0 pour cent</u>
	16,0 pour cent des investissements

En 1966 le chiffre d'affaires représentait 40,1 pour cent de l'ensemble. En 1969 le chiffre d'affaires était passé à 43,6 pour cent.

Durant la période triennale les augmentations ont été les suivantes:

Chiffre d'affaires	+60,7 pour cent
Valeur ajoutée	+41,5 pour cent
Création d'emplois	+88,5 pour cent.

Les immobilisations représentaient:

- 10 pour cent du chiffre d'affaires en 1969 pour les industries alimentaires;
- 40 pour cent du chiffre d'affaires en 1969 pour les industries des cuirs et peaux;
- 58 pour cent du chiffre d'affaires en 1969 pour les industries textiles;
- 24 pour cent du chiffre d'affaires en 1969 pour les industries du bois;
- 26 pour cent du chiffre d'affaires en 1969 pour les matériaux de construction;
- 10 pour cent du chiffre d'affaires en 1969 pour les industries mécaniques et électriques.

Les créations d'emplois pour 66 pour cent étaient réparties:

- 33 pour cent industrie textile;
- 13 pour cent artisanat;
- 11 pour cent bois et papier;
- 9 pour cent cuirs et peaux.

Ceci montre que l'Algérie n'a pas dans l'immédiat choisi les investissements à créations importantes d'emplois, mais avant tout la valorisation des richesses de son sous-sol.

9. Infrastructure

La plupart des réalisations du plan triennal étaient des projets accompagnant l'action du développement agricole et industriel (aménagement du port d'Arzew, du port d'Annaba, le lancement de la construction du port de Skikda, l'aménagement de la zone d'Annaba).

10. Education et formation

Bilan du plan triennal en education

	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1969</u>
Efforts prévus par le triennal	148.000	160.000	172.000
Réalisations - nombre de lycéens et collectifs	135.250	148.740	166.740
Ecart	-12.750	-11.260	-5.260
Investissements prévus	80	120	180
Investissements réalisés	23,1	31,1	
Ecart	-56,9	-88,1	

Bilan défavorable inquiétant quand on connaît les besoins importants en spécialistes dans les 10 années à venir.

Recherche scientifique

En 1966 les cadres scientifiques et ingénieurs représentaient 0,3 pour cent, c'est-à-dire 0,04 pour 1.000 habitants.

Les dépenses de recherche pour le développement s'élevaient à 6 millions de dollars en 1966, soit 0,5 dollar par tête d'habitant.

Nous remarquerons que le potentiel scientifique et technique était nettement insuffisant. Il ne semble pas que le plan triennal ait amélioré cette position.

Les responsables ont donc considéré qu'il fallait:

- examiner les conditions d'une politique scientifique plus systématique;
- ne pas consacrer des capitaux précieux aux travaux de recherche fondamentale;
- s'attacher à résoudre les problèmes liés à la production.

Formation

De 1963 à 1968 il a été formé 45.000 ouvriers et employés qualifiés, 7.800 techniciens et agents de maîtrise, 1.400 cadres moyens et supérieurs. Il est évident que beaucoup d'efforts restent à faire.

11. L'habitat

Ce secteur s'est heurté à la faiblesse des moyens techniques mis en oeuvre.

Réalisation des investissements - habitat rural

<u>Programme</u>	<u>Autorisation de programme</u>	<u>Nombre de logements</u>	
		<u>Lancés</u>	<u>Terminés</u>
Antérieur à 1967	174.912	24.781	24.165
Triennal	105.470	10.040	598
Total	280.382	34.821	24.763

Réalisation des investissements - habitat urbain

<u>Programme</u>	<u>Autorisation de programme</u>		<u>Nombre de logements</u>	
	<u>Antérieur</u>	<u>Triennal</u>	<u>Repris</u>	<u>Terminés</u>
HLM	59.346	36.251	8.595	4.047
FDH	76.660	3.395	9.985	9.787
Achèvement	3.807	88.445	17.208	6.510
Total	139.813	128.091	35.788	20.344

Un retard considérable existe dans la construction de logements. Il en était prévu un nombre assez élevé, mais les réalisations sont très en dessous, et certaines difficultés peuvent en résulter dans les années à venir si cette faible performance n'est pas corrigée.

12. Social

Les investissements prévus étaient de 294 millions de dinars algériens, seuls 238 millions de dinars algériens ont été investis.

Le pourcentage de répartition a été le suivant:

- 40 pour cent jeunesse et sport;
- 30 pour cent équipement;
- 15 pour cent santé publique.

Ces investissements ont toutefois été multipliés par 2 entre 1963 et 1966.

13. Equipement administratif

Les investissements prévus étaient de 440 millions de dinars algériens, 490 millions de dinars algériens ont été effectivement dépensés. Il est vrai que 40 pour cent ont été pour le ministère de la défense.

C'est volontairement que nous avons donné quelques chiffres en dehors du secteur industriel. La formation, l'habitat et le social nous paraissent importants dans la mesure où ils doivent être les relais en amont ou en aval de la branche industrie. Nous pouvons voir d'ailleurs ce que les responsables eux-mêmes concluent du plan triennal. Il est prématuré de tirer des jugements plus ou moins définitifs à partir de ce pré-plan. Nous serons comme nous l'avons à plusieurs reprises indiqué, plus à même de le faire après le plan quadriennal, l'Algérie étant indépendante depuis plus de dix ans et l'industrialisation ayant déjà plus de cinq ans d'existence réelle.

Conclusion du plan triennal établi par les responsables algériens

"Les prévisions ont été réalisées à 86 pour cent, ce qui est indubitablement un succès. Pourtant beaucoup d'objectifs de réorganisation n'ont pas été atteints. Le plan triennal a pour excuse d'être le premier plan algérien, c'est donc avant tout une option politique, une déclaration d'intention, une volonté de décalage économique.

Mais dans son expression matérielle, le triennal n'était essentiellement qu'un programme, un calendrier d'investissement. Et pour ne pas s'être préoccupé d'autres réalités économiques qui conditionnent le développement, il n'a jamais été un instrument complet de planification, négligeant la politique des prix, des salaires, la planification à long et moyen terme.....; il n'a été qu'un point de départ.

Le quadriennal doit s'attaquer à l'ensemble des problèmes. Les investissements seuls ne sont jamais une solution suffisante, c'est-à-dire entière, même s'ils augmentent directement la production et le nombre d'emplois, parce qu'ils ne concernent

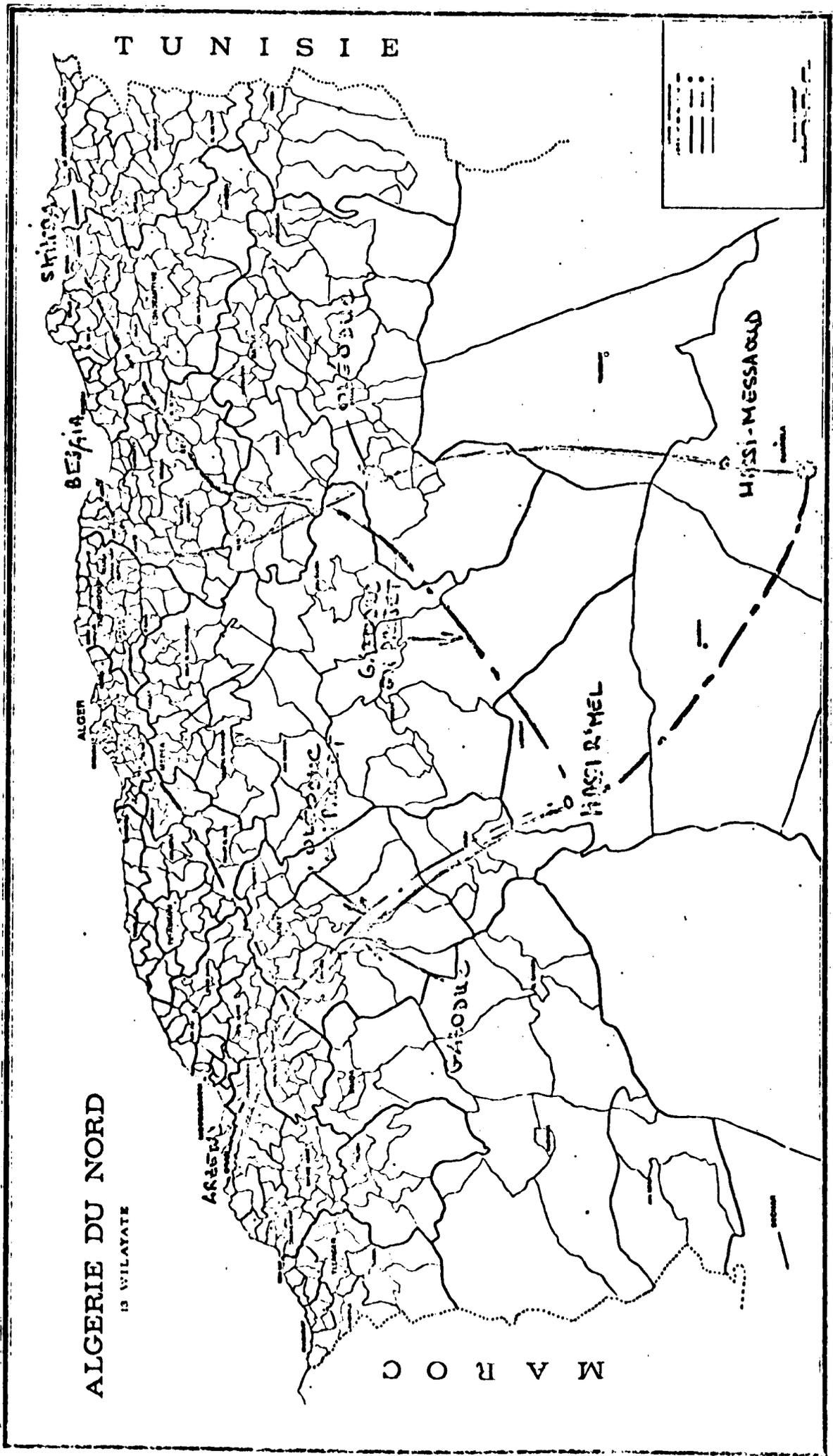
essentiellement que des immobilisations de capitaux sans pour autant agir du moins automatiquement sur les inductions, les répercussions "débordantes" que ces immobilisations entraînent.

En plus, le plan triennal conçu comme un programme d'investissement établi à priori (même si des augmentations de programme interviennent en cours de réalisation) n'est toujours qu'un devis initial qui ne reflète à aucun moment l'évolution économique réelle du pays et empêche par là même un réajustement constant des projets et un contrôle scientifique des dépenses qui sont les bases et les conditions de réussite essentielles d'une véritable planification.

C'est le rapport entre les réalisations effectives et le coût réel des projets, estimés en fin de programme et réajustés aux circonstances finales qui reflète à lui seul l'avancement des travaux, le véritable taux de réalisation. A chaque moment de tels calculs doivent s'opérer afin de permettre au planificateur de modifier des décisions antérieures qui ne répondraient plus efficacement aux besoins nouveaux. A lui de déceler à toute les étapes du processus le chemin "critique" de chaque projet qui conditionne la réalisation de l'ensemble. Un simple tableau d'investissement ne peut à lui seul permettre l'accomplissement d'une tâche aussi vaste. Par conséquent, du point de vue technique, le plan triennal ne peut assurément pas prétendre au titre d'instrument complet de planification. Mais il faut considérer cette réalisation comme une réussite à partir du moment où il fournit des données statistiques de base, des ordres de grandeur et des rapports d'influence, d'effets induits et d'entraînements matériellement contrôlés, qui serviront utilement à la mise en oeuvre du plan quadriennal".

Nous estimons quant à nous que cette autocritique est assez complète, et au stade où se trouvait l'Algérie à la fin du plan triennal, nous ne pouvions que suggérer de préciser concrètement comment corriger les erreurs commises.

OLEODUCS ET GAZODUCS



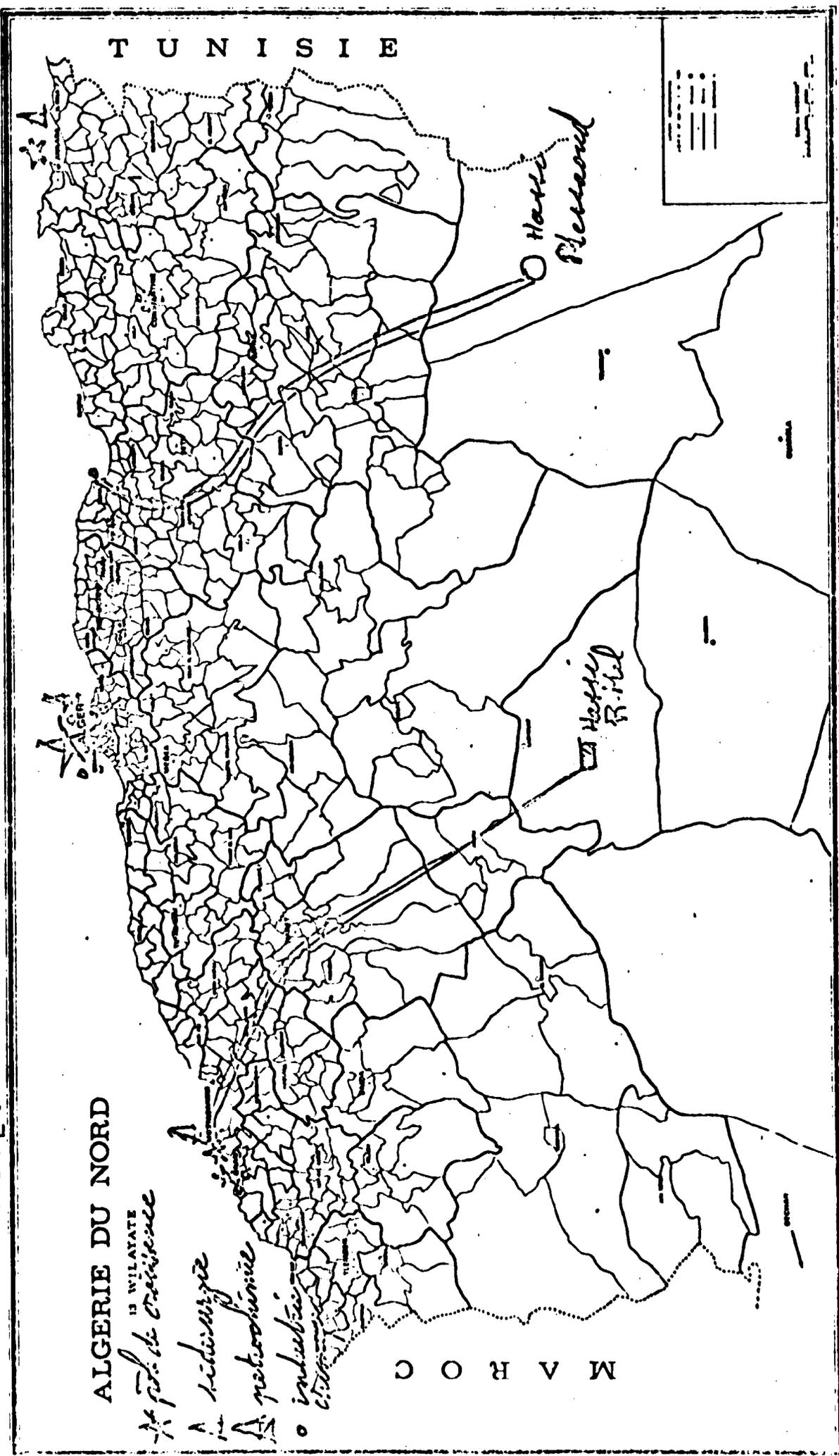
ALGERIE DU NORD
13 WILAYATE

TUNISIE

MAROC

MINISTRE D'ETAT CHARGE DES FINANCES ET DU MARCHÉ E-COMMERCE - DIVISION DES STATISTIQUES REGIONALES ET DE LA CARTOGRAPHIE - IMPRIMERIE DE LA SUD DES STATISTIQUES 8610 RUE DESFONTAINES ALGER 3 1970

PROJETS CON TENUS DANS LE PLAN DE CONSTANTINE



MINISTRE D'ETAT CHARGÉ DES AFFAIRES ET DU PLAN - D.G.E.E.-C.N.R.P.-S.O.D. DES STATISTIQUES - DIVISION DES STATISTIQUES REGIONALES ET DE LA CARTOGRAPHIE - IMPRIMERIE DE LA S/O DES STATISTIQUES - 810 RUE DES FONTAINES ALGER 3 1970

IV. INDUSTRIALISATION

A. Premier plan quadriennal (1970-1973)

1. Rapport général (sous forme d'un rapport de M. Houari Boumédiène)

Il peut se résumer de la façon suivante:

- taux de croissance annuel de la production de 9 pour cent;
- investissements publics 27 milliards de dinars algériens avec financement d'origine nationale;
- à compter de 1971 deux sessions de délibération au contrôle de la réalisation du plan.

Préambule

- un emploi à la population active avant 1980;
- 100.000 étudiants à l'université en 1980;
- 100.000 logements par an avant 1980;
- larges responsabilités dans la décision et l'action économique et sociale;
- investissements orientés principalement vers les activités de production et de formation des hommes.

La politique des investissements

Les projets et programmes arrêtés comme objectif d'investissement public (pouvoir de l'Etat déterminant exemple contrôle à 50 pour cent ou plus d'une entreprise) durant quatre années couvertes par le plan ont été évalués à un montant de 26 milliards 400 millions de dinars algériens sur un total d'autorisation de dépenses tous financements confondus de 27,7 milliards de dinars algériens.

Ce rythme de construction d'entreprises nouvelles, de modernisation et d'équipement dans tous les secteurs de l'activité économique et sociaux du pays n'en constituait pas moins une rupture avec la tendance passée.

Il reflétait de ce fait la ferme volonté d'imprimer à la construction de l'économie une cadence beaucoup plus forte.

Objectifs

- élévation du niveau de vie de l'ensemble de la population par la garantie d'un emploi et d'un revenu stable pour chaque famille;
- élévation du niveau culturel:
 - scolarisation;
 - recouvrement de la langue nationale;
 - lutte contre les disparités régionales;
 - construction d'une économie moderne et industrialisation.

La juste appréciation de l'importance des potentialités du pays rend la réalisation de ces objectifs possible:

- Progrès de la technologie dans la dessalinisation des eaux saumâtres qui pourra apporter des solutions nouvelles dans l'élargissement des capacités de production agricole; (Il nous semble un peu prématuré de compter sur cette technologie avancée pour l'horizon 1980.)
- La richesse de l'Algérie réside dans son sous-sol:
 - gaz;
 - pétrole;
 - minerai de fer;
 - phosphate;
 - zinc;
 - mercure.

Le pétrole (50 millions de tonnes) dans l'intégration économique devra jouer un rôle dans la future pétrochimie algérienne.

Le gaz permettra d'abaisser le coût des engrais de l'électricité.

Les priorités

- Nette priorité aux investissements productifs 49 pour cent, pourcentage à ne pas dépasser, car il faut réserver une part importante à la formation et aussi à certaines consommations collectives (équipements);
- Investissements pour adapter l'infrastructure économique aux conditions nouvelles de la croissance de la production, en particulier au développement des exportations d'hydrocarbures;
- retard dans le domaine de la recherche de nouvelles richesses, efforts exceptionnels:
 - recherche pétrolière;
 - recherche minière;
 - meilleure connaissance des potentialités hydrauliques.

Ces investissements aux résultats aléatoires ont été fixés à un montant de 1.177 millions de dinars algériens, soit 6,4 pour cent de la masse totale du programme d'investissement public.

Les priorités dans les investissements productifs:

- valoriser les richesses du sous-sol pour accroître les possibilités financières internes du pays;
- consolider les produits de base indispensables à la modernisation de l'agriculture et au développement des industries;
- développer les produits destinés à la satisfaction des besoins premiers et de large consommation.

Répartition des investissements de la période par nature et par secteur

(Millions de dinars algériens)

<u>Nature des investissements</u>	<u>Secteurs</u>		<u>Montant</u>	<u>Structure</u>
Directement productifs	Agriculture	3.360	13.478	49,0%
	Industrie	10.118		
Recherche	Pétrolière	1.310	1.777	6,4%
	Minière	267		
	Hydraulique	200		
Renouvellement, grosses réparations	Agriculture	780	1.535	5,5%
	Communications	455		
	Transports	250		
	Télécommunications	50		
Infrastructure culturelle et économique	Education, formation	3.307	6.164	22,0%
	Communications	557		
	Télécommunications	315		
	Barrages	600		
	Electricité	735		
	Zones industrielles	100		
Equipement touristique et thermal	Tourisme	700	700	2,5%
Equipement social et collectif	Habitat	1.520	3.216	11,5%
	Collectif	762		
	Santé sociale	234		
Equipement administratif	Administratif	870	870	3,1%
	Total		27.740	100,0%
	Objectifs		26.400	

Le programme de développement agricole se répartissait de la façon suivante:

Millions de dinars algériens

	Total 1970-1973	Structure (pourcentage)
Hydraulique	1.100	27
Forêt	420	10
Production végétale	644	15
Production animale	450	11
Matériel	780	19
Infrastructures	289	7
Etudes, recherches	40	1
Plein emploi et prêts	294	7
Pêches	123	3
Total	4.140	100

On y remarquait:

- la mise en valeur de l'hydraulique;
- la sauvegarde et la reconstitution du sol;
- l'importance des investissements liés à la production:

production végétale	644	15%
production animale	450	11%
matériel	780	19%
pêche	123	3%
	<u>1.997</u>	<u>48%</u>

Nous allons examiner maintenant les investissements liés au développement industriel du pays:

2. Programme d'industrialisation

Les responsables algériens considéraient que le programme quadriennal des investissements industriels illustrait le pas décisif que réalisera le pays dans l'industrialisation de son économie. Si tous les objectifs assignés au développement industriel n'étaient pas destinés à être atteints à la fin du plan quadriennal, il restait que l'effort entrepris au cours de ces 4 ans était exceptionnel au regard des moyens du pays.

Répartition
(Millions de dinars algériens)

<u>Branches</u>	<u>Total</u> <u>1970-1973</u>	<u>Structure</u> <u>(pourcentage)</u>
Hydrocarbures	4.573	36
Mines	700	6
Electricité	735	6
Sidérurgie et première transformation	1.900	15
Mécanique, électrique	1.275	11
Chimie	512	4
Alimentaires	470	3
Textiles	515	5
Cuir	60	-
Matériaux de construction	940	8
Divers	580	5
Artisanat	140	1
Total	12.400	100

Les hydrocarbures qui pèsent particulièrement sur la structure des investissements en raison de leur caractère capitalistique ne représentaient qu'un peu plus du tiers, alors que le plan triennal leur avait réservé plus de la moitié de l'effort d'investissement industriel.

Il semblerait que l'évolution structurelle n'était pas due à une modification du rôle dévolu aux hydrocarbures dans la stratégie de développement, mais à l'intensité plus grande de l'action dans les branches des biens de production.

En effet, l'industrie de première transformation des métaux, l'industrie mécanique et électrique, ainsi que les matériaux de construction et des matières cellulosiques ont vu leur part respective s'accroître considérablement en valeur absolue et relative. La part des industries légères n'a pas augmenté en valeur relative, on peut d'ailleurs le regretter.

3. Objectifs assignés à l'industrialisation et contenu des programmes

3.1. Intensification de la valorisation des ressources du sous-sol

Le développement des hydrocarbures et des mines répondait à quatre séries d'objectifs:

- Le rôle essentiel à jouer dans l'élargissement des capacités d'accumulation des hydrocarbures répond au souci d'accroître les possibilités du pays en devises.
- Ils constituent une source d'énergie nécessaire au fonctionnement de l'économie.
- Les hydrocarbures, comme les mines, sont les fournisseurs de matières premières nécessaires aux branches essentielles de l'industrie et donc au départ même de l'effort d'industrialisation.
- La disponibilité de ces ressources doit permettre de mettre l'énergie domestique à la disposition des plus larges masses populaires.

3.1.1. Intensification du programme de recherche

Les programmes d'exploitation avaient jusqu'à ce plan peu touché le nord du pays et laissé des parties entières du Sahara inexplorées.

Pour le secteur pétrolier, la recherche s'est appuyée en premier lieu sur la SONATRACH et en second lieu sur la poursuite et l'intensification du programme de recherche entrepris par la société nationale de la branche et les associés. Il était prévu de disposer d'une quarantaine d'appareils de forage.

Dans le secteur minier, la recherche devait prendre trois dimensions:

- recherche systématique sur une partie importante du territoire;
- recherche sur indices et gisements ayant pour objectifs de repérer de nouvelles réserves (gisements actuels plus une centaine d'indices sur les 700 connus);
- recherche propre au Hoggar pour les substances rares.

Au total l'effort de recherche était fixé à 1.310 millions de dinars algériens pour les hydrocarbures et 267 millions de dinars algériens pour les mines.

3.1.2. Mise en exploitation des gisements

- récupération secondaire à Hassi-Messaoud;
- accélération des ouvertures des mines (déjà prévues au plan triennal); programme ayant trait à 7 mines non-ferreux et 9 carrières notamment le marbre.

3.1.3. Accroissement des capacités de première transformation

L'accroissement des capacités de première transformation des hydrocarbures liquides devait se traduire par la réalisation durant le plan de deux raffineries d'une capacité respective de 2,5 et 4 millions de tonnes.

Deux unités de liquéfaction étaient prévues pour le gaz, l'une de 3,5 milliards de mètres cubes en première phase qui était en cours de réalisation à Skikda, l'autre à Arzew liée à l'ultime réalisation d'un contrat déjà signé.

D'autres projets pour les hydrocarbures étaient envisagés comme l'extraction de GPL à Hassi-Messaoud et d'hélium à Skikda.

Puis sur le plan minier la toute première transformation du minerai de zinc et de plomb d'El-Abed, la pelletisation du minerai de fer, extension du complexe sidérurgique d'El-Hadjar.

3.1.4. Consolidation de la base indispensable à la construction de l'économie

- unités capables de fournir les grandes productions de base de la transformation industrielle;
- objectifs:
 - production d'acier comme étant le point de départ de toute l'industrie métallique, mécanique et électrique;
 - transformation des non-ferreux - élargissement à moyen terme de l'industrie mécanique et électrique;
 - production de matériaux de construction;
 - fabrication des engrais;
 - grands produits de la chimie de base nécessaire à diverses industries des biens de production.

Acier:

A la fin du plan triennal a été mise en production la division fonte de la SNS: 400.000 tonnes. Effort d'investissement poursuivi durant le plan quadriennal.

Au terme de la deuxième phase capacité de production de 1,5 à 1,8 millions de tonnes d'acier, les investissements les plus significatifs de la période quadriennale devaient concerner l'achèvement des laminoirs à chaud et à froid, le lancement de la construction d'un deuxième haut fourneau d'un laminoir à profilés, d'une tréfilerie, ainsi que l'extension de l'aciérie et la modernisation de différentes unités existantes.

Les métaux non-ferreux

Il n'était pas prévu l'implantation d'une importante industrie de première transformation des métaux non-ferreux.

Il avait été prévu au plan triennal un projet d'électrolyse qu'il était envisagé de réaliser durant le plan quadriennal (métallurgie du zinc).

Matériaux de construction

L'objectif était de mettre un potentiel important de production en une très courte période:

- ciment: trois unités nouvelles et une extension, capacité de 2,3 millions de tonnes;
- produits rouges: suivre les besoins du pays;
- éléments de béton, tuyaux, etc.: création de plusieurs unités proches des biens de consommation et modernisation des unités existantes ou abandonnées; pour le bâtiment mise en place de trois usines d'éléments préfabriqués de béton.

Il était prévu d'autres projets liés à la menuiserie industrielle, à la fabrication de panneaux particuliers et à la transformation du liège.

Engrais

Le plan triennal avait déjà mis en oeuvre un certain nombre de projets; réalisation de l'unité d'Arzew qui devait entrer en production en 1970 permettant de fournir de l'ammoniac, du nitrate d'ammonium et de l'urée, l'unité de compostage fournissant des engrais organiques.

Pour l'agriculture on voulait mettre en place pendant le plan quadriennal la construction du complexe d'Annaba fournissant 186.000 tonnes d'engrais phosphatés.

Produits chimiques de base

Ils sont issus des hydrocarbures: méthanol, résines synthétiques, hélium, éthylène, polyéthylène, PVC, ammoniac, oxygène, azote, etc.

Des projets étaient avancés pour produire un ensemble de produits chimiques de base.

La production de soude pouvait avoir lieu par le dessalement d'eau de mer.

Développement de la transformation des métaux

Objectifs:

- chaînons essentiels qui relieront la sidérurgie à la demande de produits induits par la réalisation des investissements;
- fabriquer les biens d'équipement les plus nécessaires au développement agricole et industriel;
- produire les biens de consommation durables les plus demandés et ayant un haut pouvoir d'intégration industrielle.

3.2. Industries métalliques

- élargissement des capacités de fabrication des produits de la charpente et de la chaudronnerie 32.000 à 70.000 tonnes pour la charpente grâce à la création d'une grosse unité nouvelle et à la réorganisation des unités existantes;
- capacité de la chaudronnerie de 12.000 à 30.000 tonnes;
- renforcement de la production de tuyaux par la fabrication de tubes sans soudure et l'extension d'installations actuelles;
- création de deux unités de génie civil;
- emballages métalliques, production de bouteilles à gas et d'articles plus légers.

3.3. Industries mécaniques

Fabrication de:

- tracteurs, matériels agricoles, vannes et pompes;
- véhicules industriels, moteurs thermiques, machines-outils universelles, outillage à main;
- véhicules particuliers, cycles, motoocycles, appareils ménagers.

3.4. Industries électriques

- actions liées à la fourniture des biens d'équipement tels que moteurs, transformateurs, compteurs, accumulateurs, etc.
- appareils radio-électriques, cables et autres produits destinés à l'électrification et aux télécommunications.

Deux grands complexes, l'un électrique, l'autre électronique, devaient accompagner l'extension d'unités existantes.

3.5. Satisfaction de la consommation de première nécessité

L'objectif maintenu était de substituer une production nationale aux importations.

3.5.1. Industries alimentaires

- transformation des céréales et des corps gras;
- projets: huilerie, margarinerie, sucre, conditionnement de dattes (7 unités), conserveries (9 unités plus modernisation de 4 existantes).

3.5.2. Textile et cuir

Amélioration des unités existantes surtout au niveau de la productivité.

3.5.3. Produits pharmaceutiques

Mise en oeuvre d'une véritable industrie; les importations de ces produits étaient fortement ressenties par le pays.

3.5.4. Autres produits

Production d'articles à usage courant tels que papier, produits de l'édition, fournitures scolaires et de bureau, ameublement, savonnerie.

4. Programme de l'éducation et de la formation

Nous pourrions pour résumer ce programme indiquer que:

- Le montant des investissements était réparti de la façon inégale suivante:

	<u>Millions de dinars algériens</u>
Eduoation	2.718
Formation	387
Instituts technologiques	200
Total	<u>3.305</u>

- Plus d'un million d'enfants ou étudiants supplémentaires devaient être accueillis durant les 4 années.

- Beaucoup de constructions de bâtiments et d'équipements devaient avoir lieu - une douzaine d'établissements et le double aménagés.
- L'acquisition d'équipements et de matériels didactiques était prévue.

Dans le second degré 125.000 places seront créées, dans le supérieur un programme de 6.000 places de résidences universitaires (Alger, Oran, Constantine).

Pour la formation 132 millions de dinars algériens devaient être consacrés à la FPA.

Les investissements des instituts technologiques paraissaient modestes en regard aux besoins du pays en cadres de l'éducation, de l'agriculture et surtout de l'industrie.

5. Programme des infrastructures économiques

Le montant des investissements devait s'élever à 3.618 millions de dinars algériens qui se répartissaient de la façon suivante:

Hydraulique	800
Energie	641
Communications	1.012
Transports	800
Télécommunications	365
Total	<u>3.618</u>

Cela représentait 13 pour cent du montant des investissements.

Pour l'énergie et les transports, cela représentait un effort important, multiplié par 6 par rapport aux périodes précédentes.

Pour les télécommunications, le coefficient multiplicateur était de 3, pour l'hydraulique et les communications de 2.

5.1. L'hydraulique

Les potentialités en eaux souterraines sont évaluées à plus de 10 millions de mètres cubes par an. Il était envisagé un modèle de gestion de la nappe.

On prévoyait concernant les eaux superficielles
 de doubler le nombre actuel de stations hydrométriques
 (215 contre 30 en 1965 et 111 au moment où le plan
 débutait), de porter à 900 le nombre de stations
 pluviométriques (200 en 1967, 300 en 1969).

Les zones de mise en valeur en irriguées devaient être
 équipées en temps voulu.

Investissement de 800 millions de dinars algériens
 dont;

- 200 millions de dinars algériens d'études générales
 et régionales de mobilisation de l'eau et d'utilisation
 du sol lié à l'eau;
- 600 millions de dinars algériens de travaux de
 mobilisation des eaux superficielles et souterraines
 et de transfert de ces eaux. Il s'ajoutait une
 opération de protection de la zone industrielle de
 Skikda.

Les barrages suivant sont prévus

<u>Barrages</u>	<u>Capacité</u>	<u>Débit régularisé H m³</u>	<u>Estimation (millions de dinars algériens)</u>
Sidi Abdelli	160	72	92
Chemfas	100	36	70
Ouisseit	70	28	68
Deurdeur	70	26	40
Zeddine	110	40	80
Bou-Roumi	70	25	40
Fermatou	15	8	40
Ksab	+25	25	40
Zardzas (act.10)	+24	22	50
Salah Bouch&ou	30	30	50
Sidi Mohamed Ben Aouda	250	95	170
Sikkak	25	14	25
Bou-Hamdane			
Variante 1	190	60	130
Variante 2	110	45	75

5.2. L'énergie

Le programme comportait la production et le transport d'électricité et de gaz manufacturé, ainsi que le transport de gaz naturel.

Les croissances au moment du plan étaient les suivantes:

10,3 pour cent pour l'électricité;
11,1 pour cent pour le gaz.

Les prévisions retenues:

20,8 pour cent pour l'électricité;
28,0 pour cent pour le gaz.

En 1973:

2.800 kWh;
1.400 millions de mètres cubes.

Les investissements devaient être de 641 millions de dinars algériens. Ceux-ci devaient permettre:

- de faire face aux besoins en énergie électrique et gazière induits par le développement économique;
- d'assurer la couverture en gaz des grands centres;
- d'introduire progressivement l'électrification dans les campagnes.

Investissement de 200 millions de dinars algériens pour la centrale thermique d'Annaba et l'extension de la centrale d'Oran.

Investissement de 210 millions de dinars algériens pour le transport de l'électricité et le raccordement de 49 nouvelles villes (s'ajoutant aux 12 déjà raccordées):

- | | |
|-------------------------|-----------------------------------|
| - réseau ouest SONELGAZ | 41 millions de dinars algériens |
| - réseau est SONATRACH | 170 millions de dinars algériens. |

5.3. Infrastructure routière

- Maintien en bon état de l'ensemble du réseau, notamment Oran-Arzew, Skikda-Constantine, Skikda-Annaba;
- démarrage de la première tranchée de la route El-Gabea-Tainarasset;
- Etudes d'un futur réseau routier.

Les investissements devaient s'élever à 360 millions de dinars algériens dont 85 millions de dinars algériens pour les chemins de Wilayates.

5.4. Infrastructure portuaire

- Consolidation de l'infrastructure actuelle.

Les investissements prévus au titre des travaux maintenus s'élevaient à 543 millions de dinars algériens, le port de Skikda à 250 million de dinars algériens, les installations de signalisation à 20 millions de dinars algériens.

Il n'avait été retenu que 38 millions de dinars algériens pour la pêche.

5.5. Infrastructure aéronautique

Peu de détails dans la répartition des investissements qui s'élevaient à 110 millions de dinars algériens.

5.6. Programme des transports

Il était conçu de la façon suivante:

	Montant (millions de dinars algériens)	Structure (pourcentage)
Transports routiers	135,1	54
Transports ferroviaires	298,4	
Transports aériens	130,0	16
Transports maritimes	236,5	30
Total	800,0	100

5.7. Programme des télécommunications

Les investissements de 365 millions de dinars algériens devaient pouvoir réaliser:

- le renouvellement des équipements anciens;
- l'automatisation de tous les chefs lieux de Wilaya, ainsi que celui des centres industriels et touristiques;
- l'amélioration des liaisons internationales par la pose d'un nouveau cable entre Alger et Marseille et la pose du cable Annaba-Italie;
- la mise en chantier d'une station terrienne.

5.8. Programme d'appui de l'investissement et de la production

Le rythme de réalisation des programmes de bâtiments et de travaux a été faible par rapport aux prévisions.

Il est prévu:

- la création de bureaux d'études nationaux;
- la création d'entreprises de bâtiments et de travaux au niveau de chaque Wilaya (investissement 30 millions de dinars algériens);
- la création d'entreprises de construction de préfabriqués (investissement 50 millions de dinars algériens);
- la création d'unités de génie civil (investissement 23 millions de dinars algériens);
- aménagement de zone industrielle (Batna, Selif, Guelma, Annaba, Skikda, Medea, Oran, Tlemeem, Sibelou);
- infrastructure de stockage:
 - agricole, investissement de 150 millions de dinars algériens (6 mois de consommation);
 - industrie, investissement de 120 millions de dinars algériens;
- entreprises publiques commerciales (investissement 50 millions de dinars algériens).

5.9. Programme des équipements sociaux et culturels

Le rythme annuel du plan triennal était de 6.500 logements ruraux et urbains, il devait être porté durant le premier plan quadriennal à 21.000.

Des investissements d'un montant de 1.200 millions de dinars algériens devaient permettre la construction de 45.000 logements urbains ou en zone industrielle. En matière d'habitat rural, les investissements prévus étaient de 400 millions de dinars algériens, le rythme de construction de 10.000 logements par an.

Equipements collectifs
(Millions de dinars algériens)

<u>Années</u>	<u>Alimentation en eau</u>	<u>Assainissements</u>	<u>Aménagements</u>	<u>Equipement social</u>	<u>Equipement administratif</u>	<u>Total</u>
1970	60	20	10	10	5	105
1971	90	35	15	10	5	155
1972	100	35	15	10	5	165
1973	100	35	20	15	5	175
Total	350	125	60	45	20	600

Jeunesse et sports

Investissements prévus 400 millions de dinars algériens.

Equipements de l'infrastructure culturelle

Investissements de 200 millions de dinars algériens. 1,000 bibliothèques devaient ouvrir au cours du plan.

Développement touristique

Il est prévu de dépasser le million de touristes avant la décennie. Les investissements au cours du plan devaient s'élever à 700 millions de dinars algériens.

Equipement administratif

Investissements prévus 870 millions de dinars algériens.

Nota Principaux résultats attendus du programme d'équipement quadriennal

Priorité aux investissements productifs, mais qui dans l'immédiat n'entraîneront pas de transformation profonde dans la population.

6. Cheminement et structure des investissements publics

Millions de dinars algériens

	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>Total</u>	<u>Structure</u>
Industrie	3.100	3.100	3.100	3.100	12.400	45,0%
Agriculture	720	910	1.110	1.400	4.140	15,0%
Infrastructure	494	500	600	713	2.307	8,0%
Education	650	665	682	721	2.718	10,0%
Formation	135	160	160	132	587	2,0%
Habitat	238	368	438	476	1.520	5,0%
Transport	368	208	131	93	800	3,0%
Tourisme	165	170	180	185	700	2,5%
Social	190	213	243	288	934	3,5%
Equipement collectif	165	175	195	225	760	3,0%
Equipement administratif	210	210	220	230	870	3,0%
Total	6.435	6.679	7.059	7.563	27.736	100,0%

7. Politique de production

Augmentation prévisible du PIB 9 pour cent.

Evolution de la production intérieure durant le plan quadriennal

Valeur ajoutée

(Milliards de dinars algériens)

	<u>1969</u>	<u>1973</u>	Accroissement 1973 par <u>rapport à 1969</u>
Production nationale	14.640	21.083	6.445

Participation de différents secteurs à la croissance générale

	<u>Structure (pourcentage)</u>	<u>Accroissement de la valeur ajoutée</u>
Hydrocarbures	31,0	1.990
Industrie de transformation	21,5	1.385
Bâtiments, travaux publics	20,0	1.280
Autres industries	3,7	240
Transport, services, commerce	19,3	1.250
Agriculture	4,5	300
Total	100,0	6.445

Croissance prévisible de la production

	<u>1969</u>	<u>1973</u>	<u>Taux annuels</u>
Agriculture	2.400	2.700	3,0%
Industrie alimentaire	1.000	1.290	6,7%
Industrie mécanique et électrique	300	745	25,5%
Chimie et divers	300	610	19,4%
Textiles et cuirs	300	540	15,8%
Matériaux de construction	140	240	14,4%
Total industries de transformation	2.040	3.425	13,7%
Mines et carrières	150	310	19,8%
Energie	320	400	4,9%
Hydrocarbures	3.610	4.600	6,6%
Dont pétrole brut	2.100	3.300	5,6%
Dont pétrole raffiné	400	800	19,0%
Dont gaz (liquéfaction)	110	500	45,5%
Bâtiments, travaux publics	1.020	2.300	22,5%
Total industrie, bâtiments, travaux publics	7.340	12.135	13,3%
Production matérielle	9.740	14.835	11,1%
Transports	600	750	5,8%
Services	1.800	2.100	3,8%
Commerce	3.700	4.500	4,9%
Total PIB	14.640	21.085	9,0%

Les responsables du plan quadriennal résumèrent l'ensemble de ces tableaux de la façon suivante:

"Au-delà de cet aspect global, cette évolution s'apprécie davantage par les transformations que subira durant la période la structure interne de la production.

Outre la poursuite du dynamisme de la production des hydrocarbures qui consolidera la solvabilité de l'économie nationale, augmentant ses possibilités et moyens de paiements étrangers, outre la croissance de la production

de bâtiment induite du programme d'équipement, le fait le plus significatif de cette mutation sera l'élargissement des capacités de l'industrie de transformation, tout particulièrement l'apparition des branches quasi nouvelles et déterminantes pour l'évolution future de l'industrialisation du pays.

La production sidérurgique, métallurgique et les constructions mécaniques constituent la base de l'articulation du développement de l'industrie de transformation. Le taux de croissance moyen de ces productions dépassera 25 pour cent d'une année sur l'autre, ce rythme de production sera dû en bonne partie à l'impact et des projets lancés pendant le plan triennal et en particulier l'entrée en production à la fin du plan quatriennal de projets nouveaux:

- 430.000 tonnes d'acier provoqueront une mutation importante dans la structure de la métallurgie et de la mécanique.
- 516.000 tonnes de laminés, 65.000 tonnes de charpentes, 30.000 tonnes de capacités de chaudronnerie permettront le développement sur une grande échelle des industries mécaniques destinées à satisfaire également les besoins d'équipement des exploitations agricoles et les besoins de bâtiment.

La valorisation des hydrocarbures se traduira par la production de 180.000 tonnes d'ammoniaque, 170.000 tonnes d'engrais azotés, 182.000 tonnes d'engrais phosphatés, 700.000 tonnes d'engrais composés.

Ce qui facilitera l'intensification de la production agricole et contribuera à l'objectif d'élargissement des capacités d'accumulation du pays.

Le programme de production des matériaux de construction accroîtra la valeur ajoutée de la branche de 71 pour cent dans la période, ce qui permettra à la fin du plan, en même temps, de combler le déficit actuel de l'économie en ces produits, et de porter les capacités à un niveau comparable avec le développement accéléré de la construction au-delà du quadriennal.

La production de ciment passera de 950.000 tonnes de capacité actuelle à une capacité dépassant 2 millions de tonnes à la fin du plan et celle des briques de 480.000 tonnes à 700.000 tonnes.

Les capacités de production de l'électricité seront plus que doublées d'ici à 1973, ce qui constitue au-delà d'une adaptation aux besoins induits par la croissance économique et la consommation prévue, une actualisation de l'infrastructure électrique au rythme du développement au-delà de la période.

Les autres industries de transformation tournées vers la satisfaction de la consommation, à savoir, les textiles et cuirs, et les industries alimentaires, productions qui ont connu, en général, une croissance importante durant le plan triennal, devront durant le plan quadriennal accroître les quantités produites de façon à couvrir une plus large gamme de besoins, et tout particulièrement répondre correctement aux besoins des populations rurales. C'est ainsi que la production de tissus sera accrue de 80 pour cent et portée de 60 millions à 110 millions de mètres carrés.

La production de chaussures avec 21 millions de paires en 1973 par rapport à 11 millions de paires actuellement devra viser à améliorer sensiblement ses ventes à l'étranger.

Les capacités de transformation alimentaire de produits de large consommation, à savoir les dérivés des céréales, les corps gras, les conserves de fruits et légumes doivent être pleinement utilisées en corrélation avec l'évolution de la consommation de ces produits.

L'ensemble de ces produits principaux de l'industrie de transformation déterminant dans la croissance de ce secteur devra faire l'objet durant l'exécution du plan, d'un souoi tout particulier de la part de différentes entreprises et des responsables de l'administration".

Les axes essentiels de la politique de la production durant le plan

Respect des délais et la hiérarchisation des objectifs dans le temps

Evolution de la demande en produits de l'acier par grands secteurs

(Tonnes)

<u>Secteurs</u>	<u>1968</u>	<u>Pourcentage</u>	<u>1973</u>	<u>Pourcentage</u>
Constructions mécaniques	20.000	6,6	90.000	12,8
Secteur pétrole (transformation et production)	141.000	47,0	140.000	20,0
Bâtiments et travaux publics	100.000	33,0	230.000	32,8
Agriculture	10.000	3,3	130.000	18,6
Autres secteurs	39.000	10,1	110.000	15,8
Total	300.000	100,0	700.000	100,0

Principaux produits industriels

<u>Produits</u>	<u>Unité</u>	<u>1969</u>	<u>1973</u>
Pétrole brut	Millions de tonnes	45,6	65,0
Gas naturel (non compris réinjection)	Millions de mètres cubes	3,7	7,8
Electricité	Millions de kWh	1.500,0	2.800,0
Production d'acier	Milliers de tonnes	-	430,0
Charpente	Milliers de tonnes	23,2	65,0
Chaudronnerie	Milliers de tonnes	11,0	34,0
Tracteurs (chenilles)	Unité	-	2.500
Egrais complexes	Milliers de tonnes	120,0	1.200,0
Ciment	Milliers de tonnes	950,0	1.900,0
Briques	Milliers de tonnes	475,0	700,0
Papier et carton	Milliers de tonnes	48,0	104,0
Tissus	Millions de mètres carrés	58,4	109,0
Chaussures en cuir	Millions de paires	9	19
Farines et semoules (produits industriels)	Millions de tonnes	769,6	1.150,0
Huiles raffinées	Millions de tonnes	72,4	86,9
Conserves fruits et légumes	Milliers de tonnes	32,0	55,0

Il est demandé que toutes les occasions soient saisies pour accroître le degré d'intégration de l'industrie, et qu'à chaque fois que le recours à la procédure dite du "olé en main" s'avérera nécessaire dans les conditions actuelles du développement; cette procédure devra être assortie de la nécessité d'associer les entreprises à la conception des projets.

Amélioration des relations inter-sectorielles (satisfaction des besoins de consommation pour les produits de large utilisation).

8. Politique des échanges économiques avec l'extérieur

Elle était définie de la façon suivante:

- accroître les ventes à l'étranger;
- conquêtes de nouveaux marchés;
- recherches d'accords économiques durables;
- contribuer au succès de la politique de substitution;
- choix judicieux des marchés d'approvisionnement;
- améliorer les conditions générales de financement, des échanges économiques avec l'étranger, conditions de crédits les plus avantageuses.

Importations

Le volume total du commerce d'importation était de 25 milliards de dinars algériens. L'augmentation prévisible par rapport au plan triennal était de 10 pour cent par an. En 1973 le taux de croissance des importations par rapport à 1969 devait être de 58 pour cent.

La part relative des produits destinés à l'équipement devait passer à plus de 58 pour cent (accroissement annuel 15 pour cent).

Importations des biens de consommation:

- 42 pour cent pendant le plan triennal;
- 26 pour cent pendant le plan quadriennal;

Importations de services liés à la réalisation de grands travaux de l'ordre de 40 pour cent d'augmentation par rapport au plan triennal.

Exportations (prévisions)

- Augmentation des ventes à l'étranger à un niveau supérieur à 55 pour cent en 1973 par rapport à 1969;
- Pour les fruits et légumes aux environs de 90 pour cent;
- Produits miniers (phosphates) plus de 49 millions de dinars algériens, en augmentation de plus de 150 pour cent;
- Produits sidérurgiques 150 millions de dinars algériens;
- Pétrole 65 millions de tonnes plus de 50 pour cent d'augmentation; deux millions de tonnes de pétrole brut en produits raffinés;
- Engrais azotés et phosphatés 180 millions de dinars algériens;
- Gaz - deuxième place derrière le pétrole;
- Transport maritime en augmentation de 200 pour cent.

Evolution des échanges de biens et services à l'importation
durant le plan quadriennal par rapport au plan triennal

	<u>Triennal</u>	<u>Structure</u>	<u>Quadriennal</u>	<u>Structure</u>
Biens de consommation	5.200	42	6.600	26,4
Biens de production	5.750	46	14.650	58,4
Services	1.500	12	3.800	16,2
Total	12.450	100	25.050	100,0

Evolution des échanges de biens et services à l'importation
en 1973 par rapport à 1969

	<u>1969</u>	<u>Structure</u>	<u>1973</u>	<u>Structure</u>
Biens de consommation	1.800	37	1.650	21,4
Biens de production	2.400	39	4.150	52,6
Services	650	14	1.900	28,0
Total	4.850	100	7.700	100,0

Evolution comparée des exportations entre le plan quadriennal
et le plan triennal

	<u>Triennal</u>	<u>Structure</u>	<u>Quadriennal</u>	<u>Structure</u>
Produits agricoles et alimentaires	2.170	17,6	3.590	15,7
Produits miniers	374	3,0	845	3,7
Hydrocarbures	9.170	75,2	16.980	74,5
Produits industriels	479	4,0	1.357	6,0
Total	12.193	100,0	22.772	100,0

Evolution comparée des exportations entre 1969 et 1973

	<u>Triennal</u>	<u>Structure</u>	<u>Quadriennal</u>	<u>Structure</u>
Produits agricoles et alimentaires	800	18,2	950	14,1
Produits miniers	160	3,2	270	3,9
Hydrocarbures	3.250	74,4	5.130	75,4
Produits industriels	180	4,2	450	6,6
Total	4.390	100,0	6.800	100,0

Les conditions générales de réalisation des objectifs restent subordonnées étant donné le niveau relativement élevé des investissements à la domination de la contrainte des paiements extérieurs.

9. Politique d'élévation du niveau culturel et technique

Les objectifs étaient de satisfaire le besoin social d'éducation, ainsi que de satisfaire les besoins en hommes formés à l'économie. Cela nécessite de démocratiser l'enseignement et la formation.

Organisation des moyens:

- réforme profonde (option scientifique et technique);
- définir un système d'enseignement et de formation;
- organiser la réforme des méthodes pédagogiques;
- organiser l'unification du système d'éducation.

(Formation d'enseignants: besoins de 25.000 maîtres dans les 4 ans à venir.)

Evolution des effectifs de l'éducation nationale

	<u>Enseignement élémentaire</u>	<u>Premier cycle deuxième degré</u>	<u>Deuxième cycle deuxième degré</u>	<u>Supérieur</u>
1968-1969	1.551.000	146.000	20.000	9.400
1969-1970	1.758.000	158.000	25.000	10.800
1970-1971	1.974.000	191.000	34.000	12.800
1971-1972	2.190.000	247.000	41.000	17.000
1972-1973	2.406.000	330.000	50.000	21.000
1973-1974	2.622.000	375.000	70.000	27.000

Balance prospective de formation

	<u>Besoins</u>	<u>Production</u>
Cadres et cadres supérieurs		
Formation scientifique et technique		
Formation agricole et formation industrielle	3.000	580
Hydrauliques, géologie, mines	420	480
Métallurgie, mécanique	500	460
Bâtiments, travaux publics	500	450
Transports	280	310
Autres pour l'industrie	300	1.950
Autres pour services, etc.	2.100	
Education (mathématique scientifique)	6.000	4.000
Santé	4.100	1.380
Total formation scientifique et technique	17.200	9.610
Autres formations		
Tourisme	400	480
Education (mathématique non-scientifique)	3.000	2.400
Formation commerciale, administrative et littéraire pour industrie, agriculture, commerce, service, administration	7.300	7.820
Total autres formations	10.700	10.700
Total général	27.900	20.310
Techniciens et agents de maîtrise		
Formation agricole	7.000	1.980
Formation de type industriel	14.000	10.600
Formation commerciale et administrative	10.700	7.350
Tourisme	2.000	1.160
Jeunesse	6.000	6.040
Total	39.700	27.130
Ouvriers et employés qualifiés et hautement qualifiés		
Agriculture	78.000	18.000
Ouvriers qualifiés (formation de type industriel)	38.000	51.100
Employés qualifiés	30.000	31.200
Education	26.000	26.400
Santé	12.000	5.900
Tourisme	3.000	2.000
Total	187.000	134.600

10. Politique d'affectation du revenu national

La production nationale du pays aurait dû s'accroître de près de 45 pour cent.

Le taux d'investissement de 25 pour cent de la production nationale en 1969 devait passer à 35 pour cent en 1973.

La consommation maintenue à un rythme comparable avec les politiques d'austérité:

- mobilisation de l'épargne;
- rigueur dans la répartition et l'affectation des fruits de l'expansion.

Financement du plan

En premier lieu, le financement du plan était prévu d'être réalisé sur les ressources propres du pays, le crédit étranger étant un appoint qui ne devait pas altérer les possibilités d'emprunts de futurs plans.

En deuxième lieu, on prévoyait d'affecter l'épargne nationale en priorité au financement du développement (concrétisation déjà au niveau du plan triennal).

Tout investissement productif destiné à élargir rapidement le revenu national devait s'effectuer sous forme de prêts.

L'émission monétaire était subordonnée à la réalisation des programmes de production et d'investissement en évitant d'engendrer des processus inflationnistes qui auraient nui à l'exécution correcte des objectifs du plan.

La dynamique des sources de financement durant le plan

Principales sources d'alimentation du budget:

- rentrées fiscales;
- droits de douane;
- revenus issus du pétrole;
- bénéfices des entreprises du secteur public.

Pendant l'exécution du plan triennal, les ressources cumulées enregistrées au niveau de ce budget ont représenté un montant de 34 pour cent de l'ensemble cumulé des biens et services produits pendant la même période.

La participation de différentes activités économiques à cette accumulation pendant ces 3 années du plan triennal a été respectivement et à concurrence de 42 pour cent constituée par les prélèvements sur la consommation, à concurrence de 24 pour cent par les recettes et redevances pétrolières, pour 14 pour cent par les impôts directs sur les activités des entreprises, pour 9 pour cent par les bénéfices des entreprises publiques et pour 7 pour cent par les impôts sur les revenus des ménages.

Pour le plan quadriennal:

- La production matérielle créatrice de richesses aurait dû s'accroître de 52 pour cent:
 - bâtiments et travaux publics 130 pour cent;
 - industrie de transformation 70 pour cent;
 - hydrocarbures 50 pour cent.

Le résultat financier des entreprises publiques aurait dû passer de 9 pour cent pour la période triennale à 16 pour cent pendant le plan quadriennal.

La fiscalité directe et indirecte représentant 50 pour cent des rentrées de l'Etat, la création d'emplois non agricoles (265.000) entraînant plus de 50 pour cent des revenus distribués.

La norme assignée par le plan aux finances publiques excluait non seulement le déficit budgétaire, mais imposait un excédent des recettes définitives sur les dépenses courantes égal au montant des investissements consentis à titre définitif.

Le financement des investissements productifs effectués sous forme de prêts a été assuré au moyen d'une mobilisation de l'épargne existante, prélèvement à caractère temporaire sur les ressources financières et monétaires disponibles dans l'économie.

11. Politique des revenus

Le but principal de la stratégie du développement à long terme choisie avait pour préoccupation centrale l'élimination radicale du chômage et du sous-emploi par l'industrialisation authentique du pays.

Les industries qui emploient 120.000 personnes devront fournir dans les 10 ans 40 pour cent des postes de travail nécessaire en dehors de l'agriculture.

Les plus dynamiques:

- industrie mécanique et électrique;
- matériaux de construction;
- biens de consommation;
- pétrochimie;

contribueront à 75 pour cent des postes de l'industrie.

L'évolution la plus notable aura lieu dans les bâtiments et travaux publics.

L'emploi en dehors des activités agricoles devrait s'accroître dans l'ensemble d'un million de postes de travail dont 450.000 dans la seule industrie.

Evolution de principales données de la population

(Millions)

	<u>1969</u>	<u>1973</u>	<u>1980</u>
Population totale présente	13,2	15,0	18,5
Population agricole	7,7	8,5	10,1
Population non agricole	5,5	6,5	8,4
Force de travail théorique (agricole)	1,54	1,73	2,0
Force de travail non agricole	1,10	1,22	1,5
Force travail théorique brute totale	2,64	2,95	3,5

Evolution de l'emploi non agricole pendant le plan quadriennal

	<u>Situation</u> <u>1969</u>	<u>Structure</u>	<u>Evolution</u>	<u>Structure</u>	<u>Emploi</u> <u>1973</u>	<u>Structure</u>
Industries alimentaires	31.000		9.610		40.610	
Industries textiles et cuirs	22.000		15.000		37.000	
Industrie chimique	9.000		4.430		13.430	
Industries diverses	6.500		5.680		12.180	
Matériaux de construction	14.500		5.680		20.180	
Industries mécaniques et électriques	29.000		26.450		55.450	
Energie	5.500		1.800		7.300	
Mines et carrières	10.500		3.500		14.000	
Hydrocarbures	7.500		2.950		10.450	
Bâtiments et travaux publics	70.000		95.000		165.000	
Total secteur secondaire	205.500	24,0%	170.100	65,0%	375.600	34,0%
Transports	60.000	6,0%	18.000	6,7%	78.000	7,0%
Commerces	200.000)	36,0%	10.000)	11,3%	210.000)	30,0%
Services	100.000)		20.000)		120.000)	
Administration	275.000	34,0%	47.000	17,0%	322.000	29,0%
Total général	840.500	100,0%	265.100	100,0%	1.105.600	100,0%

Revenus des ménages par origine
(Millions de dinars algériens)

<u>Activité salariale</u>	<u>1969</u>	<u>Pourcentage 1966/1967</u>	<u>1973</u>	<u>Pourcentage 1969/1973</u>	<u>Pourcentage</u>
Administration	2.300	19,2	3.100	800	22,7
Entreprises	3.800	31,7	5.430	1.630	46,2
Revenus des entrepreneurs individuels	3.600	30,0	4.350	750	21,2
Extérieur	1.250	10,4	1.250	-	-
Prestations	700	5,8	1.050	350	9,9
Transformation des administrations	350	2,9	350	-	-
Total	12.000	100,0	15.530	3.530	100,0

Population, revenus, consommation en 1969
(Millions de dinars algériens)

<u>Revenu moyen par habitant</u>	<u>Consommation</u>			<u>Total</u>	<u>Revenus</u>
	<u>Population</u>	<u>Alimentation</u>	<u>Industrielle Services</u>		
400	5.650	1.650	400	2.150	2.200
700	3.200	950	600	1.900	2.240
Total	8.850	2.600	1.000	4.050	4.440
1.200	2.495	1.240	800	2.420	2.820
2.200	1.575	1.135	1.205	2.830	3.440
3.500 et plus	350	325	295	900	1.300
Total	4.420	2.700	2.300	6.150	7.560
Total général	13.270	5.300	3.300	10.200	12.000

- 139 -

Population, revenus, consommation en 1973
(Millions de dinars algériens)

<u>Revenu moyen par habitant</u>	<u>Consommation</u>			<u>Total</u>	<u>Revenus</u>
	<u>Population</u>	<u>Alimentation</u>	<u>Industrielle Services</u>		
400	5.940	1.900	500	2.600	2.680
700	3.640	1.250	700	2.340	2.700
Total	9.580	3.150	1.200	4.940	5.380
1.200	2.810	1.900	1.300	3.650	3.800
2.200	2.175	1.100	1.400	2.940	4.890
3.500 et plus	435	350	400	1.070	1.430
Total	5.420	3.350	3.100	7.660	10.120
Total général	15.000	6.500	4.300	12.600	15.500

Remarques sur le premier plan quadriennal

Du point de vue légal le plan quadriennal était une loi, ce qui entraînait concernant les prévisions un caractère impératif.

Dans la partie suivante, nous reviendrons sur les moyens mis en oeuvre pour l'industrialisation, mais d'ores et déjà, nous pouvons dégager quelques principes généraux:

- renforcement de l'indépendance économique par la diversification des échanges extérieurs et le recours aux investissements étrangers comme appoint aux moyens nationaux et jamais comme facteur dominant;
- l'établissement de nouveaux rapports de production pour la construction d'une société socialiste;
- la maîtrise et le contrôle des circuits de distribution et du commerce extérieur;
- la mobilisation des travailleurs fondée sur leur adhésion et leur association à tous les aspects de la vie économique;
- l'industrialisation qui est placée au premier rang des facteurs de développement et qui doit se faire dans le sens d'un élargissement du secteur socialiste et du développement prioritaire de l'industrie de base, c'est-à-dire la fabrication des biens de production nécessaires au développement de différents secteurs de l'économie engendrant un mouvement de croissance autoentretenu;
- la mobilisation des ressources fondée sur l'accroissement des capacités d'accumulation, le renforcement de l'austérité et l'aménagement des circuits de collecte.

(Source: Jean Claude Martens)

Un effort important a été effectué concernant l'enseignement, à tous les niveaux, sauf, et ceci est paradoxal, les IUT qui forment des cadres presque directement productifs. Il ne peut être question d'industrialiser un pays si la formation du personnel n'est pas un souci constant.

L'extension de la formule "clés en main" a permis de compenser les difficultés des capacités d'organisation que le pays avait connu les années précédentes.

On peut paraître surpris par la dimension des unités qui dépasse parfois le pouvoir d'absorption du pays en dépenses et besoins. Le plan quadriennal a été conçu comme une simple étape du développement,

et les prévisions ont été faites à long terme. Ceci a entraîné volontairement une surdimension afin de ne pas effectuer dans les périodes futures des dépenses isolées importantes, alors qu'elles sont évitées par un effort immédiat et au total entraînent des investissements plus faibles.

Les sommes engagées pour la recherche sont très élevées, elles peuvent s'expliquer par le retard accumulé depuis de nombreuses années. Certains spécialistes considèrent que 20 pour cent du plan a été consacré à la liquidation des négligences du passé.

Nous avons noté le faible effort concernant le logement, les bureaux, etc., nous pensons que, même si le pays reste, et restera encore longtemps sous l'emprise d'une politique d'austérité, le retard est maintenant trop important pour être comblé en quelques années.

La création d'emplois reste inférieure à l'accroissement annuel de la main d'oeuvre, un développement des industries mécaniques et électriques aurait pu améliorer sensiblement ce décalage. Ce secteur industriel a été négligé et reste très tributaire de l'extérieur (malgré les projets d'usines de tracteurs, moteurs, etc.).

Concernant le niveau de vie, le revenu moyen par habitant des couches de population les plus pauvres reste trop faible. Si l'on évalue entre 400 et 700 dinars algériens par an, cette population, entre 1969 et 1973, augmente de 10 pour cent environ, alors que la population totale augmente de 15 pour cent, la population des salariés les plus élevés (3.500 dinars algériens et plus par an) augmente pendant la même période de 25 pour cent. On peut donc dire qu'il y a moins de pauvres et plus de riches, mais encore faudrait-il pouvoir examiner des tranches plus faibles pour porter un jugement plus rigoureux. Il semble que les salaires les plus élevés montent plus vite que les bas salaires.

Un des axes fondamentaux du programme industriel est l'exportation: pétrole, gaz liquéfié, pétrochimie, production d'engrais. Outre la raison évidente qui est de procurer à l'Algérie des devises, il en est une autre qui n'est pas négligeable quand on se place dans un avenir plus éloigné, c'est la possibilité de produire des articles nécessaires au marché intérieur, mais qui pour atteindre un prix de revient acceptable, nécessite une part importante de la production à l'exportation.

Sans nul doute le premier plan quadriennal préfigure l'industrialisation de l'Algérie, nous avons passé en revue le contenu d'un tel plan, parfois signalé les moyens. Après l'examen du deuxième plan quadriennal, où nous verrons si les mêmes directions sont conservées, nous pourrions suivre l'évolution de la politique industrielle de l'Algérie depuis l'indépendance, et ainsi déterminer son modèle de développement.

B. Deuxième plan quadriennal (1974-1977)

1. Les axes principaux du développement industriel

1.1. Finalités du développement industriel

Les grands axes et les perspectives d'évolution de l'économie nationale algérienne assignent toujours à l'industrialisation un rôle moteur de premier ordre dans le développement du pays.

Il est prévu que le développement industriel devra obéir au cours de la période 1974-1980 à quatre nécessités:

- la création d'emploi;
- la satisfaction des besoins nationaux;
- la constitution des assises d'une économie moderne;
- le développement des capacités d'accumulation.

1.1.1. Création d'emplois

La période écoulée a été marquée par la mise en place des assises principales de l'industrialisation dont l'objet essentiel n'était pas la création massive et directe d'emplois, mais la mise en place des conditions permettant ultérieurement la multiplication élevée des postes de travail, comme le précisent les responsables algériens.

La deuxième phase du développement industriel devra être marquée par une augmentation plus conséquente des créations de poste de travail.

C'est pourquoi l'Algérie désire la mise en place de la petite et moyenne industrie au niveau local.

1.1.2. La satisfaction des besoins nationaux

Organiser et structurer l'ensemble industriel en vue de créer les conditions d'une industrialisation apte à satisfaire les besoins nationaux les plus courants, les plus utiles et les plus adaptés aux besoins.

1.1.3. Constitution des assises d'une économie moderne en développement

Efforts importants consentis dans les branches dites lourdes:

- la sidérurgie et la première transformation des métaux;
- certains domaines des constructions mécaniques et électriques;
- la chimie lourde;
- l'énergie;
- les matériaux de construction.

1.1.4. Le développement des capacités d'accumulation

Le secteur industriel fournit l'essentiel des moyens de paiements extérieurs du développement.

Cette fonction d'accumulation assignée au secteur industriel et actuellement assumée pour l'essentiel par les hydrocarbures, exige que d'autres activités industrielles se préparent à en assurer progressivement le relai par l'accès aux marchés extérieurs des produits de l'industrie nationale.

1.2. L'esquisse de grandes politiques

Les grandes orientations industrielles se feront à travers:

- l'intégration;
- la recherche et la valorisation des ressources naturelles;
- la fourniture des besoins les plus massifs de la population;
- l'exportation.

2. Les moyens et les mesures

Mise en place de puissants moyens de tous ordres:

- économiques avec un effort considérable d'investissement;
- organisationnels;
- humains: encadrement scientifique et technique plus rigoureux impliquant à son tour un puissant effort de formation à tous les niveaux.

2.1. L'investissement public

Le programme d'investissement industriel retenu pour la période 1974-1977 est constitué:

- de l'impact des projets engagés ou en cours de réalisation;
- d'un portefeuille de nouveaux projets.

2.1.1. Projets en cours de réalisation

Les projets engagés nécessitent un investissement de l'ordre de 14 milliards de dinars algériens, soit 29 pour cent de l'investissement public net. Cette dépense correspond à près de la moitié du coût du programme concerné, 30 pour cent environ pour les hydrocarbures.

2.1.2. Les nouveaux projets

Deux catégories:

- La première urgence: près de 25 milliards de dinars algériens de dépenses. Les projets de première urgence devront être initiés, c'est-à-dire effectivement engagés sur le terrain dès la première période du plan 1974 et 1975.
- La deuxième urgence: plus de 9 milliards de dinars algériens sont constitués des projets à initier au cours des années 1976 et 1977. Ce programme comprend essentiellement les projets destinés à préparer l'offre de l'horizon 1980 et les projets dont le contenu devait être précisé ultérieurement: programme complémentaire de raffinage des hydrocarbures, les filières pétrochimiques, certains biens de consommation durables tels que véhicules particuliers.

Le volume des dépenses réservé du nouveau programme se monte à un peu plus de 34 milliards de dinars algériens, soit 71 pour cent de l'investissement industriel public net.

2.1.3. Contenu du programme 1974-1977

Les critères de base, ayant servi à sa définition sont:

- achever dans les meilleures conditions et délais le programme en cours de réalisation;
- engager l'effort nécessaire à l'extraction du pétrole brut et du condensat avec son corollaire d'un certain niveau de recherche, en vue de maintenir la stratégie d'accumulation;
- satisfaire en matériaux de construction et autres biens destinés au bâtiment tous les besoins de l'économie nationale;
- satisfaire les besoins en matière d'électricité et de distribution de gaz en tant qu'activités de soutien;
- satisfaire les besoins en produits alimentaires de base;

- poursuivre le développement de la sidérurgie à un triple titre:
 - équilibrer techniquement et financièrement le complexe d'El-Hadjar;
 - satisfaire en produits sidérurgiques les principaux besoins de l'économie;
 - approfondir la politique d'intégration et de valorisation des ressources naturelles;
- élargir le front d'industrialisation à travers les constructions mécaniques et électriques et la chimie;
- poursuivre l'effort de valorisation des ressources naturelles à un niveau compatible avec les débouchés internes et externes à travers le raffinage des hydrocarbures, la pétrochimie et d'autres transformations;
- asseoir définitivement la politique d'exportation de gaz naturel;
- étendre les capacités de production dans les branches des textiles et cuirs;
- amorcer une véritable politique d'industrialisation locale confiée aux collectivités locales dans le sens de la complémentarité de la grande industrie et de la satisfaction des besoins locaux.

Le montant des autorisations de dépenses pour la période 1974-1977 alloué à l'investissement public net s'élève à 48 milliards de dinars algériens; il représente 43,5 pour cent de l'enveloppe globale pour l'économie.

Le nombre total des projets de programmes est de:

- plus de 500 pour la grande industrie dont 198 en cours de réalisation;
- plus de 800 pour l'industrie locale y compris les coopératives et les unités artisanales lancées (150 environ).

Avec plus de 40 pour cent, la part des hydrocarbures dans l'investissement industriel est la plus importante.

Le cheminement prévisible de l'investissement public sur les 4 années sera de:

- 9.600 millions de dinars algériens pour 1974;
- 10.700 millions de dinars algériens pour 1975;
- 12.700 millions de dinars algériens pour 1976;
- 15.000 millions de dinars algériens pour 1977.

Par rapport aux réalisations du premier quadriennal l'investissement public net de la période 1974-1977 sera 2,3 fois supérieur.

2.2. Les renouvellements dans le secteur public

Montant estimé pour ce type d'actions est de 1.200 millions de dinars algériens (les hydrocarbures en représentent 400 millions de dinars algériens).

2.3. L'investissement du secteur privé

Évalué à près de 2.100 millions de dinars algériens dont environ 1.600 millions de dinars algériens pour la branche des hydrocarbures. Ces prévisions s'appuient sur:

- les premiers engagements de partenaires étrangers de SONATRACH pour la recherche des hydrocarbures;
- l'expérience de plus de 7 années de la commission nationale des investissements qui instruit et prononce les agréments des projets privés;
- un sondage effectué en 1973 auprès des entreprises principales du secteur privé.

2.4. Financement de l'investissement public

L'investissement industriel est financé essentiellement en concours temporaires (crédits remboursables) à l'exception:

- de la recherche minière;
- de l'électrification rurale;
- des études technico-économiques;
- des anciens programmes d'artisanat.

Ainsi pour la période des 4 années, les concours définitifs à l'industrie s'élèveront à 1.400 millions de dinars algériens. Les concours temporaires seront de:

- 46.600 pour financer l'investissement net;
- 1.200 pour financer les renouvellements.

L'essentiel de ces crédits remboursables proviendra des ressources internes. L'acquisition de biens et services pour au moins 25 pour cent des besoins d'investissement industriel sont susceptibles de financement extérieur (commerciaux et gouvernementaux).

2.5. Les mesures organisationnelles

Elles mettront l'accent en particulier sur:

- l'organisation de l'entreprise socialiste;
- l'organisation réglementaire de l'investissement public;
- l'organisation des relations inter-entreprises.

2.5.1. Planification industrielle

Les objectifs à atteindre dans cette phase portent sur une meilleure connaissance de la gestion de l'entreprise et une maîtrise plus grande des instruments de direction.

Suivi régulier de:

- chiffres d'affaires, valeur ajoutée, emploi, investissement;
- agrégats particuliers à chaque département de l'entreprise;
- indices et objectifs de productivité;
- suivi des prix;
- suivi de la qualité;
- suivi de la gestion des stocks, etc.

2.5.2. Séparation comptable des activités de l'entreprise

2.5.3. Procédures de mise en oeuvre de l'industrie locale

- maturation des projets;
- circuits de financement;
- modalités de financement;
- modalités d'inscription des projets.

Impact sur le deuxième plan quadriennal des investissements industriels publics
en cours de réalisation

(Millions de dinars algériens)

	Coût des programmes	Restant à réaliser au 31 décembre 1973	Dépenses 1974-1977
Hydrocarbures	10.875	4.275	4.275
Mines	1.361	661	661
Electricité	912	352	352
Sidérurgie	4.760	1.834	1.834
Construction mécanique et électrique	3.127	1.869	1.869
Chimie	1.868	1.371	1.371
Matériaux de construction	2.761	1.642	1.596
Alimentaires	1.020	437	437
Textiles	876	600	600
Cuir	116	33	33
Bois, papiers, divers	1.386	729	729
Industrie locale	227	164	164
Etudes générales	70	27	27
Total	29.367	13.994	13.948

Impact sur le deuxième plan quadriennal
de nouveaux projets industriels
(Millions de dinars algériens)

	<u>Coût des</u> <u>Programmes</u>	<u>Dépenses</u> <u>1974-1977</u>
Hydrocarbures	26.030	15.225
Mines	765	439
Electricité	1.692	1.173
Sidérurgie	7.902	4.031
Construction mécanique et électrique	10.717	4.369
Chimie (pétrochimie)	4.841	2.629
Matériaux de construction	4.535	2.504
Alimentaires	2.233	1.033
Textiles	1.954	820
Cuir	290	137
Bois, papiers, divers	2.955	931
Industrie locale	1.129	746
Etudes générales	20	15
Total	<u>65.063</u>	<u>34.052</u>

Ordre de priorités des programmes industriels par catégories de projets

	<u>Projets en cours de réalisation</u>	<u>Projets nouveaux première urgence</u>	<u>Projets nouveaux deuxième urgence</u>	<u>Total</u>
Hydrocarbures	4.275	9.655	5.570	19.500
Mines	661	405	34	1.100
Electricité	352	1.102	71	1.525
Sidérurgie	1.834	3.315	716	5.865
Constructions mécaniques et électriques	1.869	2.599	1.770	6.238
Chimie	1.371	2.116	513	4.000
Matériel de construction	1.596	2.424	80	4.100
Alimentaires	437	979	54	1.470
Textiles	600	724	96	1.420
Cuir	33	102	35	170
Bois, papiers, diverses	729	769	162	1.660
Industrie locale	164	746	-	910
Etudes générales	27	15	-	42
Total	13.948	24.951	9.101	48.000

2.5.4. Organisation du secteur artisanat

2.5.5. Aménagement de l'environnement industriel

Ceci est très important. Nous pensons que jusqu'à cette date on n'avait pas mis suffisamment l'accent sur l'aménagement. Encore faudrait-il connaître les moyens mis à la disposition de ce département.

2.5.6. La formation technique massive et la recherche appliquée

Concernant la recherche appliquée, il est envisagé deux nouveaux instituts:

- sidérurgie et métallurgie;
- motorisation et machines-outils.

Investissement industriel public net et brut du deuxième plan quadriennal
1974-1977

<u>Branches</u>	<u>Investissement net</u>	<u>Structure (pourcentage)</u>	<u>Renouvellement</u>	<u>Investissement brut</u>
Hydrocarbures	19.500	40,7	400	19.900
Mines	1.100	2,3	80	1.180
Electricité	1.525	3,1	170	1.695
Sidérurgie	5.865	12,3	120	5.985
Constructions mécaniques et électriques	6.238	13,0	50	6.288
Chimie	4.000	8,3	70	4.070
Matériaux de construction	4.100	8,6	75	4.175
Alimentaires	1.470	3,0	65	1.535
Textiles	1.420	3,0	70	1.490
Cuir	170	0,4	30	200
Bois, papiers, diverses	1.660	3,4	70	1.730
Industries locales	910	1,9	-	910
Etudes générales	42	-	-	42
Total	48.000	100,0	1.200	49.200

3. Les résultats attendus

3.1. Situation à l'année de base 1973

Un tableau permet de fixer la situation en 1973. Le résultat de croissance a été obtenu grâce à:

- une meilleure valorisation du pétrole brut exporté (nationalisation et augmentation des prix);
- meilleure utilisation des capacités existantes.

Les investissements ont permis:

- l'achèvement de plus de 100 projets;
- la mise en chantier de près de 200 projets.

3.2. La production industrielle au cours du deuxième plan quadriennal

Les résultats escomptés:

- 19,6 pour cent d'augmentation annuelle pour l'industrie hors hydrocarbures;
- 9,5 pour cent pour les hydrocarbures.

Les tableaux précisent en détail les objectifs de production.

3.3. L'emploi industriel

Les créations d'emplois devront être durant le deuxième plan quadriennal de:

- 79.000 pour l'industrie hors hydrocarbures;
- 30.000 pour la branche hydrocarbures, l'essentiel faisant partie des activités non industrielles de SONATRACH; les postes purement industriels seront de 6.000 - 5.000 dans le secteur artisanat.

En dehors des hydrocarbures, les branches qui participeront fortement à cette croissance sont:

- les constructions mécaniques et électriques avec plus de 20.000;
- les matériaux de construction avec plus de 16.000;
- la chimie et les textiles pour 9.000 chacune.

L'emploi industriel progressera au taux moyen annuel de 11 pour cent.

La structure d'encadrement nécessitera:

- plus de 3.000 cadres supérieurs administratifs (économistes, juristes, etc.);
- plus de 4.000 ingénieurs de toutes spécialités;
- plus de 20.000 techniciens;
- plus de 25.000 ouvriers qualifiés;
- plus de 14.000 employés qualifiés (comptables, secrétaires, etc.).

3.4. Les échanges extérieurs

En 1977 les exportations de l'industrie seront de l'ordre de 32,2 milliards de dinars algériens (dont 31,3 pour les hydrocarbures). En valeur 4,7 fois plus importante qu'en 1973. En dehors des hydrocarbures, il sera exporté des produits miniers et des produits sidérurgiques.

Les importations de produits industriels dépasseront 20 milliards de dinars algériens dont près de la moitié seront des biens d'équipement.

Nota:

Nous avons volontairement pris la même classification, les mêmes termes dans ce rapport de synthèse pour l'ensemble de l'industrie. C'est très proche du texte original.

Nous pourrions essayer immédiatement d'en faire une critique, mais nous n'avons pas en notre possession les résultats du premier plan quadriennal, et il eut été très peu objectif de notre part.

De plus, nous pensons que ce rapport de synthèse a été très bien établi, il montre la grande différence qui existe entre, par exemple le plan triennal, ou même le premier plan quadriennal et celui-ci; différences de présentation, de conception, de qualité intrinsèques.

Nous aurons l'occasion à la fin de ce rapport de réexaminer les moyens mis en œuvre pour l'industrialisation de l'Algérie depuis son indépendance.

Principaux agrégats de l'industrie à l'année de base 1973
(Millions de dinars algériens)

	Immobilisations nettes		Chiffres d'affaires production		Valeur ajoutée production	Emploi public net 1973	Investissement public net 1973
Mines	237	250	127	127	127	12.862	157
Electricité	3.120	401	364	364	364	6.458	257
Sidérurgie et première transformation	2.540	530	100	100	100	13.469	862
Construction mécanique et électrique	1.700	1.670	750	750	750	34.100	826
Chimie	1.050	850	410	410	410	11.500	266
Matériaux de construction	1.069	630	350	350	350	16.206	564
Alimentaires	1.084	2.578	1.066	1.066	1.066	26.645	180
Textiles	884	1.426	630	630	630	31.961	167
Cuir et peaux	453	394	165	165	165	7.075	14
Bois, papiers, diverses	670	549	305	305	305	12.270	205
Total sans hydrocarbures	12.807	9.278	4.267	4.267	4.267	172.546	3.498
Part du secteur public (pourcentage)	86	69	68	68	68	68	-
Hydrocarbures (y compris distribution et travaux publics pétroliers)	12.400	11.900	7.600	7.600	7.600	35.700	2.500
Dont hydrocarbures (sans distribution et travaux publics pétroliers)	-	(6.950)	(6.020)	(6.020)	(6.020)	-	-
Total industrie avec hydrocarbures	25.207	21.178	11.867	11.867	11.867	208.246	5.998
Part du secteur public, hydrocarbures compris en totalité (pourcentage)	85,5	78,0	76,5	76,5	76,5	70,0	-
Estimation artisanat traditionnel et de service préindustriel	-	410	210	210	210	40.000	29

Objectifs de production pour les principaux produits industriels

Produits	Unité	1973		1977		Taux de croissance 1973-1977
		Total	Dont public	Total	Dont public	
Hydrocarbures	Millions de tonnes	49,2	37,0	59,5	45,0	5,1
Pétrole brut	Millions de tonnes	1,0	1,0	4,8	4,8	46,0
Condensat	Milliards de mètres cubes	5,6	5,6	24,0	24,0	42,0
Gas naturel facturé	Milliards de mètres cubes	3,5	3,5	14,0	14,0	41,5
G.N.L. (équiv. gas)	Milliards de tonnes	425,0	425,0	1.575,0	1.575,0	39,0
G.P.L.	Millions de tonnes	5,0	5,0	5,5	5,5	2,5
Produits raffinés						
Mines						
Minerai de fer	Milliers de tonnes	3.160,0	3.160,0	3.900,0	3.900,0	5,3
Concentré de zinc (zinc contenu)	Milliers de tonnes	18,7	18,7	40,0	40,0	20,6
Phosphate	Milliers de tonnes	683,0	683,0	2.100,0	2.100,0	32,3
Mercure	Milliers de bouteilles	14,0	14,0	26,0	26,0	16,6
Baryte	Milliers de tonnes	80,0	80,0	120,0	120,0	10,6
Marbre (dalles)	Milliers de mètres carrés	75,0	75,0	250,0	250,0	35,1
Electricité						
SONELGAZ uniquement	Millions de kWh	2.380,0	2.380,0	4.936,0	4.936,0	20,0
Production électricité	Millions de tonnes/heure	9.550,0	9.550,0	24.620,0	24.620,0	26,5
Distribution gas						
Sidérurgie et première transformation des métaux						
Ponte sidérurgique	Milliers de tonnes	390,0	390,0	500,0	500,0	6,4
Laminés plats à chaud	Milliers de tonnes	72,0	72,0	660,0	660,0	84,0
Laminés plats à froid	Milliers de tonnes	-	-	130,0	130,0	-
Ronds à béton	Milliers de tonnes	45,0	45,0	40,0	40,0	-
Profilés à froid	Milliers de tonnes	-	-	80,0	80,0	-
Gros tubes sondés	Milliers de tonnes	54,0	54,0	120,0	120,0	22,0
Petits et moyens tubes sondés	Milliers de tonnes	38,0	38,0	50,0	50,0	7,0
Tubes sans soudure	Milliers de tonnes	-	-	60,0	60,0	-
Emballage métallique	Milliers de tonnes	12,4	12,4	28,0	28,0	22,0
Zinc raffiné	Milliers de tonnes	-	-	40,0	40,0	-
Bouteilles à gaz	Milliers de bouteilles	235,0	235,0	735,0	735,0	33,5

Objectifs de production pour les principaux produits industriels (cont.)

Produits	Unité	1973		1977		Taux de croissance 1973-1977
		Total	Dont public	Total	Dont public	
Constructions mécaniques et électriques						
Charpente	Milliers de tonnes	40,5	30,0	96,0	80,0	23,1
Chaudronnerie	Milliers de tonnes	9,5	8,0	35,0	30,0	37,7
Wagons	Unités	600	600	850	850	8,7
Cables électriques	Tonnes	6.120,0	6.120,0	17.000,0	17.000,0	28,2
Cables téléphoniques	Tonnes	2.210,0	2.210,0	3.500,0	3.500,0	10,7
Réfrigérateurs	Unités	-	-	60.000,0	60.000,0	-
Cuisinières et réchauds	Unités	-	-	75.000	75.000	-
Véhicules industriels	Unités	7.000	7.000	7.000	7.000	-
Tracteurs à roues	Unités	-	-	4.000	4.000	-
Tracteurs à chenilles	Unités	-	-	1.000	1.000	-
Machines-outils	Unités	-	-	1.100	1.100	-
Moteurs diesel	Unités	-	-	9.500	9.500	-
Cyclomoteurs	Unités	1.200	1.200	27.000	27.000	-
Cycles	Unités	-	-	15.000	15.000	-
Vannes	Tonnes	-	-	4.000,0	4.000,0	-
Boulons et vis	Tonnes	1.300,0	1.300,0	3.500,0	3.500,0	27,0
Moteurs électriques	Unités	-	-	20.000	20.000	-
Transformateurs	Unités	-	-	1.000	1.000	-
Machines à laver	Unités	-	-	5.500	5.500	-
Lampes	Unités d'unités	-	-	9.000	9.000	-
Accumulateurs	Unités	180.000	-	300.000	300.000	13,6
Files	Milliers d'unités	-	-	39.000	39.000	-
Outillage à main	Tonnes	3.500,0	3.500,0	6.000,0	6.000,0	14,5
Grues	Unités	20	20	250,0	250,0	-
Machines agricoles autres que moissonneuses batteuses	Unités	4.000	4.000	13.000	13.000	31,0
Moissonneuses batteuses	Unités	-	-	150	150	-

Objectifs de production pour les principaux produits industriels (cont.)

Produits	Unité	1973		1977		Taux de croissance 1973-1977
		Total	Dont public	Total	Dont public	
Chimie						
Ammoniac	Milliers de tonnes	120,0	120,0	148,0	148,0	5,5
Nitrate d'ammonium	Milliers de tonnes	180,0	180,0	510,0	510,0	29,0
Urée	Milliers de tonnes	-	-	129,0	129,0	-
Engrais phosphatés et composés	Milliers de tonnes	330,0	330,0	523,0	523,0	12,2
Ethylène	Milliers de tonnes	-	-	30,0	30,0	-
Polyéthylène	Milliers de tonnes	-	-	28,0	28,0	-
PVC	Milliers de tonnes	-	-	21,0	21,0	-
Méthanol	Milliers de tonnes	-	-	85,0	85,0	-
Résines synthétiques	Milliers de tonnes	-	-	15,0	15,0	-
Peintures	Milliers de tonnes	35,0	23,0	55,0	35,0	12,1
Détergents	Milliers de tonnes	28,0	28,0	30,0	30,0	1,8
Matériaux de construction						
Ciment	Milliers de tonnes	1.026,0	1.026,0	3.500,0	3.500,0	36,0
Plâtre	Milliers de tonnes	84,0	62,0	350,0	325,0	40,0
Chaux	Milliers de tonnes	38,0	30,0	200,0	190,0	52,0
Briques et tuiles	Milliers de tonnes	618,0	503,0	2.000,0	1.900,0	35,0
Céramique carrelage	Milliers de mètres carrés	600,0	600,0	2.200,0	2.200,0	37,0
Céramique sanitaire	Milliers de tonnes	-	-	9,3	9,3	-
Carreaux ciment et granit	Milliers de mètres carrés	1.520,0	370,0	5.000,0	3.700,0	35,0
Amiante ciment	Milliers de tonnes	34,0	34,0	100,0	100,0	31,0
Agrégats	Milliers de tonnes	9.000,0	6.300,0	18.000,0	15.000,0	19,0
Céramique vaisselle	Milliers de tonnes	2,5	2,5	4,4	4,4	15,3
Verre creux	Milliers de tonnes	15,5	15,5	68,0	68,0	40,0
Verre plat	Milliers de tonnes	-	-	9,3	9,3	-

Objectifs de production pour les principaux produits industriels (cont.)

Produits	Unité	1973		1977		Taux de croissance 1973-1977
		Total	Dont public	Total	Dont public	
Alimentaires						
Farines et semoules ind.	Milliers de tonnes	1.207,0	1.207,0	1.700,0	1.700,0	8,8
Pâtes et couscous	Milliers de tonnes	43,0	43,0	80,0	80,0	15,9
Huiles raffinées	Milliers de tonnes	111,0	98,6	174,0	160,0	10,7
Savons et savonnettes	Milliers de tonnes	38,5	36,0	58,0	55,0	10,7
Conserves de fruits et légumes	Milliers de tonnes	30,0	18,0	72,0	57,0	25,0
Sucre raffiné et aggloméré	Milliers de tonnes	75,6	75,6	240,0	240,0	33,0
Margarine et graisse végétale	Milliers de tonnes	5,0	5,0	9,0	9,0	15,9
Tabac manufacturé	Milliers de tonnes	13,0	13,0	17,5	17,5	6,8
Eau minérale	Milliers de hectolitres	334,0	334,0	600,0	600,0	14,2
Boissons gazeuses	Milliers de hectolitres	1.100,0	70,0	1.300,0	230,0	2,5
Textiles						
Filés de coton	Milliers de tonnes	12,0	10,0	17,0	15,0	9,0
Filés de laine	Milliers de tonnes	6,0	2,0	11,8	5,0	18,4
Tissus tout genre pour habillement et ameublement	Milliers de mètres cubes	104,0	43,8	145,0	72,0	8,7
Tissus de jute	Milliers de mètres cubes	2,7	-	5,5	2,8	19,5
Chemises	Milliers de pièces	4.200	2.370	6.000	3.500	9,2
Vêtements de travail	Milliers de pièces	2.400	1.300	4.800	2.800	19,0
Costumes	Milliers de pièces	380	-	520	150	8,2
Couvertures industrielles	Millions de mètres carrés	4,8	3,6	6,0	4,7	5,8
Cuir et peaux						
Cuir à empeigne	Millions de pièces	27,5	20,0	52,5	45,0	17,5
Chaussures en cuir (dessous ou dessus)	Milliers de paires	10.500	2.000	15.000	3.800	8,8

Accroissements de la valeur ajoutée industrielle sauf hydrocarbures avec prix de référence du début 1974

(Millions de dinars algériens de 1973)

	Rappel valeur ajoutée 1973	Meilleure utilisation, capacité et productivité	Projets en cours	Projets nouveaux	Secteur privé	Total accroissements	Valeur ajoutée 1977	Taux de croissance moyen annuel
Mines	127	20	100	120	-	240	367	30,3
Electricité	364	68	100	-	-	168	532	10,0
Sidérurgie et première transformation des métaux	100	50	140	20	-	210	310	32,7
Construction mécanique et électrique	750	65	725	90	30	910	1.660	21,5
Chimie	410	90	250	100	70	510	920	22,0
Matériaux de construction	350	20	530	120	30	700	1.050	37,5
Alimentaires	1.066	145	253	155	80	633	1.699	12,4
Textiles	630	85	221	8	120	434	1.064	13,9
Cuir	165	26	60	10	30	126	291	16,0
Bois, papiers et diverses	305	60	315	112	48	535	840	29,5
Total sans hydrocarbures	4.267	629	2.694	735	408	4.466	8.733	19,6
Hydrocarbures y compris distribution et travaux publics pétroliers	7.600					24.400	32.000	
Dont hydrocarbures sans distribution et travaux publics pétroliers	(6.020)					(24.009)	(30.029)	
Total industries y compris hydrocarbures	11.876					28.866	40.733	

En termes réels, les hydrocarbures connaissent un taux de croissance de 8,5 pour cent (distribution et travaux pétroliers non compris) et 9,5 pour cent y compris ces deux départements, des taux sont radicalement différents pour les évaluations en prix courants.

Ainsi en termes réels (prix de 1973) l'ensemble de l'industrie enregistre un taux de croissance moyen annuel de 11 pour cent avec toute la branche des hydrocarbures.

Création d'emplois pour l'industrie

Branches	Rappel emploi 1973	Créations d'emplois			Total	Emplois 1977	Taux de croissance 1973-1977
		1974	1975	1976				1977
Hydrocarbures	35.700	9.000	8.900	5.700	30.700	66.400	16,7
Mines	12.862	138	300	300	1.138	14.000	2,2
Electricité	6.450	242	200	300	1.044	7.502	3,9
Sidérurgie et première transformation des métaux	13.469	1.031	2.500	1.000	5.531	19.000	9,0
Construction mécanique et électrique	34.100	1.900	5.000	8.000	19.700	53.800	12,1
Chimie	11.500	1.300	600	3.100	9.000	20.500	15,6
Matériaux de construction	16.206	4.364	4.700	2.200	16.544	32.750	20,0
Alimentaires	26.645	953	1.502	1.960	6.005	32.650	4,7
Textiles	31.961	739	2.300	1.700	8.964	40.925	6,4
Cuir	7.075	625	800	1.500	4.607	11.682	12,4
Bois, papiers, diverses	12.270	1.730	1.100	1.600	6.550	18.620	11,0
Total industrie	208.246	22.022	27.982	27.360	109.783	317.829	11,0
Estimation artisanat traditionnel et de service préindustriel	40.000	-	-	-	5.000	45.000	3,7

Principaux agrégats de l'industrie en 1977 avec prix de référence du début 1974
(Millions de dinars algériens de 1973)

Branches	Immobilisations nettes	Chiffres d'affaires production	Valeur ajoutée production	Emploi	Investissement public net 1977
Mines	1.600	610	367	14.000	360
Electricité	4.200	610	532	7.502	465
Sidérurgie et première transformation des métaux	7.500	1.200	310	19.000	2.155
Construction mécanique et électrique	7.000	3.290	1.660	53.800	2.100
Chimie	4.700	1.525	920	20.500	1.220
Matériaux de construction	4.610	1.805	1.050	32.750	1.205
Alimentaires	2.340	4.058	1.699	32.650	538
Textiles	2.162	2.212	1.064	40.925	537
Cuir et peaux	542	741	291	11.682	44
Bois, papiers, diverses	2.025	1.495	840	18.620	430
Total sans hydrocarbures	36.679	17.546	8.733	251.429	9.054
Part du secteur public (pourcentage)	97,0	82,0	80,0	73,5	-
Hydrocarbures (y compris distribution et travaux publics pétroliers)	29.000	37.700	32.000	66.400	5.550
Dont hydrocarbures sans distribution et travaux publics pétroliers	-	(31.810)	(30.029)	-	-
Total industrie avec toute la branche des hydrocarbures	65.679	55.246	40.733	317.829	14.604
Part du secteur public hydrocarbures compris (pourcentage)	96,0	82,0	80,5	77,7	-

4. Les branches

4.1. Hydrocarbures

Les objectifs fixés sont stratégiques:

- satisfaire encore plus que par le passé les besoins de financement du développement;
- répondre aux besoins en produits de base d'énergie pour l'ensemble des agents de l'économie nationale et particulièrement pour les ménages;
- mise en place de nouvelles réserves de pétrole et de gaz pour maintenir l'activité de production à un haut niveau.

Activité pétrole brut

Les réserves en 1973 étaient estimées à 1.200 millions de tonnes. Il est envisagé une recherche plus intensive (investissement de 300 à 500 millions de dollars).

La production s'accroîtra de +24 pour cent en 1977 par rapport à 1973.

Activité raffinage et GPL

Deux objectifs prioritaires:

- satisfaction totale des besoins nationaux en carburants, lubrifiants, bitumes, GPL et produits de base pétrochimiques;
- pénétration des marchés extérieurs dans le but de mieux valoriser les exportations de pétrole brut.

Investissements de 600 millions de dinars algériens pour le réseau de distribution.

Activité gaz

Deux objectifs fondamentaux:

- satisfaction des besoins sans cesse croissants du marché intérieur;
- maximisation de la valorisation de ressources naturelles en gaz sur les marchés extérieurs.

En 1977 par rapport à 1973 les besoins nationaux en gaz s'accroîtront de plus de 290 pour cent. Les capacités installées en GNL à l'horizon 1977 atteindront 21 milliards de mètres cubes en équivalent gaz. Compte tenu de cette

évolution l'hypothèse minimum de production de gaz laïcée
prévoir un accroissement de 330 pour cent.

Conclusion

Pour faire face aux besoins de financement de la branche hydrocarburee, il a été retenu pour l'entreprise SONATRACH un volume d'investissement double de la période précédente, plus de 30.000 emplois créée ce qui revient à multiplier par 2 les effectifs globaux.

Physionomie de la branche en 1973

	<u>SONATRACH</u>	<u>Estimation secteur privé</u>	<u>Total</u>
Chiffres d'affaires production	5.355	1.599	6.954
Valeur ajoutée production	4.609	1.415	6.024
Immobilisations nettes	10.400	2.000	12.400
Emploi			35.700
Investissement année 1973	2.500	-	2.500

Programmes d'investissement public
et objectifs d'investissement 1974-1977

	<u>Coût des programmes</u>	<u>Dépenses 1974-1977</u>
Dépenses qu'impliquent le reste à réaliser sur les projets en cours	10.875	4.275
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	8.154	15.225
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent au-delà de 1977	2.400	
Projets nouveaux de deuxième urgence	15.476	
Total	36.905	19.500

Physiologie de la branche en 1977

	<u>SONATRACH</u>	<u>Estimation secteur privé</u>	<u>Total branche</u>	<u>Taux de croissance 1973/1977</u>
Chiffres d'affaires production	25.110	6.700	31.810	46,2
Valeur ajoutée production	23.629	6.400	30.029	49,4
Immobilisations nettes	27.000	2.000	29.000	23,6
Emploi			44.700	5,7
Investissement net année 1977	5.550		5.550	22,0

Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée ne prennent pas en compte les activités services pétroliers et distribution de SONATRACH.

4.2. Mines

Il a été fixé pour cette branche les objectifs stratégiques suivants:

- assurer l'approvisionnement de l'industrie sidérurgique en quantité et qualité;
- atteindre une production suffisante pour permettre la naissance et le développement d'une métallurgie non ferreuse;
- développer les autres activités afin d'assurer un approvisionnement normal aux secteurs de l'économie;
- renforcer l'activité exportatrice en diversifiant la gamme des produits et leur destination;
- atteindre globalement une rentabilité suffisante pour participer davantage au financement de son développement ce qui entraîne:
 - développer l'activité fer;
 - développer l'activité des non-ferreux;
 - développer l'activité des substances utiles;
 - procéder à la fermeture des mines structurellement déficitaires en ayant le souci du réemploi;
 - poursuivre et accentuer l'effort de recherche.

Programmes d'investissement public
et objectifs d'investissement 1974-1977

(Millions de dinars algériens)

	<u>Coût des programmes</u>	<u>Dépenses 1974-1977</u>
Dépenses qu'impliquent le reste à réaliser sur les projets en cours	661	661
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	520	405
Projets nouveaux de deuxième urgence	245	34
Total	1.426	1.100

Objectifs d'exportation

<u>Produits</u>	<u>Unité</u>	<u>1977</u>
Minerai de fer	Milliers de tonnes	3.000
Concentré de plomb	Milliers de tonnes	10
Concentré de cuivre	Tonnes	800
Mercure	Milliers de bouteilles	25
Phosphate	Milliers de tonnes	500
Sel	Milliers de tonnes	40
Baryte	Milliers de tonnes	40

Physionomie de la branche

<u>Agrégats</u>	<u>1973</u>	<u>1977</u>	<u>Taux de croissance 1973/1977</u>
Chiffres d'affaires production (millions de dinars algériens)	250	610	25,0
Valeur ajoutée production (millions de dinars algériens)	127	367	30,3
Emploi (nombre)	12.862	14.000	2,2
Investissement (millions de dinars algériens)	157	360	

4.3. Electricité

La branche doit satisfaire la demande nationale en énergie électrique et en gas, et la mise à la disposition des populations d'une forme d'énergie moderne et bon marché.

Electricité

L'évolution de la demande doit atteindre en 1980 le niveau de pays moyennement développés en 1969.

Gas

La consommation de gas sera multipliée par 2 pour les usagers domestiques et 3,5 pour les clients industriels.

Evolution de la branche

Alors que la production électrique croît de 20 pour cent par an et le gas de 27 pour cent, la valeur ajoutée de ce secteur croît à un taux de 11 pour cent (baisse du prix de vente).

Malgré cette baisse des prix moyens, la gestion financière de SONEGAS sera équilibrée par:

- une meilleure productivité;
- un plan de financement avantageux.

Plus d'un million d'emplois seront créés, ce qui portera la productivité par emploi de 56.369 dinars algériens à 70.915 dinars algériens.

Programmes d'investissement public
et objectifs d'investissement 1974-1977

	<u>Coût des programmes</u>	<u>Dépenses 1974-1977</u>
Dépenses qu'impliquent les restes à réaliser sur les projets en cours	352	352
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	1.061	1.173
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent au-delà de 1977	351	
Projets nouveaux de deuxième urgence	280	
Total	<u>2.044</u>	<u>1.525</u>

Physionomie de la branche en 1973

	<u>SONELGAZ</u>		<u>Total branches</u>
	<u>Electricité</u>	<u>Gas</u>	
Chiffres d'affaires production	352,6	48,7	401,3
Valeur ajoutés production	325,0	39,0	364,0
Immobilisations nettes	-	-	3.120,0
Emploi	-	-	6.458
Investissement net année 1973	-	-	257,0

Physionomie de la branche en 1977

	<u>SONELGAZ</u>		<u>Total</u>	<u>Taux de croissance 1973/1977</u>
	<u>Electricité</u>	<u>Gas</u>	<u>branche</u>	
Chiffres d'affaires production	507,6	102,5	610,1	11,1
Valeur ajoutés production	450,0	82,0	532,0	9,9
Immobilisations nettes	-	-	4.200,0	7,6
Emploi	-	-	7.520,0	3,8
Investissement net année 1977	-	-	465	15,9

4.4. Sidérurgie et première transformation des métaux

Le développement de la branche doit se faire selon les trois orientations suivantes:

- valorisation des richesses naturelles du pays;
- couverture d'une gamme essentielle des produits de la sidérurgie;
- production des non-ferreux.

**Programme d'investissement public
et objective d'investissement 1974-1977**

(Millions de dinars algériens)

	<u>Coût des programmes</u>	<u>Dépenses 1974-1977</u>
Dépenses qu'impliquent le reste à réaliser sur les projets en cours	1.834	1.834
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	1.035	4.031
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent au-delà de 1977	3.710	
Projets nouveaux de deuxième urgence	3.157	
Total	9.736	5.865

Physionomie de la branche

	<u>1973</u>	<u>1977</u>	<u>Taux de croissance 1973/1973</u>
Chiffres d'affaires production (millions de dinars algériens)	530	1.200	15,4
Valeur ajoutée production (millions de dinars algériens)	100	310	32,7
Immobilisations nettes (millions de dinars algériens)	2.540	7.500	31,0
Investissement (millions de dinars algériens)	13.400	19.000	9,0
Emploi (nombre)	862	2.155	25,7

4.5. Constructions mécaniques et électriques

La physionomie de la branche en 1973 se présentait comme suit:

Millions de dinars algériens

<u>Aggrégats</u>	Chiffres d'affaires		Valeur ajoutée production	Immobilisations nettes	Emploi	Investissement 1973
	production	production				
SN Métal	300	170			8.000	
SOMACOME	600	250			9.250	
SOMELEC	210	100			4.000	
Autres publics	60	30			850	
Total publics	1.170	550			22.100	826
Estimation secteur privé	500	200			12.000	
Total branche	1.670	750		1.700	34.100	

Orientations de la branche

La branche doit se développer autour des deux axes suivants:

- mettre à la disposition de l'industrie nationale en particulier et de l'économie en général une part importante de biens d'équipement;
- mettre à la disposition des consommateurs le maximum de produits adaptés à ces besoins et à son pouvoir d'achat.

Cela entraîne:

- création d'ensembles industriels capables de réaliser la fabrication de produits en leur assurant un taux d'intégration élevé;
- en complément à ces ensembles développer la sous-traitance afin d'élargir le taux d'intégration national;
- choisir les techniques les plus efficaces.

Programme d'investissement public
et objectifs d'investissement 1974-1977

(Millions de dinars algériens)

	<u>Coût des programmes</u>	<u>Dépenses 1974-1977</u>
Dépenses qu'impliquent le reste à réaliser sur les projets en cours	1.868	1.868
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	1.652	4.370
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent au-delà de 1977	4.880	
Projets nouveaux de deuxième urgence	4.185	
Total	<u>12.585</u>	<u>6.238</u>

Renouvellement du secteur public
(Millions de dinars algériens)

SN Métal	15
SONELEC	30
Autres	5
Total	<u>50</u>

Objectifs de production

L'année terminale du plan (1977) présentera un éventail de produits beaucoup plus important qu'en 1973. Compte tenu des délais de maturation très longs qui caractérise ces industries, l'incidence des projets nouveaux sur la production dans la période sera moins importante que pour les autres activités industrielles.

Physionomie de la branche en 1977

<u>Agrégats</u>	<u>Rappel</u> <u>branche</u> <u>1973</u>	<u>SN M&tal</u>	<u>SONACOME</u>	<u>SONELEC</u>	<u>Autres</u> <u>Publics</u>	<u>Estimation</u> <u>du privé</u>	<u>Total</u> <u>branches</u>	<u>Taux de</u> <u>croissance</u>
Chiffres d'affaires production	1.670	690	1.200	440	260	700	3.390	18
Valeur ajoutée production	750	410	670	220	130	230	1.660	22
Emploi	34.100	11.000	16.750	8.000	3.050	15.000	53.800	12
Investissement année 1977 (public)	826						2.100	27

4.6. Chimie

Les objectifs fondamentaux durant la période sont les suivants:

- satisfaction des besoins;
- valorisation des ressources;
- amorçage de nouvelles étapes de valorisation par la poursuite des filières technologiques entamées en 1970 - 1973 et en 1974 - 1977 dans la branche hydrocarbonée.

Engrais

En 1977 la capacité installée d'engrais azotés quintuplera par rapport à 1973. Il est prévu la construction de quatre nouvelles unités de nitrates d'ammonium, de deux nouvelles unités d'ammoniac. La production d'engrais phosphatés sera complètement absorbée avant l'achèvement de ce plan.

Dans l'ensemble la consommation nationale d'engrais doublera au minimum en 1977 par rapport à 1973. Il est décidé une politique de bas prix de l'engrais.

Matières plastiques

A la fin de la période, la fabrication de polymères plastiques permettra de ravitailler la sous-branche de la transformation en produite à la fois très rare et très chère sur les marchés extérieurs. La transformation d'éthylène donnera naissance à une trentaine d'unités. Dès 1976 il sera fabriqué des résines synthétiques.

Développement de la pétrochimie

A partir de l'éthane et de l'éthylène se développera la filière des plastiques. La réalisation de la raffinerie pétrochimique permettra une transformation des aromatiques tels que benzène, xylène, toluène.

Le but est de jeter les grandes bases de la chimie moderne avant 1980, par la transformation nationale des plastiques, intégrés au maximum aux textiles et pneumatiques.

Autres activités chimiques

- réalisation d'une unité de produits sodiques;
- le déficit en détergents sera résorbé en 1978 avec l'achèvement d'une nouvelle unité d'un module près de 5 fois plus élevé que ceux existants;
- importants unités de peintures;
- production d'explosifs;
- fabrication de pneumatiques étendus
- fabrication de gaz industriels;
- fabrication de produits pharmaceutiques.

Conclusion (avant tableaux)

En 1977 par rapport à 1973 la branche chimie enregistrera un taux de croissance de +125 pour cent. Les emplois créés en 1977 seront de l'ordre de +9.000, soit un accroissement minimum de +85 pour cent.

Programmes d'investissement public
et objectifs d'investissement 1974-1977

	<u>Coût des programmes</u>	<u>Dépenses 1974-1977</u>
Dépenses qu'impliquent la reste à réaliser sur les projets en cours	1.371	1.371
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	740	2.629
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent au-delà de 1977	2.597	
Projets nouveaux de deuxième urgence	1.504	
Total	<u>6.212</u>	<u>4.000</u>

Physiologie de la branche en 1973

<u>Agrégats</u>	Secteur public		Estimation		Total branche
	<u>SOMATRACH</u>	<u>SNIC</u>	Autres publics	secteur privé	
Chiffres d'affaires production	270	200	130	250	850
Valeur ajoutée production	130	110	60	110	410
Immobilisations nettes					1.050
Emploi	2.200	2.300	1.750	5.250	11.500
Investissement année 1973	248	5	13	14	280

Physiologie de la branche en 1977

<u>Agrégats</u>	Secteur public		Estimation		Total branche	Taux de croissance 1973/1977
	<u>SOMATRACH</u>	<u>SNIC</u>	Autres publics	secteur privé		
Chiffres d'affaires production	670	240	290	325	1.525	15,7
Valeur ajoutée production	465	135	160	160	920	22,3
Immobilisations nettes					4.700	45,4
Emploi	7.500	2.500	3.500	7.000	20.500	15,5
Investissement net année 1977	1.000	200	20	20	1.240	

4.7. Matériaux de construction - céramique, verre

Ne figurent pas dans cette branche les matériaux de construction à base de métal et de bois (traités dans les rapports des branches "constructions métalliques" et "industries diverses").

Principales entreprises de la branche

- SNMC - leader de la branche avec 64 usines;
- SNIC - département verre avec 2 usines.

Situation de la branche à l'année de base 1973
(Millions de dinars algériens)

<u>Agrégats</u>	Secteur public		Estimation secteur privé	Total branche
	<u>SNMC</u>	<u>SNIC</u> Autres publics		
Chiffres d'affaires production	341,0	31,0	158	630
Valeur ajoutée production	164,5	23,5	95	350
Immobilisations nettes	644,0	65,0	200	1.069
Emploi	10.696	1.610	3.000	16.206
Investissement de l'année 1973	489,0	35,0	10	574

Les axes principaux de développement de la branche

Elle se développera selon deux axes principaux:

- satisfaire tous les besoins de l'économie nationale en matériaux de construction, céramique et verre;
- servir la politique de décentralisation industrielle.

Il est prévu toutefois que la production nationale restera en retrait des besoins nationaux.

Analyses des grands produits

Ciment: Le pays restera importateur pour des quantités importantes. Déficit voisin de 6 millions de tonnes. A l'horizon de 1980 la consommation dépassera 400 kg par habitant (France 490 kg en 1968).

Produits rouges: déficit en 1975 de 130.000 tonnes

Plâtre et chaux: couverture des besoins en 1980

Céramiques: déficit important prévu

Verres: couverture des besoins

Agrégats et produits de carrière: besoins couverts.

Programmes d'investissement public
et objectifs d'investissement 1974-1977

(Millions de dinars algériens)

	<u>Coût des Dépenses programmes 1974-1977</u>	
Dépenses qu'impliquent le reste à réaliser sur les projets en cours	1.642	1.596
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	2.485	} 2.504
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent au-delà de 1977	798	
Projets nouveaux de deuxième urgence	1.252	
Total	6.177	4.100

Renouvellement du secteur public

SNMC	57
SNIC (verre)	10
Autres entreprises	8
Total	<u>75</u>

Résultats attendus

Croissance de la production rapide.

L'entreprise publique SNMC jouera un rôle fondamental dans l'augmentation de la valeur ajoutée. Les principaux produits connaîtront des taux de croissance supérieurs à 35 pour cent l'an, la production de ciment sera multipliée par plus de 3.

L'emploi connaîtra une progression importante.

L'objectif de création de nouveaux postes de travail est fixé à plus de 16.500; taux de croissance moyen annuel de 20 pour cent.

Physiologie de la branche en 1977
(Millions de dinars algériens de 1973)

<u>Agrégats</u>	<u>Secteur public</u>			<u>Estimation secteur privé</u>	<u>Total branche</u>	<u>Taux de croissance 1973/1977</u>
	<u>SNMC</u>	<u>SNIC</u>	<u>Autres publics</u>			
Chiffres d'affaires production	1.220	110	275	200	1.805	30,0
Valeur ajoutée production	707	68	150	125	1.050	31,7
Immobilisations nettes	3.950	200	240	220	4.610	44,1
Emploi	20.100	2.450	6.900	3.300	32.750	19,2
Investissement année 1977	1.137	25	43	12	1.217	21,0

4.8. Industries alimentaires

Principales entreprises publiques de la branche:

- SN SEMPAC
- SOGEDIA
- SFTA
- SNEMA

Physionomie de la branche en 1973

<u>Agrégats</u>	<u>Secteur public</u>				<u>Autres publics</u>	<u>Estimation secteur privé</u>	<u>Total branche</u>
	<u>SN SEMPAC</u>	<u>SOGEDIA</u>	<u>SFTA</u>	<u>SNEMA</u>			
Chiffres d'affaires production	1.103,9	128,7	572,0	25,3	48	700	2.577,9
Valeur ajoutée production	238,0	64,6	406,3	14,0	15	248	1.065,9
Immobilisations nettes	392,0	328,8	39,6	37,7	16	270	1.084,1
Emploi	10.928	3.942	3.189	666	500	7.480	26.645
Investissement année 1973						8	188,0

Les politiques de la branche

- satisfaire les besoins de première nécessité en produits alimentaires;
- valoriser la production agricole;
- transformation des céréales;
- satisfaire la demande en corps gras;
- rentabilisation de l'industrie sucrière;
- promouvoir l'industrie de la conserverie des fruits et légumes.

Programmes d'investissement public
et objectifs d'investissement 1974-1977

(Millions de dinars algériens)

	<u>Coût des Dépenses programmes 1974-1977</u>	
Dépenses qu'impliquent le reste à réaliser sur les projets en cours	442	442
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	833	} 1.028
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent au-delà de 1977	731	
Projets nouveaux de deuxième urgence	668	
Total	<u>2.232</u>	<u>1.470</u>

Renouvellement du secteur public

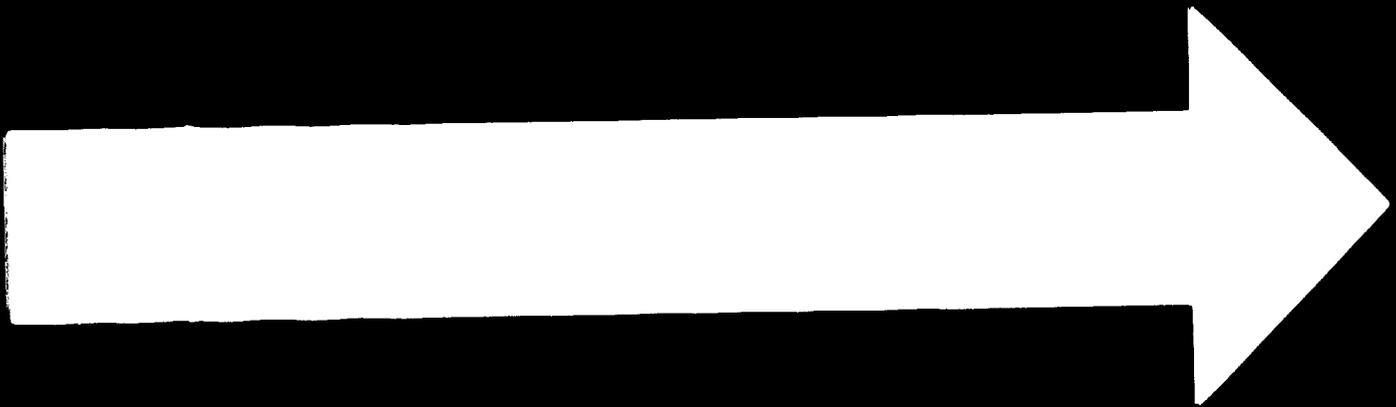
SN SEMPAC	32
SOGEDIA	23
SNTA	3
SN EMA	2
Autres publiques	5
Total	<u>65</u>

Résultats attendus

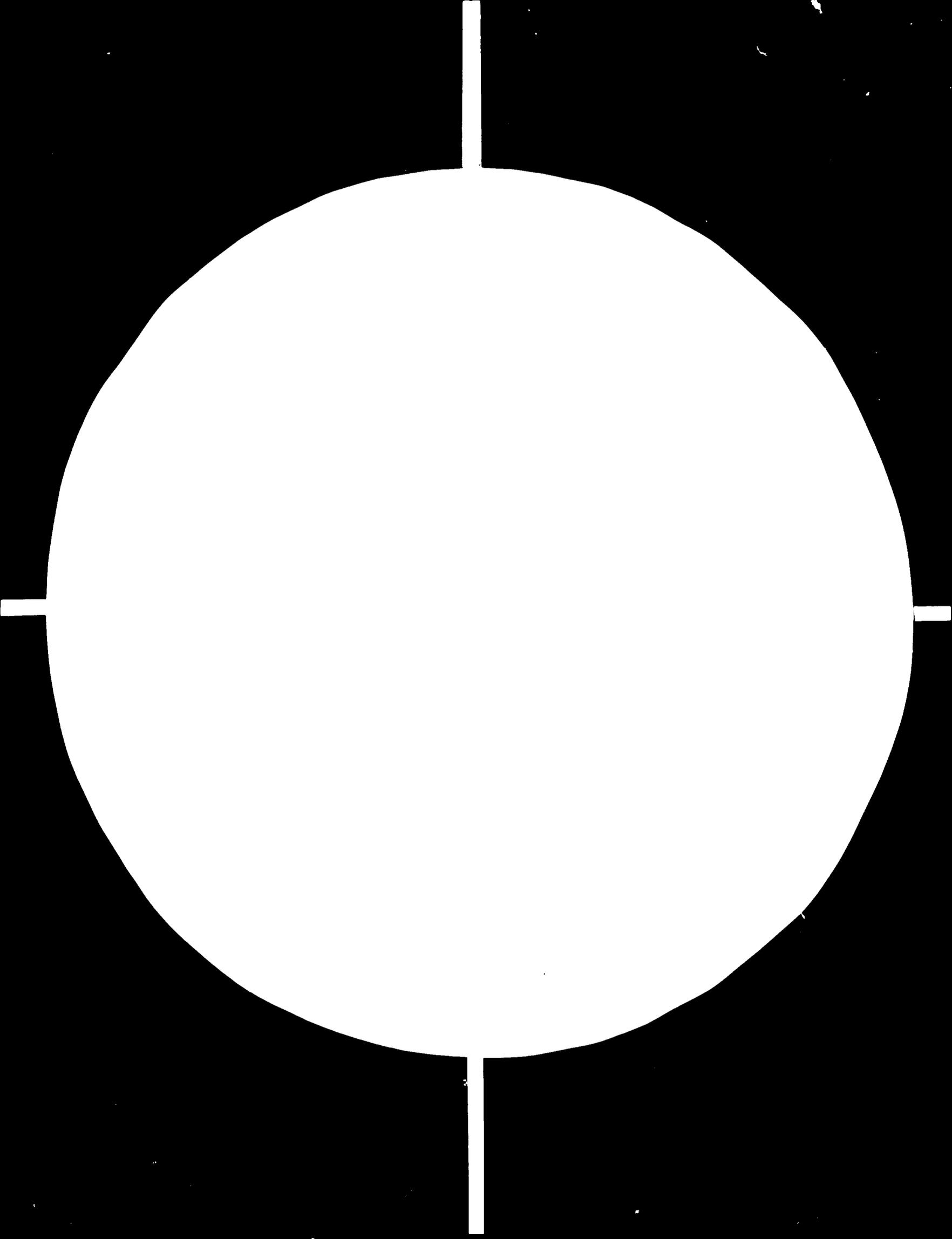
L'expansion de la branche sera moyenne. Sa valeur ajoutée évoluera au taux de croissance moyen de 12 pour cent. La part du secteur public connaîtra une augmentation très faible en passant de 76 pour cent en 1973 à 80 pour cent en 1977 (valeur ajoutée).

Il sera créé plus de 6.000 nouveaux postes de travail dont 5.000 par le secteur public.

G-370



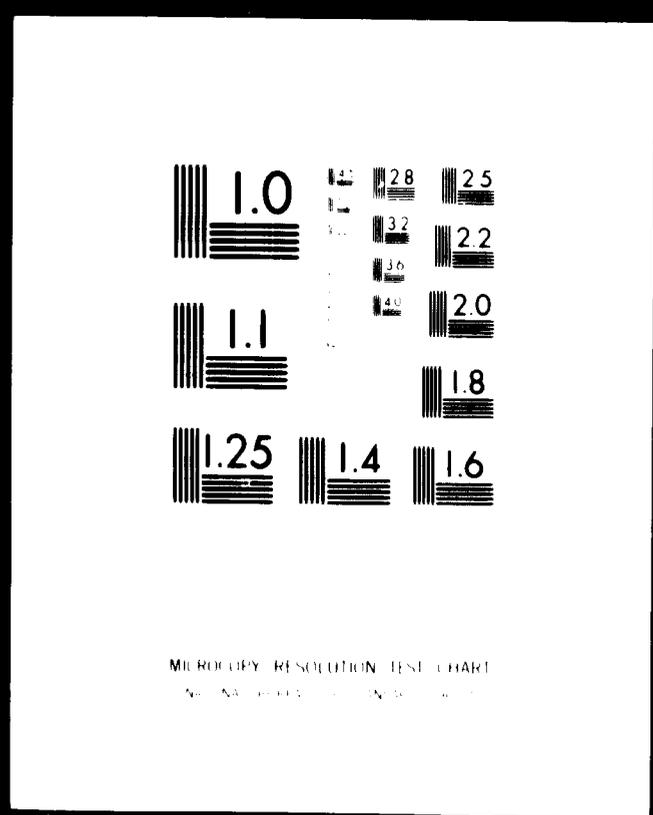
77. 11 . 01



3 OF 3

07150

F



24x

A

MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART
National Bureau of Standards

Physionomie de la branche en 1977

<u>Agrégats</u>	<u>Rappel 1973</u>	<u>Secteur public</u>	<u>Estimation secteur privé</u>	<u>Total branche</u>	<u>Taux de croissance 1973-1977</u>
Chiffres d'affaires production	2.577,9	3.118	940	4.058	12,1
Valeur ajoutée production	842,7	1.370	328	1.698	19,1
Immobilisations nettes	841,1	2.042	300	2.342	29,1
Emploi	26.645	24.170	8.480	32.650	5,3
Investissement années 1973 et 1977	196,0	540	12	560	32,1

4.9. Industries textiles

Physionomie de la branche en 1973
(Millions de dinars algériens)

<u>Agrégats</u>	<u>Secteur public SONITEX</u>	<u>Secteur public Autres</u>	<u>Secteur privé</u>	<u>Total</u>
Chiffres d'affaires production	324,2	32	1.070	1.426,2
Valeur ajoutée production	188,5	13	430	631,5
Immobilisations nettes	522,3	22	340	884,3
Emploi	11.761	200	20.000	31.961
Investissement année 1973	167,0	-	120	187,0

Outre la satisfaction des besoins, il est demandé aux responsables des industries textiles d'effectuer les mutations technologiques nécessaires.

Programmes d'investissement public
et objectifs d'investissement 1974-1977

(Millions de dinars algériens)

	<u>Coût des programmes</u>	<u>Dépenses 1974-1977</u>
Dépenses qu'impliquent le reste à réaliser sur les projets en cours	601	601
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	229	229
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent au-delà de 1977	995	550
Projets nouveaux de deuxième urgence	730	95
Total	<u>1.954</u>	<u>1.420</u>

Renouvellement du secteur public
1974-1977

SONITEX	63
Autres publiques	<u>7</u>
Total	70

Résultats attendus

Production: La valeur ajoutée évoluera au taux de croissance moyen annuel supérieur à 12 pour cent.

L'emploi: Il sera créé au cours de la période 1974-1977 près de 9.000 nouveaux postes de travail dont 7.000 pour le secteur public.

Physionomie de la branche en 1977
(Millions de dinars algériens de 1973)

<u>Agrégats</u>	<u>SONITEX</u>	<u>Autres publics</u>	<u>Secteur privé</u>	<u>Total branche</u>	<u>Taux de croissance</u>
Chiffres d'affaires production	800	42	1.370	2.212	11,7
Valeur ajoutée production	497	17	550	1.064	14,0
Immobilisations nettes	1.735	27	400	2.162	25,0
Emploi	18.725	200	22.000	40.925	6,5
Investissement année 1977	557	3	23	583	10,9

4.10. Industries de cuirs et peaux

Physionomie de la branche en 1973

<u>Agrégats</u>	<u>SONIPEC</u>	<u>Autres publics</u>	<u>Secteur privé</u>	<u>Total branche</u>
Chiffres d'affaires production	102,0	12	280	394
Valeur ajoutée production	50,0	5	110	165
Immobilisations nettes	180,9	12	260	452
Emploi	2.425	150	4.500	7.075
Investissement année 1973	18,0	-	-	18

Politiques de la branche

- Comme pour toutes les branches satisfaire les besoins de consommation;
- servir la politique de décentralisation.

Programmes d'investissement public
et objectifs d'investissement 1974-1977

(Millions de dinars algériens)

	<u>Coût des programmes</u>	<u>Dépenses 1974-1977</u>
Dépenses qu'impliquent le reste à réaliser sur les projets en cours	33	33
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	36	19
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent au-delà de 1977	219	83
Projets nouveaux de deuxième urgence	45	35
Renouvellement du secteur public		
SONIPEC	27	27
Autres publiques	3	3
	<hr/>	<hr/>
Total (y compris renouvellement)	363	200

Résultats attendus

Production: La valeur ajoutée évoluera au taux de croissance moyen annuel supérieur à 15 pour cent. La part du secteur public connaîtra une importante augmentation en passant de 33 pour cent en 1973 à plus de 51 pour cent en 1977 (valeur ajoutée).

Emploi: Il sera créé au cours de la période 1974-1977 4.607 nouveaux postes de travail dont 2.107 pour le secteur public.

Physiologie de la branche en 1977
(Millions de dinars algériens)

<u>Agrégats</u>	<u>Rappel 1973</u>	<u>SONIPEC</u>	<u>Autres publics</u>	<u>Estimation secteur privé</u>	<u>Total branche</u>	<u>Taux de croissance 1973-1977</u>
Chiffres d'affaires production	394	266	25	350	641	12,9
Valeur ajoutée production	165	141	10	140	291	15,2
Immobilisations nettes	452	300	12	230	542	4,5
Emploi	7.075	4.532	150	7.000	11.682	13,4
Investissement années 1973 et 1977	18	53	1	10	64	

4.11. Bois, papiers, industries diverses

Il y a beaucoup d'activités dans cette branche, notamment celles ne figurant pas dans les autres: tabletterie, fabrication de jouets, bijouterie industrielle, etc.

Situation de la branche à l'année de base 1973

(Millions de dinars algériens)

<u>Agrégats</u>	<u>Secteur public</u>			<u>Estimation</u>	<u>Total</u> <u>branche</u>
	<u>SNLB</u>	<u>SONIC</u>	<u>Autres</u> <u>publics</u>	<u>secteur</u> <u>privé</u>	
Chiffres d'affaires production	131	58	60,0	300	549,0
Valeur ajoutée production	80	33	31,5	160	304,5
Immobilisations nettes	50	510	18,0	95	673,0
Emploi	4.669	3.600	1.000	3.000	12.269
Investissement net de l'année 1973	18	140	47,0	10	215,0

Axes principaux du développement de la branche

C'est une branche de soutien qui implique des orientations variées.

Satisfaction par la production nationale de tous les besoins liés au bâtiment et ameublement.

Satisfaction de l'essentiel de la demande en papier.

Programmes d'investissement public
et objectifs d'investissement 1974-1977

(Millions de dinars algériens)

	<u>Coût des programmes</u>	<u>Dépenses 1974-1977</u>
Dépenses qu'impliquent le reste à réaliser sur les projets en cours	729	729
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent dans le plan	560	931
Projets nouveaux de première urgence qui s'achèvent au-delà de 1977	1.098	
Projets nouveaux de deuxième urgence	870	
Total	<u>3.257</u>	<u>1.660</u>

Renouvellement du secteur public

SNLB	13
SONIC	50
Autres publiques	<u>7</u>
Total	<u>70</u>

Résultats attendus

Production: La valeur ajoutée évoluera au taux de croissance annuel de près de 30 pour cent. Le secteur public sera prépondérant, avec une valeur ajoutée supérieure à 75 pour cent, soit 12 pour cent d'augmentation par rapport à 1973.

L'emploi: Le développement de la branche induira la création de 6.500 nouveaux postes de travail.

Physionomie de la branche en 1977
(Millions de dinars algériens)

<u>Agrégats</u>	Secteur public		Estimation secteur privé	Total branche	Taux de croissance 1973/1977
	<u>SNLB</u>	<u>SONIC</u> Autres publics			
Chiffres d'affaires production	500	340	400	1.495	29,4
Valeur ajoutée production	315	184	208	840	29,5
Immobilisations nettes	730	1.070	150	2.025	31,6
Emploi	7.130	5.390	3.700	18.620	10,9
Investissement de l'année 1977	208	176	15	445	

4.12. Tourisme

Nous nous contenterons d'indiquer que les investissements prévus sont de 1.500 millions de dinars algériens pour la période 1974-1977 et que le programme retenu hors période est d'un montant de 2.037 millions de dinars algériens. L'emploi aura une très forte progression puisque de 6.797 en 1973 il passera à 28.700 en 1977.

4.13. Pêches

C'est un secteur qui a été assez négligé et n'a jamais atteint les objectifs fixés. Les investissements prévus pour 1974-1977 ont été fixés à 115 millions de dinars algériens. La production devrait progresser de 48 pour cent entre 1973 et 1977; l'emploi de 1.051 personnes dont 105 cadres.

Conclusions sur le deuxième plan quadriennal

Nous n'avons pas examiné les infrastructures, l'éducation et les autres secteurs de l'économie, nous nous sommes concentrés sur l'industrie.

Durant le premier plan quadriennal, le total des investissements a été fixé à 12.400 millions de dinars algériens avec 51 pour cent pour les hydrocarbures et la sidérurgie. Le deuxième plan quadriennal fixe les investissements à 48.000 millions de dinars algériens ce qui est considérable, avec 53 pour cent pour les hydrocarbures et la sidérurgie.

Les mines sont en retrait par rapport aux périodes précédentes, car même si en valeur absolue les investissements sont supérieurs au premier plan quadriennal, cette branche qui permet de créer des devises se définit peu à peu comme l'approvisionneur de l'industrie sidérurgique.

Les investissements pour la branche électricité doublent (en valeur absolue) par rapport à la période précédente.

Un effort important est demandé à la branche des constructions mécaniques et électriques, puisque les investissements (en valeur absolue) seront près de cinq fois supérieurs. C'était une nécessité car ce secteur très important pour l'économie nationale n'avait pas encore donné des résultats satisfaisants.

Une autre branche où les investissements seront très importants est celle de la chimie, ils seront huit fois supérieurs (au premier plan quadriennal), et des projets d'envergure internationale sont programmés. Ce sera très certainement une des industries qui aura les meilleurs résultats dans les années à venir.

Compte tenu des programmes de logements, et de leurs retards dans les périodes précédentes, la branche matériaux de construction devrait atteindre les niveaux qui auraient dû être les siens durant le premier plan quadriennal. C'est un secteur qui dépend souvent de la "santé" des autres, toutefois il manque encore trop de matériaux fabriqués dans le pays, à terme cette branche ne devrait plus être tributaire des importations.

Les industries alimentaires évoluent sensiblement comme le secteur agricole. Durant le deuxième plan quadriennal la réforme agraire va faciliter une meilleure production et donc des unités de conserverie qui font encore gravement défaut à l'Algérie.

Outre le montant des investissements, la qualité des projets montre la maturité des responsables du plan. En effet, chaque secteur industriel est bien délimité et beaucoup plus facile à suivre, donc à surveiller, que par le passé.

L'évolution, en quantité et qualité, des plans est très nette depuis 1967. Ce dernier plan devrait quant aux réalisations être assez près des prévisions, et c'est un des buts recherchés qui conduit à la réussite d'un bon plan. C'est pourquoi nous pouvons considérer que l'Algérie est arrivée à mettre sur pied une planification à la hauteur de l'industrialisation du pays.

V. REEXAMEN DES MOYENS MIS EN OEUVRE POUR L'INDUSTRIALISATION

Nous avons examiné le plan de Constantine (d'avant l'indépendance), le plan triennal, et les deux plans quadriennaux. On pourrait penser que l'ensemble des plan algériens sont copiés sur le plan de Constantine.

Les grands projets sont presque identiques, on trouve les complexes industriels d'Annaba, d'Arzew dans les deux modèles (français et algérien), mais quelque soit le mode choisi, pouvait-on déterminer autre chose que quatre axes de pénétration: Alger, Oran, Bejaïa et Annaba? On peut s'interroger sur l'intérêt immédiat de créer de grandes unités, ce sera l'objet de notre conclusion, mais une fois cette décision prise, devant quelles possibilités se trouvait l'Algérie? Il existait un sous-sol (qui pratiquement venait de naître pour certaines ressources), nous citerons évidemment le pétrole et le gaz, mais aussi le minerai de fer, le phosphate, les minerais non-ferreux.

Il est donc intéressant de voir si ce sont les mêmes moyens qui ont été choisis pour industrialiser l'Algérie.

Dans le plan de Constantine, le sous-sol appartenait à des groupes internationaux. Ceux-ci étaient chargés d'extraire au maximum, nous voulons dire par là que les industriels cherchaient à rentabiliser au plus vite l'ensemble des ressources de l'Algérie, le pétrole, le gaz, le minerai de fer et les phosphates. Bien que le plan de Constantine prévît "que les ressources naturelles de l'Algérie et du Sahara soient aussi rapidement et aussi largement que possible transformées sur place", il s'agissait bien souvent que d'une première transformation. Il n'est pas illogique de ne voir dans les moyens mis en place dans le plan qu'une industrialisation tournée vers la métropole. Alger n'est guère plus éloigné de Marseille que celle-ci l'est de Paris. Beaucoup d'économistes s'accordent aujourd'hui à ne voir dans le projet sidérurgique de Fos, qu'une conséquence de l'indépendance de l'Algérie.

Il était prévisible que l'ensemble de la production soit "exporté" vers la métropole pour être traité par des industries manufacturées. Ce raisonnement est identique en ce qui concerne les engrais, prévisions 15.000 tonnes par an.

Des spécialistes, allant beaucoup plus loin, affirment que la plupart des grandes industries prévues étaient polluantes et qu'il était "intéressant" d'effectuer les traitements de première transformation sur place, c'est le cas du projet d'alumine importé.

Quels moyens le plan de Constantine avait-il choisi pour atteindre un de ses buts fondamentaux à savoir "la promotion humaine". Il était prévu des investissements de formation importants, mais comment renverser cette tendance, qui faisait que la population européenne était formée trois fois plus que la population algérienne, ceci d'ailleurs apparaissait au niveau des cadres et employés qui n'étaient que pour 30 pour cent algériens. Il était donc obligatoire que le revenu moyen par habitant, qui était prévu d'augmenter de 34 pour cent en 5 ans, soit inégalement réparti entre les deux populations.

Ceci aurait-il malgré tout empêché l'Algérie de s'industrialiser (dans une période de calme) sans doute que non si l'on considère que les unités prévues dépassaient le cadre interne du pays et que les objectifs des industries de transformation étaient très importants.

Le plan de Constantine avait choisi de multiplier la production des industries de cuir et de la chaussure par 4,5, celle des industries textiles par 6,5. Le but était de créer rapidement des emplois, ces deux industries étant beaucoup demandeuses de main d'oeuvre, ce qui obligeait d'importer des matières premières dont l'Algérie aurait dû elle-même produire en nombre suffisant. Mais pratiquement, tous les pays développent d'abord ces branches, d'autant plus quand ils veulent implanter une industrie lourde. Toutefois on ne remettait nullement en cause la répartition des postes de responsabilité. Tôt ou tard l'Algérie aurait buté devant ce problème.

Il était, par exemple, prévu un développement de l'industrie alimentaire, dont l'approvisionnement dépend du secteur agricole. On peut regretter que peu de dépenses étaient affectées à la formation de techniciens agricoles, alors qu'elle était pratiquement nulle pour les algériens.

Pourtant, ceci aurait pu faire partie de faiblesses d'un plan, corrigé lors de l'établissement du suivant. Ce n'est pas à ce niveau que se situe l'échec obligatoire prévisible du plan de Constantine. Il s'appuyait sur le capitalisme pour industrialiser l'Algérie. L'autofinancement privé représentait près de 20 pour cent des investissements, le secteur bancaire plus de 10 pour cent, le marché financier et les établissements financiers 10 pour cent, alors que l'administration algérienne ne figurait que pour 4 pour cent. A terme, ceci aurait pu donner un certain développement industriel, mais où les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres auraient été très nettement supérieures à la métropole. De plus, nous avons déjà dit que le plan de Constantine était un plan qui ne tenait pas assez compte de la réalité algérienne, il était improbable qu'un autre contrôle se fasse pour favoriser plus rapidement les populations dont le niveau de revenu était le plus faible. Reposant sur le développement des industries privées, il ne pouvait se créer les moyens nécessaires à l'industrialisation pendant une période trouble.

Le retard accumulé par l'Algérie supposait des contrôles très stricts pour empêcher les grandes industries privées (dont un des buts est de faire le maximum de bénéfice) d'investir leurs capitaux dans les industries à haute rentabilité. Il n'était pas donné les moyens d'empêcher cette tendance normale quand on se place dans un contexte de la libre entreprise.

La libre entreprise ne se développe que dans un contexte de grande stabilité, ce qui n'était pas du tout le cas en Algérie. L'industrialisation n'eut pas lieu; les capitalistes français, craignant pour l'avenir, n'ont pas investi, et les petits

entrepreneurs locaux ont conservé leur traditionnel comportement malthusien. En 1961 le mouvement d'industrialisation n'avait pas commencé, mais on assistait au contraire à un flux de désinvestissements du fait de l'exportation de plus de 85 pour cent de l'épargne contre 26 pour cent en 1954 (source J.C. Martens).

Au moment de l'indépendance de l'Algérie, ou du moins après quelques années, il eut été possible de s'inspirer globalement du plan de Constantine, la paix étant revenue. Mais alors quelles différences entre les modes français et algérien de développement existe-t-il?

Pratiquement tous les plans, et ceux de l'Algérie n'y font pas défaut, ont pour but:

- satisfaire les besoins de la population avec l'élévation du niveau de vie;
- créations d'emplois;
- élévation du niveau culturel.

Seuls les moyens diffèrent.

Le plan de Constantine est parti du principe que les structures existantes permettaient ces développements. Les plans algériens au contraire avaient comme premiers objectifs de mettre en place les structures adéquates, sans quoi pensaient-ils on pouvait avoir une croissance sans développement.

C'est pourquoi avant la publication du premier plan triennal 1967-1969, le gouvernement algérien a pris un certain nombre de décisions. Rappelons-les brièvement:

- nationalisations:
 - sociétés minières et compagnies d'assurances étrangères;
 - contrôles du raffinage et de la distribution de quatorze compagnies pétrolières étrangères;
 - quatre sociétés sidérurgiques;
- réforme communale pour favoriser la décentralisation;
- création de sociétés nationales;
- nouveau code des investissements;
- Etatisation et réorganisation du secteur bancaire;
- réorganisation des échanges extérieurs.

Ce n'est qu'avec ces éléments que l'Algérie reprit les projets prévus par le plan de Constantine à savoir:

- l'aciérie d'Annaba;
- pétrochimie et engrais d'Alger et d'Arzew;
- le combinat textile de Tizi-Ouzou.

Des choix fondamentaux furent retenus. La priorité allait aux investissements productifs. Bien sûr, le plan de Constantine avait bien déterminé les axes principaux du développement industriel, mais il n'avait pas donné à l'Algérie les moyens de le réaliser.

Avant tout, il s'agissait pour les nouveaux responsables de préserver l'indépendance nationale. Il n'était pas question de dépendre presque essentiellement d'investissements fournis par l'étranger, d'autant plus qu'avant l'indépendance les ressources du sous-sol appartenaient à des compagnies étrangères. Il fallait donc, d'une part récupérer les hydrocarbures, le gaz et les mines. Cela a demandé une dizaine d'années. Mais alors que dans le plan de Constantine les investissements d'accumulation ne faisaient pas forcément profiter au pays d'économie en devises, l'Algérie indépendante en était directement bénéficiaire.

Le plan triennal, bien qu'il indique dans ses intentions la création d'emplois, a investi 60 pour cent dans le pétrole brut et raffiné, le gaz naturel, les minerais. Cela montre que sa préoccupation essentielle était d'accroître ses revenus pour asseoir son économie nationale.

Il faut noter que cela s'est fait au détriment de l'agriculture; même les infrastructures ont été considérées comme suffisantes dans un premier temps. On pourrait dire que l'on a valorisé le sous-sol quel qu'en soit le prix, c'est-à-dire en ne tenant pas compte du retard outre de l'agriculture, de la construction de logements, et des industries intermédiaires, et même du bien-être général de la population.

L'Algérie n'a pas choisi un mode de développement horizontal, c'est-à-dire investissements répartis d'une façon équivalente dans les industries lourdes (sidérurgiques et hydrocarbures), les industries mécaniques et électriques, les industries alimentaires, les matériaux de construction. Cela aurait permis des créations d'emplois supplémentaires, mais aurait nécessité un appel aux capitaux privés dans une très large mesure.

L'Algérie a choisi un mode de développement vertical: récupération des ressources du sous-sol avec investissements à la limite du possible dans les grandes unités qui en découlent. Ces unités dépassaient parfois les besoins propres du pays. L'exemple type est celui de la sidérurgie. Dans le plan de Constantine, elle a été envisagée dans un cadre métropolitain. L'Algérie indépendante a payé très cher cette sidérurgie qui n'était pas rentable à 400.000 tonnes d'acier et qui l'oblige aujourd'hui à créer des unités supplémentaires dépassant le million de tonnes. Mais pour ce pays l'horizon minimum est 1980. Les structures mises en place en tiennent toujours compte. Il a donc fallu passer des accords avec l'URSS, notamment pour écouler la surproduction. Le choix était de créer une grande sidérurgie ou d'abandonner complètement le projet. Beaucoup de spécialistes considèrent que c'était sans doute une erreur, mais l'Algérie, parce qu'elle refusait à développer les industries intermédiaires et l'agriculture, immédiatement en a eu les moyens. L'augmentation du pétrole semble aujourd'hui lui donner raison, mais là encore, le choix a été relativement simple. Les ressources de ce pays en pétrole sont assez limitées, d'autres gisements apparaissent régulièrement dans le monde. Il fallait donc profiter au maximum de cet apport en devises pour développer une industrie plus stable dans le futur comme les industries mécaniques et électriques.

Le deuxième niveau du développement vertical sera l'agriculture et les industries intermédiaires qui apparaissent notamment dans le deuxième plan quadriennal où nous reviendrons par ailleurs.

Les actions d'ensemble du plan triennal ont été définies comme étant une augmentation simultanée de la production et de la productivité. Ceci n'a rien d'original, c'est souvent le cas dans la plupart des économies. Mais on est surpris par l'insistance sur les actions d'organisation, notamment on n'hésite pas à demander un assainissement et un plan de redressement du secteur industriel. Dans une Algérie dépendant de la France il eut été très difficile de l'envisager, le plan de Constantine ne s'y attardait pas. Le secteur socialiste qui était une des fiertés de l'Algérie était en 1967 considéré comme satisfaisant que dans 20 pour cent des cas.

Le plan triennal apparaît comme une remise en ordre de l'ensemble de l'économie, une recherche d'indépendance nationale. Les moyens étaient simples, là où l'on pouvait obtenir des devises on développait les industries qui s'y rattachaient. Les grandes orientations étaient retenues, le plan préparait surtout l'appareil économique et administratif du futur.

Le premier plan quadriennal était beaucoup plus précis; si les objectifs restaient sensiblement les mêmes, les moyens différaient quelque peu, notamment en programme de recherche assez élaboré se préoccupait de ne pas "puiser" sans préserver l'avenir. On désirait consolider les produits de base et donc moderniser l'agriculture, développer les industries intermédiaires. 27 pour cent des investissements de l'agriculture étaient consacrés à l'hydraulique, 48 pour cent étaient des investissements liés à la production. Contrairement au plan de Constantine il a été prévu des investissements d'Etat dans le domaine des industries de transformation tout en offrant des garanties et des facilités aux entreprises privées qui investissaient dans ces mêmes industries.

La place du secteur étatique a pris de plus en plus d'importance, déjà en 1965 un programme avait été confié à cinq sociétés nationales dans le but de combattre le chômage urbain par la création d'unités de production employant une importante main d'oeuvre (textiles, cuirs et peaux, alimentation, etc.) réparties un peu partout sur le

territoire généralement auprès des villes moyennes de l'intérieur. Ces sociétés avaient également pour but de valoriser les produits bruts du pays (laines, agrumes, etc.) et de soulager la balance commerciale (vêtements, chaussures, conserves, etc.).

A partir de 1969 cette politique a été partiellement remise en cause, et l'effort industriel s'est concentré sur la réalisation de grands complexes industriels. Le plan quadriennal tout en analysant les choix du plan triennal a mis l'accent sur la création d'une branche de construction mécanique et électrique et une branche de transformation des métaux.

De 1964 à 1969 de nombreuses unités d'industries légères ont été réalisées par le secteur étatique:

- la société nationale de confection: 23 ateliers de confection dans diverses villes moyennes du pays;
- les tanneries algériennes (TAL) ont lancé cinq grandes filatures de coton et de fibranne;
- la SIAC (chaussures) a également entrepris la création de cinq fabriques de chaussures implantées à Bel Abbes, Mascara, Setif, Tebessa.

A partir de 1970 et dans le cadre du premier plan quadriennal d'autres projets de nature différente ont été mis en chantier:

- un complexe de pompes et vannes à Benoughine;
- un complexe de papier à Souk, un autre à Mastaganem;
- agrandissement du complexe de véhicules lourds à Rouiba.

Réalisations de plans spéciaux élaborés par les wilayates:

- 7 ateliers de conditionnement de dattes du triangle Biskra-El-Oued-Touggourt;
- briquetterie, tuilerie (1.000 tonnes/jour);
- combinat de bois;
- céramique à Guelma;
- manufacture de bonneterie;
- quatre huilerie en Kabylie.

Parallèlement des investissements étaient réalisés par le secteur privé. Malgré les apparences, c'est un des moyens de développement dont a tenu compte l'Algérie. Les réalisations du secteur privé entre 1966 et 1971 ont été les suivantes:

<u>Années</u>	<u>Nombre de projets</u>	<u>Montant des investissements</u>	<u>Nombre d'emplois créés</u>
1967	65	35.903	1.828
1968	220	136.299	7.221
1969	279	251.652	9.485
1970	123	145.934	4.419
1971	41	41.161	1.873

La répartition des projets selon les branches faisait apparaître une surproduction dans le textile (près de 40 pour cent du nombre des projets, 45 pour cent des investissements et du nombre d'emplois créés).

Il faut noter que le code des investissements avait accordé des avantages aussi importants que ceux prévus dans le plan de Constantine, mais à la différence de celui-ci la vision économique du privé allait s'opposer à la politique économique de l'Etat, sauf pour ceux qui se sont dirigés vers la sous-traitance, exemples: complexe de voitures légères, tracteurs et camion par la SONACOME.

L'Etat algérien a toujours été favorable à une association avec les sociétés étrangères dans le cadre de sociétés mixtes (Etat 51 à 80 pour cent).

A la fin de 1973 on peut faire les remarques suivantes au sujet de la stratégie de développement:

- Les plans nationaux n'incluaient pas explicitement une politique d'aménagement.
- Références parfois au schéma du plan de Constantine.
- Plan de logements moins importants que le plan de Constantine.
- A la veille du lancement du deuxième plan quadriennal il y a eu prise de conscience sur la nécessité de doter la planification économique d'une planification spatiale.
- Pas de décentralisation de l'aménagement de l'espace.

Une certaine préoccupation a vu le jour concernant les zones d'implantation des unités de production. Un organisme est chargé de l'aménagement des zones industrielles (la CADAT). Des zones d'accueil permettant de décentraliser la production sont aménagées. Le but est d'implanter des petites et moyennes entreprises. La société d'équipement des zones d'industrialisation décentralisée (SEZID) a été créée en vue de mettre en oeuvre un programme d'implantation d'unités industrielles. Autour des centres peu industrialisés avait été prévu la création des zones industrielles destinées à de petites industries ou à l'artisanat. Une quinzaine de zones de préindustrialisation avaient été retenues autour des centres tels que Saïa, Miliane, Tebessa, Guelma. Avant 1962 ce fut un échec complet. Aujourd'hui a été adoptée une classification qui n'était pas utilisée bien qu'elle existât avant 1962. Plusieurs catégories de zones ont été proposées selon l'importance et selon les dimensions des unités de production à y localiser. Il s'agit de grandes zones industrielles d'intérêt régional, de grandes zones industrielles à vocation particulière et de zones industrielles suburbaines.

Les grandes zones industrielles d'intérêt régional étaient:

- celles dans le rayon d'influence de grandes villes, mais suffisamment éloignées pour éviter les embouteillages;
- terrains de grande superficie parmi ces zones:
 - ZI de Rouïba-Reghaine;
 - ZI de Tlebat à Oran;
 - ZI de Kouba à Constantine;
 - ZI de Setif-Annaba.

Les grandes zones industrielles à vocation particulière destinant à recevoir des investissements utilisant des matières premières locales:

- trois zones au stade de la réalisation:
 - zone Bedjaï-Skikda;
 - zone industrielle d'Annaba;
 - zone industrielle d'Arzew.

Les zones industrielles suburbaines sont situées à la limite des villes et sont réservées aux industries de transformation dont le fonctionnement ne crée pas de nuisances aux quartiers d'habitations environnantes que ce soit pour les odeurs, le bruit ou le dégagement des fumées.

Pour les industries privées, libertés aux promoteurs, sauf Alger.

Nous avons tenu à préciser l'organisation des implantations industrielles, car à part les grands projets, elles n'ont pas toujours été judicieuses; et l'ensemble de ces mesures montre que l'Algérie est maintenant très consciente du problème; et les moyens devraient répondre aux objectifs qu'elle s'est fixée pour son développement industriel.

Dans le cadre des moyens choisis, il nous apparaît important de préciser le rôle de différents départements ministériels dans l'aménagement de l'espace:

- rôle du ministère des travaux publics:
 - Direction de l'infrastructure: La principale fonction est de mettre en place des réseaux routiers, aéronautique et portuaire. Elle se divise en deux zones sous-directions (sous-direction des routes et aérodromes, sous-direction des travaux maritimes qui suit de près la réalisation de nouveaux ports d'Arzew, Skikda, aménagement des ports d'Alger, d'Annaba, Bejaïa).
 - Direction de la construction et de l'habitat: deux sous-directions:
 - habitat urbain: tutelle sur les entreprises publiques de construction de logements urbains;
 - habitat rural: rôle non négligeable dans la conception et la réalisation des villages socialistes de la révolution agraire;
 - Direction de la planification et de l'urbanisme: rôle très important aux travaux publics:
 - sous-direction de la planification et des aménagements généraux;
 - sous-direction de l'urbanisme qui apparaît beaucoup plus comme un service de planification dont la préoccupation évidente sera d'assurer la cohérence des études et des travaux internes du ministère des travaux publics;

- rôle du ministère d'Etat chargé des transports et des communications:
 - rôle important: direction des transports terrestres (trois sociétés sous-tutelle SNTR, SNTV, SNCFA);
- rôle du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire: important département ministériel: mise en oeuvre de la politique de transformation de structures dans le domaine rural.

Nota: La direction du génie rural et de l'hydraulique semble faire double emploi avec le secrétariat d'Etat à l'hydraulique qui en fait a repris les attributions de cette direction. Il faut noter que ces chevauchements se retrouvent entre la direction de la planification et du développement industriel au ministère de l'industrie et le secrétariat d'Etat au plan.

- Rôle du ministère de l'industrie et de l'énergie: poids très important de ce ministère: 45 pour cent des investissements du premier plan quadriennal, 43 pour cent des investissements du deuxième plan quadriennal; il semble que dès 1970 les autorités supérieures ont senti la nécessité d'institutionnaliser la coordination et le suivi des activités de différents opérateurs économiques en créant le secrétariat d'Etat au plan;
- Rôle et attribution du secrétariat d'Etat au plan:
 - Juridiquement il se situe en position de dépendance vis-à-vis de n'importe quel ministère.
 - L'étendue de ses attributions en fait un véritable ministère.

Le secrétariat d'Etat au plan participe à l'élaboration des plans de développement économique et social nationaux et régionaux. A cet effet il est chargé soit d'effectuer, soit de faire effectuer toutes études économiques générales ou spécifiques nécessaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans de wilayates ou communaux. Il doit également assurer le contrôle permanent des études confiées aux autres administrations et concernant un secteur particulier, une branche ou une région.

Il assure également la coordination et le contrôle des actions entreprises en vue de l'exécution des plans.

En réalité il semble disposer de moyens assez limités ne lui permettant pas d'exercer effectivement ces attributions.

Théoriquement toutes les études économiques doivent recevoir le visa du secrétariat d'Etat au plan, ce qui n'est pas toujours le cas.

Tout ceci montre les structures administratives mises en place depuis l'indépendance. Elles permettent de mieux situer l'évolution de l'Algérie dans les moyens mis en oeuvre pour l'industrialisation.

A la lumière des observations que nous avons pu faire concernant le plan triennal et le premier plan quadriennal, nous allons examiner, pour terminer cette partie du rapport, le deuxième plan quadriennal d'un point de vue développement industriel afin de voir si les responsables algériens ont modifié certaines orientations, et restent encore pour la période 1974-1977 au premier niveau du mode vertical choisi. Les nécessités définies dans les axes principaux sont pratiquement identiques aux plan précédents. Toutefois concernant la création d'emplois, il est reconnu que dans les autres périodes ce n'était pas la préoccupation principale. Le deuxième plan quadriennal en fait réellement un de ses objectifs. L'Algérie envisage de mettre en place la petite et moyenne industrie au niveau local. Concernant les capacités d'accumulation, les responsables se préoccupent de savoir quel secteur prendra dans quelques années le relais des hydrocarbures. On distingue pour la première fois d'une façon très claire les différents projets. Ils sont pratiquement tous répertoriés avec le montant de l'investissement, la date du début et de la fin de réalisation. Deux catégories de projets sont indiquées pour les nouveaux projets, ceux de première urgence. Les investissements s'élèvent à 25 milliards de dinars algériens et ceux de deuxième urgence à plus de 9 milliards de dinars algériens. Ils doivent débiter pour les uns en 1974 et 1975, pour les autres en 1976-1977. Cette grande précision a évidemment un défaut, c'est qu'elle supprime une certaine souplesse obligatoire dans un plan. Un projet imaginé en telle année peut s'avérer sans objet trois ou quatre ans plus tard.

Il est intéressant de déceler une volonté de décentralisation, notamment de confier aux collectivités locales la politique d'industrialisation de leur région en ce qui concerne la moyenne industrie (plus de 800 projets). Les investissements privés ont été évalués à 2.100 millions de dinars algériens, mais les hydrocarbures restent le grand bénéficiaire avec 80 pour cent du montant prévu. Concernant le financement, il n'est prévu de ne faire appel qu'à concurrence de 25 pour cent à l'extérieur. Les mesures organisationnelles sont plus précises, notamment on y indique exactement les paramètres à surveiller, on sépare la comptabilité de grands départements dans la grosse industrie.

Concernant l'aménagement de l'environnement industriel, on a vu que le pays avait les moyens de le surveiller, voir d'imposer des choix plus rationnels. Mais le danger au début de toute période d'industrialisation c'est que tout ministère ou secteur "productif" ne suit pas les conseils d'aménagement si les organismes n'ont pas un pouvoir réel de faire modifier telle implantation ou d'imposer telle infrastructure supplémentaire. Il serait inutile de rédétailler le deuxième plan quadriennal, on peut en se reportant aux tableaux, aux méthodes employées, connaître les buts et les moyens envisagés. On se contentera d'indiquer que ce dernier plan devrait atteindre les objectifs fixés, compte tenu d'une part du sérieux avec lequel il a été fait, d'autre part de la conjoncture mondiale qui ne peut que favoriser un pays possédant ce type de ressources, et désirant importer des biens d'équipement qui lui seront proposés à des conditions préférentielles d'échanges. Nous n'avons pas examiné le secteur agricole, mais on peut noter que celui-ci est réellement pris en compte, et aura vers la fin du plan les moyens de son développement. Si l'on se place dans le mode vertical que nous avons indiqué, le deuxième plan quadriennal semble amorcer pour la première fois le deuxième niveau. En 1978 l'Algérie, outre son industrie lourde, devrait avoir une industrie intermédiaire et une agriculture ayant atteint un point de non retour; le tout

sera de savoir si les liaisons internes du secteur industriel se feront rapidement. Il était urgent à l'Algérie de se doter d'une petite et moyenne industrie, elle semble aujourd'hui s'en donner les moyens.

VI. CONCLUSION: Y AVAIT-IL D'AUTRE CHOIX D'INDUSTRIALISATION

Nous avons indiqué que l'Algérie avait choisi un mode de développement vertical. Mise en exploitation des ressources du sous-sol, développement des industries qui s'y rattachent, production d'articles permettant dans une autre période de développer l'agriculture, les industries électriques et mécaniques par exemple celles-ci dans une troisième période répondant à l'ensemble des besoins de la population.

Un autre mode de développement tout aussi vertical aurait pu être choisi, mais en négligeant les richesses du sous-sol et en développant en premier lieu l'agriculture. L'Algérie est un pays dont l'agriculture fait vivre la majorité du pays, et ce choix aurait pu s'expliquer beaucoup plus facilement. C'est en quelque sorte cette direction qu'a choisie la Chine et aussi le Maroc. A partir de là, se développent les industries alimentaires, les industries mécaniques pour fournir le matériel industriel, etc., les intermédiaires étant plus rapidement sollicités.

C'est ainsi qu'on a pu dire que l'on trouvait en Algérie une plaque d'acier de 5m x 2 m, mais pas l'écran employé dans des milliers d'assemblage à l'inverse du Maroc. C'est sans doute excessif, mais montre bien en quelque sorte la différence du mode choisi.

Il peut être intéressant de s'interroger pourquoi l'Algérie n'a pas choisi ce mode là. Car 45 pour cent des investissements l'ont été dans l'industrie, contre 15 pour cent pour l'agriculture qui fait vivre la majorité du pays.

L'Algérie disposait de sources d'énergie considérables avec le pétrole et le gaz, une exploitation peu rationnelle, une pluviométrie réduite, limitant les possibilités d'extension de la surface cultivée. L'Algérie n'a que 9 millions d'hectares cultivés sur 240 millions et ne pourra l'accroître que de un million d'ici 1980. Au moment de l'indépendance, l'Algérie s'est trouvée face à un déplacement de sa main d'oeuvre agricole, dont une partie, parfois la plus qualifiée, ne désirait pas revenir vers ce mode de travail. Il lui fallait transformer les mentalités, et très consciente des productivités toujours accrues de la production agricole dans les pays développés, elle a choisi une agriculture "mécanisée" ce qui compte tenu des devises nécessaires l'obligeait à reporter cet effort dans une autre période de son développement. Le choix n'a pas été de prendre comme base l'agriculture mais l'industrie lourde.

Il peut être beaucoup plus discutable de ne pas avoir parallèlement et équitablement développé l'ensemble des secteurs. Aujourd'hui les matériaux de construction, les industries mécaniques et électriques sont en retard. La grande industrie ne crée pas énormément d'emplois nouveaux. Or, l'Algérie avait à faire face à un chômage très important. C'est pourquoi elle a investi (et laissé investir les industriels privés) dans les textiles, les cuirs et peaux pour atténuer un peu ce chômage qui ne faisait qu'augmenter, étant donné qu'il y avait moins de production d'emplois que de population active nouvelle chaque année.

Mais l'Algérie a un sous-sol très riche et à terme désire que l'ensemble des biens (équipement et consommation) soit produit à l'intérieur du pays. Les investissements considérables qu'il faut pour développer une sidérurgie, une pétrochimie commandaient de faire des choix. Il n'était pas possible d'avancer graduellement dans la grande industrie, car les unités minimum rentables dépassaient toujours les besoins immédiats du pays.

Aujourd'hui les augmentations très importantes des matières premières et de première transformation conduisent à passer que l'Algérie n'a pas fait un mauvais choix, car elle n'a pas gaspillé les devises nées des hydrocarbures. Pourtant on pourra toujours s'interroger sur ce qui serait advenu si l'Algérie avait exporté ses matières premières brutes pour développer rapidement les autres secteurs.

L'Algérie aurait peut-être buté sur un problème qui est relativement passé sous silence, le problème humain. En effet, la grande industrie conduit à créer des emplois mécanisés où la formation professionnelle est relativement aisée. Ce n'est pas le cas des industries intermédiaires. La formation professionnelle des adultes n'est pas encore assez étendue pour répondre aux besoins de personnel très qualifié, notamment dans les industries mécaniques.

Le fait religieux pèse sur toutes les décisions, et si un choix agricole n'aurait pas particulièrement soulevé de problèmes, nous pensons que celui immédiat d'industries intermédiaires eut pu entraîner des changements difficilement approuvables par les autorités religieuses.

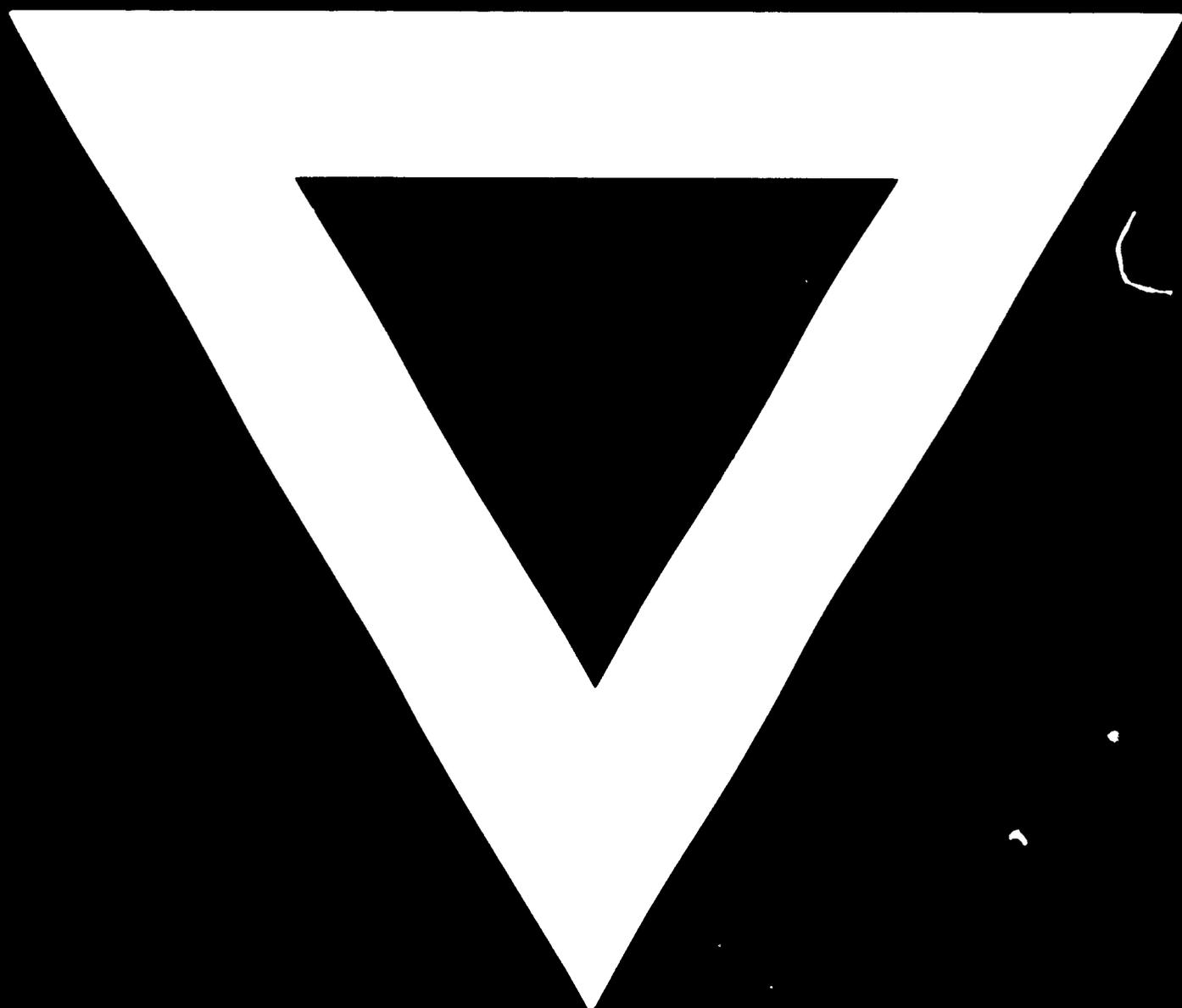
Les industries intermédiaires demandent une main d'oeuvre féminine relativement importante, comme c'est le cas des pays développés. Or, bien qu'une certaine évolution ait eu lieu en Algérie, le travail féminin n'est pas très répandu, et un frein certain existe au niveau des familles.

Les industries lourdes ne demandent pas beaucoup de main d'oeuvre féminine, et c'était un avantage compte tenu de la réalité algérienne dont il fallait tenir compte.

En conclusion, le choix algérien a été très net, et ceci nous paraît primordial. C'est-à-dire qu'il s'est donné les moyens de ses objectifs comme nous avons tenté de le montrer.

Il est maintenant évident que le décollage économique est très proche s'il n'est pas déjà atteint, il reste à faire travailler et profiter l'ensemble de la population, ce qui compte tenu de la teneur du deuxième plan quadriennal devrait se produire aux environs de 1980.

G-370



77. 11 . 01